T. XXXII — N° 2 10 Décembre 1934

# La Vie Intellectuelle

REVUE BIMENSUELLE

## QUESTIONS RELIGIEUSES

CHRISTIANUS. *Les tentations de Christianus.*

### ENQUÊTE SUR LES RAISONS ACTUELLES DE L'INCROYANCE

### L'enquête dans les milieux de l'Enseignement Primaire

ANDRÉ BOYER et BERNARD DE SOLAGES. *Remarques préliminaires.*

*Réponses d'instituteurs et d'institutrices.*

Nous poursuivons notre enquête en abordant le milieu, si important au point de vue des causes de l'incroyance, des instituteurs. Elle révèle chez beaucoup plus d'incompréhensions et de malentendus que de volonté anti-chrétienne délibérée.

RAYMOND DE BECKER. *Religion et vie.*

Les saints des temps nouveaux.

Dr KURT TÜRMER. *Saint Ambroise et les évêques allemands.*

L'angoisse des catholiques allemands exprimée par eux-mêmes.

*A travers les revues :* Pour construire.

# Les tentations de Christianus

CHRISTIANUS *a un rôle propre, celui de projeter la lumière chrétienne sur le réel, sur tout le réel. Les groupes comme les individus, les problèmes sociaux et politiques tout comme les problèmes familiaux et professionnels, doivent passer l'un après l'autre sous son faisceau lumineux, car rien d'humain, pas plus dans la vie publique que dans la vie privée, n'a le droit de rester à l'ombre de la lumière divine.*

*Ce n'est pas, pourtant, que la vérité évangélique qui lui sert de phare puisse, à elle seule, suffire à fouiller tout le réel, et lui permettre de tout voir et de tout juger. Il y a des données contingentes qui ne découlent pas d'un principe, des attitudes qui ne peuvent pas se régler à priori sans tenir compte d'une foule de circonstances. Beaucoup de vérités échappent, par suite, à la compétence de* CHRISTIANUS.

*Son domaine, c'est la doctrine et ses applications nécessaires. Il donne les principes, marque l'orientation, l'esprit. De l'individu, de la famille, de la profession, de l'État il fixe le but, il détermine la constitution de nature, il règle les lois obligatoires de fonctionnement. En toutes ces questions il lui revient de fournir à* CIVIS *les principes qui guideront son action, mais ce sont les faits complexes et changeants qui se chargeront de fournir à celui-ci la matière où les appliquer.* CIVIS *alors, qui est mêlé à la vie et dont* CHRISTIANUS *aura formé la conscience, décidera ce qu'il doit faire et gardera, devant Dieu comme devant les hommes, la responsabilité de sa décision.*

*
* *

*Cela paraît simple. Ce l'est, en effet, plus que ne le croient certains, peu habitués au maniement des principes théologiques. Mais ce l'est moins que ne le disent d'autres, peu au courant des complexités de la vie réelle. Et c'est pourquoi* CHRISTIANUS *a souvent des tentations.*

*Tantôt il demeure juché si haut sur ses principes que* CIVIS *ne le voit plus, ou ne le comprend pas : il devient alors un personnage inutile.*

*Tantôt il entre si avant dans l'action qu'il cesse d'être lui-même, que* CIVIS *proteste qu'on le dépossède de son rôle : il devient alors un personnage dangereux.*

*C'est la tentation classique du théologien que de vivre dans une tour d'ivoire et d'ignorer les réalités de son temps. Il se passionne encore pour des discussions d'autrefois dont ses contemporains n'ont cure, et prend à leurs yeux figure d'archéologue. Par contre, les problèmes qui sont les leurs ne l'émeuvent point : cela ne se trouve pas dans ses livres. La colonisation, les relations internationales, la vie des affaires, l'évolution sociale et politique des peuples posent, chaque jour, des problèmes nouveaux, urgents, angoissants, où les principes mêmes de la vie morale sont mis à mal. Il ne le sait pas. Où trouver alors, clairement exposés, bien ajustés, les principes de solutions dont on a besoin quand on est embarqué dans l'action économique, sociale et politique, pour juger en chrétien et savoir comment se guider ?* CIVIS *est laissé à lui-même et se trouve tout désemparé.*

*Mais il arrive aussi que le théologien rajeunisse, qu'il s'éveille, qu'il ouvre les yeux sur son temps et y découvre, un peu surpris, la masse bouillonnante de ces questions nouvelles. Une atmosphère plus vivante le grise, la tentation le saisit d'entrer lui aussi dans la mêlée, et d'y jouer un rôle. Il y a souvent un Richelieu — d'envergure plus modeste, évidemment — qui sommeille dans le théologien. Le plus grave, c'est que celui-ci voudrait bien prendre la place de* CIVIS, *mais sans quitter son piédestal. S'il cède — ne serait-ce qu'un peu — à la tentation redoutable, sa sérénité l'abandonne, et son jugement y perd en maîtrise et en sécurité.*

*Soucieux d'éviter le reproche de demeurer dans la lune, de se contenter de proclamer des principes, sans se préoccuper*

*de leur application, le voilà qui cherche à déduire de sa théologie un système social et une politique; qui prétend, à l'aide de la seule doctrine, dicter au catholique l'attitude qu'il doit prendre en chaque cas concret, donner une consigne à l'électeur, au parlementaire, au ministre... Il réduit tout à l'unité et se scandalise de voir que* Civis, *qui se dit pourtant son disciple, ne soit pas toujours d'accord avec lui.*

*
* *

*Mais alors, dira-t-on,* Christianus *devrait se désintéresser de l'application des principes ? Or, les principes chrétiens ne sont-ils pas faits justement pour être appliqués ? C'est indéniable, et c'est même — curieux paradoxe — vis-à-vis de l'attitude de trop de ses contemporains catholiques, la principale revendication de* Christianus. *Seulement, de ce que les principes chrétiens doivent informer toute l'action, même publique, d'un catholique, il ne s'ensuit pas qu'ils suffisent à la définir. Il y a bien des manières de violer ces principes, mais il y a aussi bien des manières de les appliquer. Et là* Civis *reste libre : il n'est pas que le bras séculier de* Christianus.

*De plus, pour porter un jugement sur les faits, il faut être sûr de les bien connaître dans leur complexité. Or, quand il s'agit de l'actualité quotidienne, qui touche à tous les sujets et à toutes les parties du monde, de quoi est-on sûr ? De bien peu de choses. Que resterait-il, en fait de vérités indiscutables, de l'information de n'importe quel numéro de journal, si un historien consciencieux s'avisait, une fois, de consacrer les mois nécessaires à en faire la vérification critique... même en se limitant aux informations touchant notre pays ?*

*C'est pourquoi* Christianus *se tient sur la réserve, ne se hasarde guère à juger les événements du jour et les personnages en vue. Il suit l'exemple de Rome qui, pour ce motif — sans parler des autres — bien souvent se tait. Plus l'autorité est haute, moins elle a le droit de risquer de se tromper. Plus on engage de hauts principes, plus on doit prendre garde à ne pas les compromettre.* Christianus, *pour guider* Civis, *doit, le plus souvent, se contenter de former sa conscience — puis de le laisser faire et de prier pour lui.*

Christianus.

## Enquête sur les raisons actuelles de l'incroyance

# L'ENQUÊTE
## dans les milieux de l'Enseignement Primaire

*Nous commencerons par faire quelques remarques sur des points insuffisamment dégagés ou même négligés par les réponses. Puis suivront de larges extraits ou le texte intégral de plusieurs réponses. Enfin cette publication des résultats de l'Enquête aura son couronnement dans le remarquable rapport qui fut présenté à la Retraite Intellectuelle et qui constitue sur le sujet une synthèse objective, émouvante et d'un accent tout chrétien.*

### A) Remarques préliminaires

I. — *Des 19 réponses reçues, il ne ressort pas clairement, et avec une parfaite unanimité, si les membres de l'E. P. sont surtout indifférents, ou surtout anticléricaux. La plupart des réponses penchent pour une minorité agissante d'anticléricaux et une masse imposante d'indifférents. Il y a cependant deux exceptions marquées.*

Il nous semble, écrit notamment une institutrice, que si le plus petit nombre des instituteurs est indifférent, le plus grand nombre est incroyant avec une forte tendance anticléricale.

a) *Il y a, semble-t-il, anticlérical et anticlérical. Le mot et l'idée ont des résonances complexes, admettent bien des nuances. On pourrait les grouper plus ou moins autour de deux pôles : anticléricalisme d'attitude et anticléricalisme de conviction, la pente du premier au second étant d'ailleurs assez glissante; — sans parler de l'anticléricalisme, au sens d'opposition à « l'emprise cléricale », qui peut se concilier avec un profond sens religieux. Parmi les anticléricaux — ceux du moins que nous sommes accoutumés de nommer tels — on trouverait toute cette gamme de sentiments enchevêtrés.*

b) *Les vieilles générations d'instituteurs, formées pendant les années de combat, paraissent, d'une façon générale, beaucoup plus marquées d'anticléricalisme. Les jeunes, surtout celles d'après-guerre, semblent beaucoup plus indifférentes. Il est intéressant sur ce point d'ajouter aux réponses issues directement du Milieu de l'E. P. un témoignage venu d'un milieu qui par profession est étranger à l'E. P., mais qui y recrute la plupart de ses membres. Voici ce qu'écrit un commis principal des Postes :*

Milieu : un grand bureau de tri postal comptant une centaine d'employés de toutes fonctions et de tout âge.

Origine sociale du personnel : fils de paysans, d'ouvriers ou de fonctionnaires.

Instruction : tous ont leur certificat d'études ; une bonne moitié a fait le Primaire Supérieur. Quelques-uns, une dizaine, ont le baccalauréat.

Opinions politiques : toutes les nuances de « gauche ».

Opinions religieuses :

A) Les croyants et les pratiquants, qui sont en petit nombre...

B) Les incroyants, qui sont la majorité et qu'il faut diviser en deux catégories :

1° Ceux qui ont dépassé la quarantaine et qui ont été élevés au milieu des luttes religieuses du début du siècle.

Ils ne croient pas, par préjugés « rationalistes » : le surnaturel n'existe pas, on ne doit croire que ce qui se comprend

ou qui se démontre scientifiquement, etc... Par préjugés politiques : l'Église est, de par sa nature, l'alliée du Trône et donc l'adversaire de la République. Par préjugés historiques : l'Église a toujours été intolérante et persécutrice, comme le prouvent la Croisade des Albigeois, la Saint-Barthélemy, etc... Par préjugés sociaux : l'Église prêche la résignation terrestre au prolétariat et se fait la gardienne des coffres-forts, etc. — Bref, c'est l'arsenal « intellectuel » du combisme, et il ne faut pas essayer de le démolir, vous y perdriez votre temps. L'argument suprême reste que l'Église est la Réaction, et il faut rouler l'*R* pour donner toute son ampleur au mot et à l'idée. Et cette Réaction est un monstre omniforme : l'an dernier, un collègue y incorporait Herriot, coupable à ses yeux d'avoir décoré je ne sais plus quelle religieuse hospitalière.

2° Ceux qui ont environ vingt ans. Tous sont élèves de l'École laïque qui avait déjà élevé leurs pères et, pour quelques-uns, leurs grands-pères. D'où indifférence la plus complète envers le catholicisme qu'ils ignorent presque tout autant que le bouddhisme ou le shintoïsme. Première Communion, mariage, enterrement, baptême, sont pour eux des formalités auxquelles on se soumet comme à la vaccination, au certificat d'études, au service militaire, et qui n'ont aucune influence sur la vie personnelle. Aucune hostilité contre les croyants, aucun dédain même : « Si cela leur plaît d'aller à la messe, qu'on les laisse libres d'y aller, et qu'on ne m'empêche pas d'aller au bal ou au stade », tel est leur raisonnement. Je n'en ai trouvé qu'un seul — un méridional, il est vrai — qui s'est étonné de me voir lire des journaux catholiques et les avoir avec moi au bureau : le brave en était scandalisé.

Ces jeunes camarades n'ont aucune curiosité intellectuelle : les journaux (et particulièrement les journaux sportifs), quelques livres et des romans en édition populaire sont leur seule nourriture intellectuelle, et je ne me souviens pas d'en avoir vu un seul feuilleter, même machinalement, les livres religieux qui sont souvent sur ma table de travail. Donc il est absolument impossible de les intéresser au catholicisme, ou simplement à la chose religieuse.

Je ne crois pas que les mœurs aient quelque influence sur leur incroyance, que je suis tenté d'appeler congénitale; s'ils ne sont pas chastes de manières (et je n'en sais rien !), ils

sont le plus souvent chastes de paroles, et je ne les ai entendus tenir que rarement des propos de corps de garde. Ces observations ont été faites pendant deux périodes dans le même bureau et sur un personnel constamment renouvelé. La première de ces périodes va de 1910 à 1912 — ; la seconde va de 1919 à aujourd'hui. L'entre-deux, c'est la guerre, et je pourrais dire que cet entre-deux me confirme dans mon opinion. Car, mobilisé au 8e génie, c'est-à-dire dans une formation où les postiers de toute catégorie étaient nombreux, je me suis trouvé là encore avec des collègues qui avaient toujours les mêmes idées et les mêmes mœurs religieuses.

II. — *Autre grave problème : l'action des Écoles Normales d'instituteurs et d'institutrices.*

a) *L'opinion extérieure au milieu de l'E. P., et très spécialement l'opinion catholique, est fort nette. Dans les Écoles Normales, elle voit le foyer essentiel, l'instrument par excellence de l'incroyance et de l'anticléricalisme. Une réponse dit : « L'E. N. est l'entrée du Temple laïque, areligieuse toujours, irréligieuse souvent. » Dans ses* Idées Politiques de la France, *Thibaudet résume bien, en une formule, l'état de l'opinion courante : « Une société de pensée faite d'un milieu de 100.000 hommes et femmes, formés dans des séminaires sous une direction unique et pour la plus grande part d'entre eux animés du même esprit : l'Esprit laïque. »*

b) *Vue de plus près, dans la complexité des faits, la réalité amène à nuancer et assouplir ce premier jugement. Il ne s'agit pas certes de minimiser l'influence des E. N., mais d'en préciser, autant que faire se peut, la virulence et l'unanimité. La vérité est que l'atmosphère varie assez sensiblement d'une École à l'autre. L'esprit est ce que le font les camarades, ce que le veulent les professeurs, surtout les directeurs et les directrices. Les réponses sont sur ce point divergentes. En face du témoignage précédent, voici les déclarations d'un instituteur :*

Je crois l'influence de l'E. N. non décisive. Beaucoup la

traversent sans pertes notables; d'autres cessent toutes pratiques et les reprennent après... A l'E. N. de X. je n'ai rien subi de systématiquement tendancieux ni de la part d'une discipline, ni de celle d'aucun professeur (1).

*Il ne faut pas oublier en une telle matière l'élément impondérable que constitue le contact d'homme à homme : c'est ce que nous paraît bien marquer une réponse :*

La valeur du maître, ses qualités de rayonnement ont une telle influence, surtout sur les jeunes, que, le plus souvent, la préférence accordée à un enseignement, c'est la préférence accordée au professeur qui en est chargé.

Le professeur de français et le professeur de psychologie, sociologie, etc..., ont une influence directe sur la formation de la pensée. Il est plus rare que des autres enseignements il se dégage une philosophie.

D'une manière générale, qu'il y ait, de par la personnalité même des directeurs et professeurs, une influence énorme, ce n'est pas niable. Ce qu'il ne faut pas oublier non plus, c'est que, si « le maître *avertit* au dehors, c'est Jésus-Christ qui enseigne au dedans » (S. Augustin).

Aux influences les plus marquantes, répondent souvent les plus salutaires réactions.

L'influence des conversations entre camarades a la plus grande importance dans la perte ou l'ébranlement des croyances. On donne plus facilement à son ami ses raisons de ne plus croire, les points de la doctrine sur lesquels on fait des réserves. Ce sont souvent les amitiés de l'école qui sapent ou gardent la foi.

c) *Il est impossible, par suite, que cette diversité d'esprit ne retentisse pas d'une façon différente sur les élèves qui sortent des E. N. Ainsi s'expliqueraient les opinions parfois contradictoires, émises par les correspondants, selon les régions respectives d'où elles émanent.*

(1) Mais la plupart des réponses portent, sur l'action et l'esprit des E. N., un jugement plus sévère.

III. — *Il y a un fait, enfin, qui a été laissé dans l'ombre par les réponses. Dépassant, il est vrai, les limites et les visées précises de l'Enquête, il n'en projette pas moins une vive lumière sur le problème. Le milieu de l'Enseignement Primaire constitue un* « monde clos », *une* « classe », *on ajouterait presque une* « caste ». *Replié, renfermé sur lui-même, il est sans contact avec les autres milieux intellectuels, particulièrement avec celui de l'Enseignement Secondaire* (1). *Cette situation a contribué pour beaucoup à maintenir, dans la masse des instituteurs, une attitude d'anticléricalisme, souvent renforcée de socialisme.*

*Diverses causes, à l'intérieur même du milieu Primaire, expliquent ce fait. Le recrutement d'abord : les maîtres de l'E. P. sont d'extraction populaire,* « *enfants de paysans, d'ouvriers, de petits employés* » ; *leur origine les porte à un contact plus aisé et plus étroit avec le peuple d'où ils sont issus et qu'ils s'efforcent d'arracher à l'influence des autres classes. Leur formation ensuite, qui les coule tous dans le même moule des E. N.*

*Cela est vrai. Mais d'autres causes, à l'extérieur, n'ont-elles pas favorisé ce repliement, empêché toute évasion vers des horizons plus aérés et plus larges? Il faudrait ici faire l'histoire sociale et politique de l'École, depuis cinquante ans. Un seul mot pourrait en résumer l'évolution*

(1) Sans le moindre contact jusqu'à la guerre. Un professeur du Secondaire, un des promoteurs de l'École Unique et un des premiers « Compagnons » de 1918, fait cet aveu que beaucoup pourraient répéter avec lui : « J'ai eu le privilège, au cours des trois premières années de la guerre, d'approcher souvent des instituteurs. A vrai dire, je n'en avais pas vu depuis ma sortie de l'école primaire; car j'étais, moi aussi, victime et prisonnier des cloisons étanches. » (J.-M. Carré, dans sa brochure sur *Les Compagnons de l'Université Nouvelle*, 1920, p. 5.) Depuis la guerre, cet état de choses semble un peu modifié, heureusement, mais toutes les cloisons étanches, et surtout les plus importantes, ont-elles été abattues?

*et l'atmosphère : « Les Primaires » ! Rappelons-nous, à notre honte, et soulignons tout ce que le mot a longtemps contenu de mépris. Les membres de l'E.P. ont été partout tenus à l'écart, souvent traités en diminués quand ils ne l'étaient pas en suspects* (1).

*Au sein même de l'Enseignement Public d'abord. Que paraît aujourd'hui l'Université? Le Royaume divisé. Divisé dans son organisation administrative et technique. Divisé dans la formation et l'esprit que reçoivent ses divers maîtres. Deux enseignements, Primaire d'un côté, Secondaire et Supérieur de l'autre : deux mondes qui se connaissent bien mal encore... l'Europe et l'Amérique, avant que ne les eût reliées la caravelle de Christophe Colomb. L'Enseignement Secondaire peut-il se rendre le témoignage d'avoir toujours été compréhensif et accueillant aux membres de l'E.P.? de s'être toujours interdit des paroles, des procédés et des mesures qui ont pu les froisser, les blesser et les murer davantage dans leur amer isolement?* (2) *Il y a un chapitre à écrire dans l'his-*

(1) Est-il bien sûr qu'aujourd'hui même cet esprit ait complètement disparu? Une correspondante écrit :

« La caserne achève souvent de porter nettement à « gauche » le jeune maître primaire, par la maladresse avec laquelle il y est reçu souvent. « Instituteur » y est synonyme de communiste et chacun se charge de le lui faire sentir, alors que la sagesse consistant à ne pas parler « rage ou chien enragé » à une personne ayant été mordue, devrait être mise en pratique. Si le jeune maître voyait toujours, dans l'armée, une école de discipline, d'abnégation, de justice, il n'y a pas de doute qu'il en subirait une bienfaisante influence. »

(2) Ce n'est que justice de relever les éclatantes exceptions, le magnifique exemple de collaboration et d'union fraternelles entre les trois ordres : Primaire, Secondaire et Supérieur, donné par les groupements catholiques de l'Université; heureux qui a pu assister à des « Journées Universitaires » ou à la Retraite Intellectuelle de 1933 ! Mentionnons aussi, mais travaillant pour des buts et dans un esprit qui sont en dehors de toute confession, « L'Union Nationale des Membres de l'Enseignement Public ». Et peut-être faudrait-il citer encore, à l'extrême opposé, les groupements communistes.

*toire de notre Enseignement Public depuis dix ans : « L'École Unique, drame de l'Unité. »*

*Et nous, catholiques, sommes-nous sans reproches? L'Église, par la voix de ses représentants officiels, avait et garde le droit strict, parce qu'elle en a le devoir impérieux, de défendre avec vigueur les intérêts spirituels gravement lésés par l'Esprit laïque. Mais nous, dans le quotidien de l'existence, dans ces multiples rapports que la vie fait inévitables et où nous n'atteignons les idées qu'à travers les personnes, n'avons-nous pas oublié les conseils de prudence et de bonté rappelés par le Maître? Serviteurs trop zélés et emportés, n'avons-nous pas nié le bon grain, pour n'avoir vu que l'ivraie?*

*N'avons-nous pas participé à cette attitude générale de dédain et d'ostracisme, manifestée aux membres de l'Enseignement Primaire? Ainsi s'expliquent les maladresses de parole et de plume que nous pouvons commettre. Toutes les réponses en rapportent de pénibles exemples. Voici une remarque faite à propos d'un article qu'un journal catholique avait publié sur l'inspection médicale dans les écoles :*

Certains articles agressifs parviennent d'ailleurs souvent jusqu'aux plus sincères et aux plus tolérants, et les blessent douloureusement comme toute injustice... Quand la sensibilité est meurtrie, la raison est vite gagnée à l'opposition et à la lutte.

*Nous condamnons pêle-mêle l'institution et les hommes et nos critiques frappent souvent de modestes et loyaux auxiliaires qui dépendent de l'institution bien plus qu'ils ne la dirigent. Dans notre ardeur à venger la foi, ne leur refusons-nous pas le bénéfice élémentaire et juste de la bonne foi?*

Ce qui me frappe de plus en plus, ce sont les aspirations humaines, et donc chrétiennes, de beaucoup d'incroyants,

leur sens droit, leur bonne foi... Bien des fois, je me suis dit que, si l'on introduisait dans cette pâte un peu de véritable levain chrétien, l'effet serait inespéré.

*Ne serions-nous pas coupables en effet de déficiences plus inquiétantes?*

Quant aux causes [de l'incroyance et de l'anticléricalisme dans les milieux de l'Enseignement Primaire], je crois, dit la même correspondante, qu'elles sont individuelles, donc multiples, s'il s'agit des causes secondaires. Mais il n'y a là que des aspects variés d'un fait unique : la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité, qu'il y a pour des incroyants, indifférents ou anticléricaux peu importe, à reconnaître la doctrine du Christ, et sa doctrine dernière dans les caricatures que trop souvent nous, catholiques, leur en présentons.

*La lumière de notre vie chrétienne qui devrait rayonner sa bienfaisante chaleur, ne la tenons-nous pas sous le boisseau, réduite et asservie aux intérêts et aux préjugés de notre milieu social ou professionnel, de notre « classe » à nous? Les incompréhensions et les déformations de la doctrine catholique sont*

le plus souvent involontaires et inconscientes. Parce que trop de soi-disant croyants interprètent à leur façon la doctrine, pour l'adapter à leur mentalité et à leurs intérêts (mentalité bourgeoise, patronale, etc...), et qu'on juge à travers eux la doctrine. Parce que leur foi, dans d'autres cas, n'entraîne ni l'honnêteté dans les affaires, ni l'honnêteté des mœurs... Élisabeth Leseur paraît [aux incroyants de l'E. P.] devoir être une exception rare dans le monde catholique...

*Et encore :*

Un fait à noter, c'est que le public est impitoyable pour les moindres défaillances des catholiques pratiquants. Ils font rejaillir sur la religion elle-même les fautes ou l'étroitesse d'esprit remarquées chez eux.

*En conclusion, le mal premier ne serait-il pas notre résistance aveugle à l'Esprit du Christ, notre manque accepté d'une authentique et pleine charité? « C'est par la charité — qui n'exclut pas la prudence, mais les défiances prématurées et injustes — que l'Église et les croyants gagneront ces âmes. »*

André Boyer et Bernard de Solages.

## B) Réponses à l'enquête

### 1. *Réponse d'un instituteur*

Ces quelques pages ne veulent être qu'une recherche des influences qui s'exercent sur le corps enseignant primaire.

Que le lecteur ne prenne donc pas occasion de ce tour d'horizon pour porter un jugement sur l'enseignement public, car il se tromperait *gravement*, en oubliant de rendre ce témoignage aux instituteurs qu'ils sont, pour la plupart, dans l'accomplissement de leur tâche professionnelle, des maîtres excellents dont les familles n'ont qu'à se louer, et surtout en attribuant à la majorité de ces instituteurs les idées et les préoccupations d'une *petite* minorité.

*
* *

C'est un premier fait que la grande majorité de nos collègues sont d'origine catholique. Sur 28 camarades de promotion, 27 ont été baptisés et ont fait leur première communion. Dans les deux promotions qui m'ont précédé et celles qui m'ont suivi, la proportion est sensiblement la même.

Pour être vrai, il faut avouer que la majorité des

maîtresses et même des maîtres est, à l'heure actuelle encore, croyante — en ce sens qu'elle accomplit les actes extérieurs importants du catholicisme. Il suffit de regarder autour de soi pour constater que la majorité des instituteurs :

se marient religieusement,

font baptiser leurs enfants, qui suivent le catéchisme et font leur Première Communion,

se font enterrer religieusement,

autrement dit, accomplissent, *tout aussi bien que les autres classes sociales : paysannes et ouvrières*, les actes extérieurs de la vie religieuse.

Je ne crois pas, au fond, dans l'intimité de leurs consciences, les maîtres et maîtresses plus « mauvais » que le milieu actuel des Français.

Pourtant, à un observateur qui n'est pas du milieu, la majorité des membres de l'enseignement primaire apparaîtra dégagée de toute emprise religieuse et souvent hostile au catholicisme. On apportera comme preuve à l'appui de ce jugement : l'attitude hostile des maîtres, leur adhésion au Syndicat National et aux groupements politiques de gauche ou d'extrême gauche. De nombreux articles de *l'École Libératrice* (1) témoigneraient aussi dans ce sens.

Car — c'est un autre fait — l'instituteur est, la plupart du temps, à la tête, dans le village, du clan anticatholique, et cela semble contredire l'opinion favorable précitée. Non, cependant, parce que cette attitude est due à la peur, au respect humain, à une fausse mentalité, à l'acceptation comme fait justifié de la théorie : instituteur = anticuré, au désir de sauvegarder son avancement, d'éviter les histoires et les

(1) Revue du Syndicat National.

difficultés avec les autorités communales ou administratives. *Rares sont les instituteurs qui, très volontairement, en plein accord avec leur conscience*, leurs idées intimes, font de la *lutte* anticléricale. La plupart recherchent la tranquillité et n'y renoncent que par peur des collègues. Les individus, isolément, valent beaucoup mieux que la mentalité générale du groupe « instituteur »!

Cela est si vrai, que *l'École Libératrice*, les bulletins syndicaux, prêchent à temps et à contre-temps l'action laïque. Fin octobre, un des spécialistes de cette prédication rappelait que : « trop longtemps, nous nous sommes contentés « d'encaisser » les coups de nos adversaires... Le moment est venu pour nos camarades, pour tous nos camarades, de rentrer résolument dans la mêlée, d'obliger tous ceux qui se disent nos amis de prendre une position nette! Au début de cette année scolaire... nous nous permettons de compter sur nos camarades pour mener à bien une tâche... impérieuse » (*E.L.* 1932, n° 5).

On sent qu'il faut dynamiser instituteurs et hommes politiques.

Le malheur veut que la mentalité soit faussée également chez les catholiques, parfois même les plus éclairés ou qui devraient l'être : les prêtres. Pour eux l'instituteur catholique, malgré l'estime qu'ils lui accordent, n'est pas à sa place! Tout *instituteur* catholique ayant vécu à la campagne ne peut qu'affirmer cette constatation, *juste, à un degré moindre cependant, même pour les institutrices...*

L'époque n'est pas encore lointaine où certaines personnalités catholiques, et une grande partie de la presse bien-pensante, ne se contentaient pas de réclamer une éducation chrétienne pour les enfants chré-

tiens, ou de relever certains manquements à la neutralité, — mais présentaient dans des articles nettement calomnieux l'école publique comme immorale et mauvaise. Dissensions qui pouvaient être échos de la bonne foi, mais qui ne contribuaient guère à la compréhension de notre catholicisme. Souvent les maîtres n'échappaient pas à de telles attaques...

. . . . . .

Pourquoi prend-on prétexte d'une parole rapportée et déformée par un enfant pour entrer en guerre contre l'instituteur, ou tout au moins pour cesser des gestes de courtoisie et de respect mutuels (saluts, poignées de mains...) ?

. . . . . .

Les milieux catholiques ont beaucoup évolué, mais le malentendu persiste encore à cause de l'ignorance mutuelle et de la séparation dans lesquelles vivent souvent deux personnalités qui pourraient s'estimer et gagneraient à se connaître : l'instituteur et le curé. Une telle incompréhension (exploitée régulièrement par M. Albert Bayet, dans *l'École Libératrice* par exemple) risque d'être un obstacle sérieux au rapprochement de beaucoup de nos collègues vers le catholicisme.

L'adhésion au Syndicat National s'explique très facilement sans qu'on soit obligé d'invoquer les idées antireligieuses des maîtres : entraînement des collègues, propagande intensive, attrait d'une revue pédagogique intéressante, illusion de la loi du nombre. Depuis quelque temps le gouvernement lui réserve ses faveurs. Le Syndicat National serait le seul groupement qui ferait aboutir les revendications professionnelles : il ferait la pluie et le beau temps. C'est quelquefois le seul connu. C'est bien porté et on

risquerait defaire figure de réactionnaires ou de traîtres à la cause laïque en adhérant à l'Union Nationale. Enfin une certaine « prolétarisation du personnel, une certaine jalousie du bien-être des « bourgeois » coudoyés et qui apparaissent, qui sont souvent de valeur inférieure à l'instituteur lui-même.

Mais tout cela (hostilité des maîtres — adhésion au S.N.) est *extérieur* et non le fruit d'une *conviction*.

Il ne faut pas nier l'existence de véritables « acharnés » contre l'Église, mais ils ne sont qu'une infime minorité. Malheureusement ce sont les dirigeants qui entraînent la masse *apeurée* par leurs grands mots.

En définitive, nos collègues sont des *non-pratiquants*. Le groupe « instituteur » paraît plus hostile que le milieu, il ne l'est pas davantage. Il garde au cœur, s'il ne l'étouffe pratiquement, le sentiment d'un Dieu supérieur.

*
* *

Si nos instituteurs conservent une foi, plus ou moins diffuse, il ne faut pas cacher que les influences qu'ils subissent les éloignent du catholicisme, s'ils ne les entraînent vers une indifférence vis-à-vis du problème religieux.

Tâchons de découvrir et d'analyser ces influences :

1° L'entraînement d'un milieu déjà déspiritualisé.

2° Le sentiment imprécis et non critique, mais que les revues et l'enseignement semblent fonder, que la foi catholique est périmée.

L'absence d'une première formation chrétienne sérieuse, le manque de contact avec les éléments chrétiens de l'enseignement, la frousse, sans compter la lâcheté humaine d'un changement de vie, sont autant

d'influences qui s'ajoutent pour expliquer l'attitude de nos collègues.

Mais les conditions favorables dans lesquelles se développe une maladie n'en sont pas la cause. Toutes ces influences ne doivent pas nous cacher les raisons profondes de l'indifférence ou de l'incroyance de notre milieu — de l'indifférence ou de l'incroyance moderne (car les causes me semblent les mêmes). Il faut avoir le courage de déclarer que : *notre catholicisme ne paraît plus intéressant à un esprit moderne. Il paraît même diminuant.*

*
* *

Le jeune normalien de seize ans, interne à l'E.P.S. depuis trois ou quatre ans peut-être, a déjà perdu contact avec les œuvres catholiques de formation, peu nombreuses jusqu'à ces dernières années. S'il ne s'est pas éloigné du catholicisme, il ignore presque tout de sa religion et n'a conservé que quelques pratiques extérieures : messes, confessions hâtives, prières mécanisées.

Quelles influences vont s'exercer ?

*L'Enseignement des Écoles Normales* n'est pas ouvertement un feu dirigé contre la religion. Il y a bien quelques exceptions parmi les membres de l'enseignement primaire qui usent d'allusions malveillantes ou de pointes. Mais dans l'ensemble il *n'existe pas* une formation anti-chrétienne voulue. Seulement les professeurs (et à leur tour les instituteurs) *gardent un silence quasi complet sur tous les faits spirituels et les questions religieuses.* On ignore le catholicisme...

En histoire on accordera une place d'honneur à

l'Église au Moyen-âge, mais depuis les temps modernes elle disparaît de la scène historique.

De l'effort chrétien du XIX[e] siècle, presque rien. Seuls semblent apparaître les faits défavorables : affaire Dreyfus — Syllabus — Modernisme — l'opposition des catholiques aux légitimes aspirations modernes.

De l'activité de nos jours : Semaines Sociales, C.F.T.C., Action pacificatrice du Saint-Siège, rajustement intellectuel, — ignorance totale.

C'est un malaise pour les âmes chrétiennes de croire l'Église en marge des vraies et généreuses préoccupations modernes. Et pour les autres, la dissociation s'opère entre l'Église, corps politique conservateur, et la religion — toute belle.

Il est regrettable que les programmes vastes, surchargés d'enseignements accessoires (sylviculture, arboriculture, P. M. S. facultative, etc.) réduisent les possibilités de travail et de lectures personnelles, et soient l'occasion d'effleurer certaines questions sans se rendre compte toujours de la complexité des problèmes.

On désirerait aussi une formation philosophique plus sérieuse. Une heure par semaine en 3[e] année permet seulement d'étudier la Méthodologie et de prendre contact avec quelques systèmes : stoïciens, Kant, Comte, et les moralistes contemporains comme Guyau. On *effleure* bien des idées sans rien avoir de net. On fait beaucoup de griefs à la sociologie qui semble dans la plupart des cas inoffensive, et dans plusieurs Écoles Normales la sociologie religieuse est nettement écartée.

Ici, il convient de dénoncer une conception couram-

ment enseignée de la neutralité scolaire. Conception étroite et fausse. 1°) D'une part *neutralité* serait presque synonyme de *silence*. Certes la laïcité est respect des âmes : elle interdit à l'instituteur d'enseigner comme exacte une doctrine religieuse ou antireligieuse. L'histoire ou les cours de français amèneront le maître à parler des différentes religions (fondation du christianisme — de l'islamisme — activité de l'Église au Moyen-Age — Réforme, etc.) et il devra le faire avec tact pour ne pas troubler les consciences. Mais on insiste tellement sur le tact, le respect des âmes, sur le droit qu'elles ont de ne pas être influencées, que, pratiquement, les maîtres feront presque silence sur le fait religieux et surtout sur le catholicisme. (On parlera du christianisme en prononçant rapidement le nom de Jésus — sans plus insister — et des élèves ignoreront ce que c'est que Noël — l'œuvre de l'Église au Moyen-Age sera minimisée ; — la simple lecture des manuels montre qu'ils sont ainsi déformés.) Malheureusement les maîtres chrétiens sont souvent touchés par cette déformation et ne savent pas être eux-mêmes, tout en respectant la neutralité.

2°) D'autre part, *certains* directeurs osent même prétendre que *la neutralité s'opposerait au catholicisme*. On ne pourrait être loyalement catholique et instituteur public, d'autant que cette fonction imposerait une attitude dans sa vie privée. Et si l'on n'ose pas déclarer qu'elle limite la pratique religieuse, on affirme qu'elle s'oppose à l'adhésion des maîtres aux groupements chrétiens (Davidées ou autres) et leur interdit toute participation à l'action catholique. C'est une sérieuse pression morale que l'on fait peser ainsi sur les élèves.

Les *camarades* contribuent à créer l'atmosphère dite

laïque, faite d'incompréhension du catholicisme symbolisé par le prêtre. Leur esprit se transforme peu à peu en celui d'une chapelle areligieuse, animée par la peur d'une emprise cléricale. Ils ne conçoivent pas encore la possibilité d'être catholique et membre de l'enseignement public. Leur influence, parce qu'ils sont le nombre, parvient assez facilement, et dès l'entrée de l'école Normale, à étouffer la foi des timides catholiques.

*Le règlement des sorties* est presque toujours un obstacle pour la messe du dimanche. Dans beaucoup d'Écoles Normales de garçons, les élèves sortent de 11 h. à midi : ils ont juste le temps de prendre un « air de messe » et la pratique sacramentelle reste impossible. Pour assister à une messe de communion, il faudrait demander une permission spéciale — refusée parfois —, il faudrait s'affirmer et ce n'est pas chose facile quand on n'est encore qu'un « bleu ». On se contente alors de sa messe tardive.

La situation est différente dans l'École Normale d'institutrices. Les normaliennes ont la facilité d'assister à une messe de communion, et la direction organise parfois, pour ces élèves, un second service du petite déjeuner.

Atmosphère opprimante que celle de trois années d'internat où la formation du jeune homme et l'organisation de sa vie se poursuit dans le *silence du catholicisme* — parfois même dans l'*hostilité sournoise à son égard.*

Toujours complice, *la peur vient isoler les âmes chrétiennes*, et les catholiques s'ignorent souvent durant leur scolarité ou, s'ils se connaissent, ils hésitent à se retrouver dans des groupes fraternels. *La peur de s'affirmer catholique est la grande complice*

— peur que cette affirmation suscite des histoires — peur accrue par l'impossibilité de rendre raison de sa foi et par les affirmations souvent entendues que catholicisme s'oppose à science, à neutralité, à progrès. Cette peur achève de perdre les âmes.

De telles influences sont grosses de conséquences pour les élèves.

1° Il n'y a pas « heurt » mais usure lente de la foi. Le « heurt » amènerait le choc en retour, la discussion, la formation de véritables opposants, de véritables convaincus. Le silence et l'isolement submergent les quelques velléités, les quelques flammèches de foi et de pratique religieuse qui restent en certains. Le scepticisme s'introduit dans les âmes, on a *laïcisé les consciences*.

2° *On tue aussi l'esprit d'apostolat.* Il apparaît plus conforme au bon sens de mettre les croyances au nombre des opinions privées, intimes, tout à fait personnelles, uniquement personnelles, que les individus sont libres d'adopter pour eux-mêmes, mais qu'ils n'ont aucun droit d'imposer aux autres. On acquiert ainsi un sens excessif de la liberté des âmes de disposer d'elles-mêmes, et l'on perd l'habitude d'aider, de soutenir ceux qui vivent autour de soi.

*
* *

A l'entrée dans les cadres, le jeune collègue « se noie » rapidement dans la masse. D'abord l'habitude du travail intellectuel se perd. (Je n'ai pas l'impression que les jeunes lisent beaucoup.) Les premières années, la préparation de classe absorbe une sérieuse partie des temps libres (pour les institutrices s'ajoute le temps

consacré au ménage et à la cuisine). Et après la fatigue d'une journée où le jeune maître s'est dépensé avec ardeur, il se contente de quelques romans qui reposent (on ignore M. A. Proust, Gide et Cie). Connaît-on Couchoud et ses pairs autrement que par ce qu'on a entendu dire à l'École Normale, j'en doute! On se nourrit de *Gringoire*, de *Candide*, de *Marianne*, de politique aussi (*Le Populaire* a beaucoup d'adhérents). Pour prétendre à une culture, il aurait fallu que l'École Normale apprît au jeune homme à travailler seul. Certains professeurs lui ont recommandé de ne pas se « rouiller », de ne pas se « fossiliser », mais leurs enseignements ne l'ont pas suffisamment formé au travail personnel, et n'ont pas développé son esprit critique. — On s'installe dans l'existence, on s'embourgeoise et le mariage vient stabiliser cette situation. Ne doit-on pas accuser aussi certains catholiques de céder trop facilement à l'entraînement de la masse?

Deux groupes de collègues s'évadent du cercle des préoccupations ordinaires et des idées reçues : les *bûcheurs* (militants de syndicats souvent) et les *communistes* : ceux-là font un louable effort pour rénover notre enseignement, ceux-ci sont remarquables de dévouement (cotisations du Syndicat Unitaire proportionnelles au traitement + une journée de travail + abonnement à l'*Ecole Emancipée*, — près de 200 francs par an, pour un jeune maître). Beaucoup s'intéressent activement à l'action de leurs camarades ouvriers mais s'annihilent dans la littérature soviétique.

Pour les autres, c'est la vie terne, morne, coupée par quelques « bombes » et quelques bals...

Il n'y a pas d'inquiétude. On ne discute pas le problème. On l'*étouffe* vraiment.

La seule grosse influence s'exerce par la lecture de

l'*Ecole Libératrice*, et les dirigeants de celle-ci ont bien su ce qu'ils faisaient en rendant l'abonnement obligatoire. Ainsi se trouvent chassées les autres revues qui pouvaient contenir un peu, oh! bien peu, de « spiritualité ».

L'influence, dans le sens de l'hostilité vis-à-vis de l'Église, du Syndicat National et de l'*Ecole Libératrice* me semble très importante sur des caractères si faciles à modeler.

Il suffit de reprendre la collection de l'*Ecole Libératrise* (la meilleure revue pédagogique actuelle) surtout depuis deux ans, pour constater que les dirigeants s'efforcent de ruiner tout ce qui est religieux par de multiples exposés qui se parent d'un certain sérieux, d'une certaine allure scientifique, mais qui sont d'un dogmatisme qu'on nous reprocherait si nous le professions. Ces exposés touchent justement aux questions « troublantes » actuelles dont un rapide inventaire nous permettra de nous rendre compte du danger que fait courir cette propagande au sentiment religieux.

1° On insiste sur la communauté d'origine des religions. La religion n'est pas nouvelle, elle n'est qu'un conglomérat, une résultante de beaucoup d'autres.

Cf. entre autres : « Les religions de salut et le Christianisme dans l'Empire Romain », A. Bayet, *Ecole Libératrice*, juillet 1932 (Extrait des *Cahiers Rationalistes*, juin 1932).

— « L'Histoire de Jésus et les origines chrétiennes », *Ecole Libératrice*, n° 2, 8 octobre 1932.

— Des « Propos d'Alain », comme celui sur Noël, 21 décembre 1929.

— Les articles d'Alain : « La Mythologie humaine », paraissent toutes les trois semaines dans la collection 1932-1933.

Ces articles sont présentés ainsi par la rédaction : « Sous ce titre, *Alain veut cette année réfléchir et nous faire réfléchir à l'essentiel des religions.* — Dans quel esprit il aborde ce sujet primordial, le terme de Mythologie le signifie assez. Mais que ces tissus de fables soient des « tissus d'absurdités », voilà « l'idée sans avenir et dont il faut enfin nous défaire » (*Ecole Libératrice,* 1er oct. 1932).

L'étude d'Alain montrera que « le culte de la nature porte tous les autres » et que toutes les religions sont « une certaine raison d'espérer et de craindre, et d'obscures méthodes pour conjurer le sort ».

Le sens donné à la fête de Noël et aux fêtes chrétiennes est des plus significatifs.

Dans la partie pédagogique de *l'Ecole Libératrice* du 17 déc. 1932, on ira jusqu'à définir Noël « au cœur de l'hiver, l'espoir dans le renouveau » ( Le nom de Jésus est passé sous silence). Toutes ces fêtes ne sont plus l'anniversaire de *faits historiques*, mais une nouvelle version d'anciennes croyances.

2° On affirme le problème de la non-existence de Jésus résolu par la science historique (*Ecole Libératrice*, dernier n° de mai 1932 et 8 oct. 1932). On s'efforce, suivant le conseil de Renan, de détruire l'un ou l'autre point (historicité de Jésus — religion paulinienne et non chrétienne) de façon à faire crouler tout l'édifice. Si un dogme est faux, tous les autres peuvent l'être, tous sont faux.

3° *On oppose morale laïque et morale religieuse* — Commentaires de l'Encyclique sur l'Éducation, dans bulletins syndicaux départementaux. Cf. les articles de M. Albert Bayet, année 1931-32. On exploite certaines réponses de casuistes et on fait très intelligemment

usage d'articles de publicistes catholiques nettement calomnieux.

Cette distinction entre les deux morales commence à s'enseigner dans les E.P.S. En conférence pédagogique même, un inspecteur primaire la proposait avec une netteté systématique.

4° Conséquence naturelle : on refuse aux croyants le droit d'enseigner dans l'Université (cf. la brochure de Marceau Pivert sur les « Davidées »).

Exemple récent. — Que n'a-t-on pas dit de Marceau Pivert demandant la mise « hors la loi » de tout croyant dans l'Université ? Eh bien ! reprenons *l'Ecole Libératrice* du 12 novembre — dans un article de tête, Marcel Déat, sous le titre « Refaire une foi » est, pour le moins, aussi violent que Pivert : « N'importe qui ne doit pas être instituteur ! Ni les ennemis de la République, ni les adversaires de ses principes, ni ceux pour qui la laïcité est une abomination, ni ceux pour qui elle n'est qu'une cote mal taillée et une raison d'inertie ! »

Et plus loin, il parle des Davidées, des larbins de la pire réaction, du Secondaire où « tant de maîtres porteraient sans déguisement la soutane », du Supérieur « où tel doyen ou tel recteur pourraient aussi bien être évêque ou archevêque, où la philosophie ne sera bientôt plus enseignée que par des néo-thomistes et des frères tertiaires ».

Et il est à remarquer que la plupart de ces articles-massues sont signés par des collaborateurs de l'Enseignement supérieur ou des personnalités marquantes de la politique. — C'est Langevin, c'est Bayet, c'est Bouglé, c'est Alain, ce sont des députés chefs de file, — et ces noms font impression.

Il ne faut pas nier que les dirigeants de *l'Ecole Libé-*

*ratrice* savent où ils veulent aller : destruction du sentiment religieux chez leurs syndiqués.

La résultante d'une telle formation et de telles influences est *l'ignorance religieuse absolue*, si l'on entend par là l'ignorance des problèmes vitaux de la vie spirituelle, l'ignorance des dogmes chrétiens, de la vie de l'Église. On vit sans inquiétude religieuse. On ne cherche ni le pourquoi, ni le comment. On se laisse vivre. On accepte sans critique une certaine hostilité vis-à-vis de l'Église, du clergé, qu'il est de bon ton de traiter comme des ennemis naturels que l'on dissocie de la religion proprement dite. On s'arrête à des riens. On accepte les affirmations dogmatiques de *l'Ecole Libératrice*. On ne s'inquiète même pas de la contradiction qui règne dans son cœur en acceptant ces théories comme vraies et en conservant tout de même, plus ou moins diffuse, la croyance en un être suprême. *On étouffe toutes ces choses.*

*
* *

Si marquantes que soient ces influences, les causes profondes sont antérieures. Pour beaucoup de jeunes normaliens, le problème religieux ne se pose déjà plus. La religion ne les intéresse plus, il n'y a plus d'inquiétude, et le milieu déspiritualisé les éloigne du catholicisme.

Peut-on parler de disparition d'une première instruction et formation religieuses? Il faudrait que celles-ci aient existé! Est-ce le cas pour la majorité? J'oserais presque répondre : certainement non. Ces âmes en sont restées au grand catéchisme en images, elles ont conservé du catholicisme une représentation puérile.

D'autre part, *il n'y a jamais eu saisie* du christianisme. Le catéchisme et la prédication ont trop présenté des formules dogmatiques sans relation avec la vie (1). Prières et sacrements sont demeurés une routine, du formalisme — la religion était du plaqué qui pouvait et devait sombrer au premier orage!

Dans ce cadre les âmes se sont senties à l'étroit. Elles n'ont pas découvert une *vie*, une *mystique*, un effort créateur... elles n'ont rien trouvé d'intéressant et elles ont abandonné.

L'insuffisance de formation religieuse profonde n'est-

(1) « L'ignorance religieuse *totale* : il doit y en avoir (pas dans mon milieu où toutes les élèves, à 5 o/o près, m'arrivent catholiques de *nom*)... mais *presque absolue* par insuffisance totale de la première formation religieuse : catéchismes trop « formels » faits par des *prêtres surmenés*, chargés de plusieurs paroisses — et qui n'ont les enfants que juste le temps de leur faire apprendre la lettre du catéchisme, ou qui n'ont pas de notions pédagogiques bien précises. Le catéchisme suffisait peut-être autrefois quand la famille ou l'école formait le *cœur*, et apportait le ferment de vie religieuse; elles ne le font plus aujourd'hui et les enfants sont « débarrassées » quand elles ont fait leur Première Communion — ce qui fait que les parents affirment avec le plus grand calme qu'elles n'ont plus besoin d'aller au catéchisme de persévérance et se contentent de quelques pratiques très vite purement formalistes. » (*Une institutrice.*)

« La méthode catéchistique est *bonne*, parce qu'on doit toujours exiger des enfants des réponses courtes, bien choisies, précises, sues à la lettre.

*Elle est insuffisante* — d'où le fait qu'elle paraît si ridicule! — On pourrait y adjoindre :

1° Des lectures, comme sur les manuels scolaires. Lues et expliquées par l'instructeur, relues par l'enfant, en plus du résumé qu'il apprend par cœur.

2° De courtes et assez fréquentes retraites (genre veille Première communion), par exemple : une demi-journée tous les mois, au cours desquelles on essayerait de donner aux enfants une formation plus profonde. *Car leur âge permet qu'on leur apprenne plus qu'on ne le fait actuellement.*

3° Cet approfondissement se fera surtout par les dogmes, pourtant si antipathiques... *Vivre les dogmes!* » (*Un instituteur.*)

elle pas une des causes principales de cette indifférence religieuse partout constatée?

Sur ce point, à qui la responsabilité? — A la famille? Peut-être. Au clergé? Peut-être. Serait-ce sortir du problème que de rechercher jusqu'à quel point celui-ci est responsable de cette indifférence? — Le clergé a-t-il renouvelé ses méthodes d'instruction? Les a-t-il adaptées au progrès moderne (progrès de la pédagogie et de la psychologie — développement dans la connaissance du dogme), aux besoins modernes? N'a-t-il pas cédé à la tentation de présenter un christianisme rapetissé, amoindri, ne portant que sur un petit nombre d'heures de la vie? N'est-il pas ainsi responsable de cette attitude trop générale dissociant la religion du reste de la vie, de la profession, des conceptions sociales ou internationales? attitude qui n'a plus rien de chrétien et, sans aucun doute, condamnable?

Je me déclare incapable de pousser ce problème à fond, quoique je l'estime capital.

N'y aurait-il pas lieu de faire aussi un examen de conscience collectif des catholiques qui ont une grande responsabilité dans le développement du mal que nous déplorons?

Notons surtout la timidité des chrétiens à *présenter* et à *réaliser* leur catholicisme, un catholicisme intégral : N'avons-nous pas donné l'impression de « bouder » les résultats de la critique historique et du développement des sciences — de rester en marge des aspirations modernes (Désir d'organiser la cité terrestre — sentiment très fort de l'unité morale du genre humain)

— et de nous opposer à certaines réalisations (obligation scolaire en 1881..., etc.)?

Ce spectacle de *l'étroitesse dans laquelle les catholiques ont souvent exprimé le dogme chrétien*, de cette *acceptation à contre-cœur et avec retard de notre monde moderne*, n'a-t-il pas contribué à donner aux âmes la conviction que le catholicisme est un « moment dépassé de l'évolution humaine »?

Pour garder les âmes, il faut leur découvrir *toutes* les richesses du christianisme et les aider à en vivre, les leur découvrir comme à des âmes du XX^e^ siècle, sans lier notre foi à des représentations périmées.

## 2. *Réponse d'un groupe de jeunes adjointes primaires*

. . . . . .

La majorité des maîtres nous semblent indifférents. Pourquoi?

1° Ils ne veulent pas se donner la peine de réfléchir et consacrent leur temps libre au plaisir : sport, auto, pêche à la ligne, chasse, jardinage, parties de cartes, etc...

2° Ou alors, mus par le désir d'avancement, ils veulent être de ceux qui n'ont pas d'histoires, l'Administration aimant les maîtres qui n'ont pas d'attitudes extrêmes, ni dans un sens ni dans l'autre, et qui savent vivre en paix avec la population.

Dans les E.P.S. et les E.N. l'enseignement ne s'attaque pas directement à la croyance, il y aurait plutôt pratique du silence à l'égard de tout ce qui est religieux. On fait remarquer que le chapitre de sociologie qui donne lieu aux interprétations les plus délicates, celui des religions, n'est plus enseigné. On s'abstient de poser sur ces sujets des interrogations au B.S. Il ne semble pas que le culte de la science soit enseigné. Pour l'enseignement de l'histoire tout dépend des convictions personnelles du professeur.

Dans les conversations, l'influence des camarades est grande, elle semble s'exercer aussi bien en faveur de la religion que contre elle.

*Lectures.* — Certains lisent beaucoup ; il ne semble pas que ce soit la majorité. Des romans surtout (auteurs préférés : Colette, Marcelle Tinayre, Myriam Harry, Maurice Dekobra ; Gide est délaissé). Nous ne connaissons pas d'instituteurs qui lisent des ouvrages antireligieux de vulgarisation. Pour les ouvrages cités, les maîtres et les maîtresses les choisissent eux-mêmes.

Dans les rencontres avec les collègues, on affiche parfois un anticléricalisme qu'on ne professe pas intérieurement, et, rentré dans son village, on se tient bien tranquille.

La *Revue des syndicats*, les *Nouvelles littéraires* sont lues.

Quand une institutrice catholique arrive dans sa circonscription, l'Inspecteur primaire le fait remarquer à ses collègues inspecteurs ; simple remarque sans malveillance, mais enfin on le dit.

Dans nos régions, la plupart des instituteurs et institutrices, d'origine catholique, ont été au catéchisme dans leur enfance ; leur indifférence actuelle provient du manque de culture religieuse.

Dogmes du catholicisme les plus combattus : infaillibilité pontificale ; Immaculée Conception (on confond généralement Immaculée Conception et maternité virginale) ; on s'imagine que l'Église est ennemie de la raison, qu'elle ne lui laisse aucune place, qu'elle exige des fidèles la soumission passive. On se demande aussi comment concilier la liberté de l'homme et la prescience divine.

Pratiques du catholicisme. — On critique parfois le luxe des églises et des cérémonies. On met en garde, surtout dans les E.N., les futures institutrices contre les groupements d'institutrices catholiques ; — on déteste les retraites fermées.

Entre le prêtre et les instituteurs, il y a plutôt absence de contact ; cependant, depuis la guerre, on se fuit moins. Dans certains pays quelques attentions, de la part du clergé, ont dissipé des malentendus (visites d'arrivée, invitations à la Première Communion). Bonne précaution à prendre de la part du clergé : Quand il y a à lire des mandements sur l'école, distinguer entre les idées et les personnes.

## 3. *Réponse d'un instituteur*

Voici le souvenir de quelques observations personnelles que me suggère le questionnaire de votre enquête.

J'ai l'impression, tout au moins dans le département de X., que le corps enseignant primaire est plutôt indifférent qu'hostile. Et de ceux qui manifestent leur hostilité, les attaques se dirigent vers le clergé ou, mieux, vers les maîtres dont les pratiques religieuses sont avérées. Mais jamais je n'ai rencontré d'interlocuteur se réclamant d'une doctrine ferme en opposition avec le dogme catholique. Des instituteurs croient au péril clérical. A l'École Normale comme dans l'Administration on affirme que l'école laïque est menacée par deux périls : clérical et communiste, avec un peu plus d'indulgence pour le second. Je sais un professeur et un directeur d'École Normale dont les leçons fort adroites laissent l'élève se démontrer que la religion est la mystification historique la mieux montée. Le sentiment d'y avoir échappé garantit au jeune maître une hostilité à la mesure de sa vanité intellectuelle.

Par sa formation, par son rôle social, par l'organisation de sa vie personnelle, l'instituteur tend de plus en plus vers l'indifférence religieuse.

L'École Normale développe *toutes* les connaissances qui doivent être données à l'école primaire. Enseigner, c'est choisir. Conséquence logique : le pédagogue agrandit le cercle de ses connaissances, étend le cycle de son savoir. Pour raison de temps, telle question qui le séduit ne sera pas approfondie. A force de parcourir de gros livres dont il copie les titres et les sommaires, le normalien prend cette mentalité d'impuissant pour qui toute

question se pose sous le double aspect d'une complexité inaccessible et d'une simplicité élémentaire suivant qu'il pense pour lui ou ses futurs disciples. Cette débilité intellectuelle lui défend de traiter aucune question par lui-même. Il se défie de ses talents et n'a même pas le désir de se faire une opinion personnelle. Il est la proie destinée à l'emprise de la vulgarisation *et aussi de la presse*. Comment trouver avec une telle formation la vigueur spirituelle requise pour la solution des grands problèmes humains?

Une autre influence, qui, cette fois, n'est pas spécifiquement primaire, se marque dans le culte de la raison. Toute notre culture est basée sur la prépondérance, sur l'exclusive valeur du rationnel. Renions le surnaturel ou, en tous cas, souvenons-nous que c'est s'aventurer — scientifiquement parlant — que d'aborder les questions de l'immatériel et du divin avec d'autres moyens que la raison (1).

(1) « Nous sommes, instituteurs, des gens pratiques, prosaïques presque et le plus possible près du réel, du matériel, gens peu spéculatifs. — L'argument : Votre morale ne se fonde sur rien, est peut-être recevable du point de vue philosophique, mais n'émeut pas la masse (indifférente) des instituteurs. Il s'agit, dans nos classes, non de centrer les règles morales à enseigner sur un principe transcendant qui en définitive serait Dieu, mais de donner de bons réflexes sociaux, de bonnes habitudes morales aux enfants.

« Nous avons été habitués à tout ramener (que ce soit dans l'ordre scientifique ou dans l'ordre psychologique et moral, ou dans tout ordre de phénomènes) au déterminisme qui nous paraît le vrai visage de l'univers. Vouloir faire admettre que ce déterminisme est l'apparence de la réalité et qu'il faut aller plus loin paraît à beaucoup une manie intellectuelle qui a sa racine dans l'éducation religieuse, le milieu familial, mais qui, objectivement, n'a pas de valeur logique. D'où la difficulté de faire admettre Dieu comme cause première. » (*Un instituteur.*)

« Cet enseignement, à notre avis, tend à donner une formation et des convictions qui ne peuvent que se heurter à la croyance.

« Cet esprit irréligieux, très favorable par ailleurs au libre examen, s'affirme spécialement en Science, Histoire, Littérature; il semble s'appuyer sur la Raison uniquement, Raison humaine déifiée

Au mieux, certains, qui ont songé un instant à se former religieusement, ont acquis, par une étude superficielle, que la religion ne peut se défendre intellectuellement, que c'est un ramassis de fables rajeunies des anciennes croyances. Et dans ce sens, le choix de certains auteurs du programme, et l'étude qui en est faite, conduisent l'esprit au pur scepticisme qui paraît une élégance intellectuelle (voir en particulier les programmes actuels de 4e).

Parfois des collègues ont essayé (grâce à la T.S.F. souvent) de suivre quelques idées développées sur la religion. Les preuves historiques — pour la raison de formation énoncée plus haut — leur paraissent seules avoir de la valeur. Et, bien vite, devant la profusion des références dont il faut s'armer, arrive le découragement. L'instituteur se rend compte que la quête des sources l'obligera à un travail important où il sera vite arrêté par son ignorance des langues mortes.

La connaissance puérile des vérités ne suffit plus à un instituteur éclairé. La connaissance plus intime lui semble inaccessible par définition ou par expérience. Pourquoi perdre son temps alors?

La foi demande sans cesse des aliments. Personne ne niera que, isolé, en tant que croyant, dans la masse de ses

et par là même jugée infaillible. Il s'agit bien de cet Esprit Scientifique qui est presque toujours et fatalement cause d'incroyance, puisqu'il n'a pas à se soucier du dogme pour être certain de suivre une marche toujours ascendante, vers le Progrès du genre humain.

« Comment le jeune homme initié à la géologie, par exemple, sous l'égide de la Raison, pourra-t-il admettre la création de notre Univers en sept jours, les sept jours que son cerveau de douze ans a identifiés, à tort, pour toute son existence, à ceux de nos semaines? De même ne ferions-nous jamais pressentir à un enfant ce que peut être la mer, en lui disant : « C'est beaucoup d'eau ! » C'est en méditant ces choses que l'on en vient à se demander si la Vérité peut et doit être morcelée, divisée. Il faudrait tout au moins qu'il fût possible aux enfants de fréquenter des catéchismes de persévérance ou bien que la doctrine soit présentée d'une manière plus pratique, nous entendons, plus contemporaine. » (*Une institutrice.*)

collègues indifférents, l'instituteur devra résoudre, par l'œuvre d'une solide volonté suppléant à l'aide humaine, les crises qui le tourmentent quant à sa religion. Solitaire, il essaye de se pénétrer de l'idée qu'il est le sel de la terre, mais n'est-il pas naturel de le voir céder à l'ambiance et chercher à rejoindre le troupeau, fût-ce au prix du sommeil de ses activités religieuses ?

L'indifférence dérive aussi du rôle social du maître primaire. Par son engagement décennal, il s'est lié à une mission laïque dans un État sans Dieu. Certains, de haute valeur morale, croient de leur devoir d'amortir en eux l'intensité de leur vie religieuse qui gênerait leur impartialité. Et j'ai entendu un Inspecteur primaire, un jour de conférence pédagogique sur l'histoire, affirmer que « cette science ne peut être enseignée impartialement par un maître qui a une conviction religieuse. »

Convenons aussi que les maîtres, sortant du peuple, en épousent les idées et particulièrement celle de confondre la religion et ses lévites. Or les manuels enseignent volontiers les erreurs et les abus du clergé, effleurant avec une discrétion exagérée le caractère heureux de son action des âges passés. Des cœurs généreux, qui n'ont pas réfléchi aux fins dernières de l'humanité, sont désarmés par cette constatation et se sentent envahis de doute envers une Religion qui par ses ministres paraît renier le courant du Monde, dont l'éducateur doit diriger et accélérer la marche.

L'Église paraît encore liée à une formation politique déterminée, sinon par ses chefs, du moins par ses membres. Au niveau communal, résulte une antipathie entre le prêtre et l'instituteur qui d'autre part sont acculés par leurs chefs à une concurrence officieuse. Chez beaucoup d'isolés la réaction humaine l'emporte et ils abandonnent les pratiques extérieures de piété et par accoutumance s'acheminent vers l'indifférence.

***

L'instituteur est absorbé. Les occupations annexes lui prennent souvent un temps égal à ses heures de présence obligatoires. C'est ainsi que peut s'expliquer cette réponse : « Oui, ce serait intéressant de vivre sa Religion, mais je n'ai pas le temps de la connaître. Et quant à exercer les pratiques formelles d'un rite que je ne m'explique pas, merci. » Connaître et méditer ! Il faut bien des heures, et, toute la vie, l'emploi du temps devra réserver un large casier à la culture religieuse et à la méditation. Comment exiger d'un homme, que la lutte pour une existence digne jette dans le matérialisme caractérisé, qu'il refoule ses préoccupations matérielles au profit de sa vie spirituelle?

L'instituteur obéit à la loi générale du divertissement qui semble être l'antithèse de son occupation habituelle. L'excitation musculaire doit anesthésier les fatigues cérébrales. Par suite, c'est aux sports, au tourisme que seront consacrés les loisirs. Le but, c'est l'auto; et, par l'auto, la fuite, l'oubli des réalités éternelles. Est déclaré rétrograde, encroûté, celui qui, loin de se mêler à l'agitation du monde, passe quelques heures à méditer. Que si, par hasard, l'instituteur lit autre chose que le journal, son choix se porte sur les romans de l'année, surtout ceux qui font le plus de tapage dans la mare littéraire. Ne doit-on pas avoir une opinion Goncourt ou Fémina? Et j'ai constaté bien des fois que cette opinion est purement artistique et ne s'attache pas à la valeur des actes du héros à la mode. Satisfaction d'un pur snobisme, la lecture, en dehors des grands problèmes humains, ne peut établir qu'un voile d'humanisme fallacieux, qui masque l'éternité.

(*A suivre.*)

# NOTES ET RÉFLEXIONS

## Religion et vie

Il a paru il y a quelques temps à Bruxelles la traduction française d'un livre du Dr. Rademacher, professeur de l'Université de Bonn, sur le sujet : *Religion et vie* (1).

Le thème fondamental de l'auteur est qu'essentiellement le catholicisme est l' « union des contraires (2) ». Toute la vie, en effet, est basée sur une suite d'oppositions, et la plus grande d'entre elles, qu'il faut d'abord dépasser pour ensuite pouvoir écarter les autres, est celle existant entre l'homme et Dieu.

Opposition ne veut pas dire contradiction. L'opposition suppose au contraire entre ses deux termes un élément de ressemblance. Le jour où les différents pôles de la vie, qui normalement doivent s'opposer, arrivent à se contredire, il y a alors effondrement, négation, mort.

Le but de la vie est l'*unité*, mais celle-ci est un idéal qui se perd dans l'Infini. « Le chemin qui conduit à cette unité n'est pas en droite ligne, il mène au but par des synthèses d'oppositions. Les oppositions en se rencontrant provoquent une *tension* qui s'efforce d'éclater, pour faire place à de nouvelles tensions et explosions (3). »

L'unité est repos, mais celui-ci n'est pas « la cessation des conflits, ni l'apaisement de la lutte, mais une activité dans le repos même et un repos encore agissant (4) ».

Le Dr. Rademacher fait remarquer combien la perfection chrétienne n'est pas une perfection « naturelle ». La grâce ne s'ajoute pas à la nature comme pour couronner un édi-

(1) Éditions de la Cité chrétienne, 22, rue Josaphat, Bruxelles.
(2) P. 261.
(3) P. 24.
(4) P. 43.

fice déjà parfait. Elle entre dedans, lutte contre elle, la transfigure chaque jour un peu, mais chaque transfiguration ne s'opère qu'après une mort. La perfection chrétienne est une perfection tragique.

Dans le monde contemporain, la religion et la vie sont séparées. Pour la masse des hommes, la tension a disparu entre ces deux pôles opposés. Et de ce fait, il y a appauvrissement des deux côtés. Un spiritualisme effréné souffre d'une part de ne point s'incarner. Un humanisme païen d'autre part se meurt de s'être trop limité.

Cette séparation de la religion et de la vie a commencé à la Renaissance et n'a fait que s'accentuer depuis. Au Moyen-Age au contraire, il existait une unité embrassant tous les domaines de la vie. Cette unité était cependant plus de principe que de fait. Le Moyen-Age représente l'état d'enfance de la culture chrétienne, et il ne peut être question d'y revenir. L'union médiévale de l'humain et du divin, qui s'était opérée inconsciemment, doit se faire aujourd'hui sur le plan de la conscience. C'est aussi un humain plus complexe, plus riche, moins naïf qu'autrefois qui maintenant doit entrer en tension avec le divin.

Il y a quatre manières de résoudre le problème de Dieu et du monde : la première est celle du pur humanisme qui rejette Dieu ; la seconde celle de la mystique pure considérant tout ce qui n'est pas Dieu comme néant et mal ; la troisième est celle d'une union mystique sous les dehors de l'humanisme où la vie du monde est conçue comme quelque chose de transitoire qui exige d'être surmonté ; la quatrième est celle d'un humanisme mystique, par laquelle on collabore à la divinisation du monde et de l'homme.

Ces quatre attitudes correspondent à quatre types généraux. La troisième à celle du type *religioso-mystique* que nous retrouvons dans les ordres religieux actuels. L'auteur ne nie pas la légitimité et l'utilité de ce type, mais il lui oppose le type *religioso-activiste* comme convenant mieux aux nécessités présentes.

Le type religioso-activiste n'est pas « humaniste » au sens

ordinaire de ce terme : « *La cité sainte, la nouvelle Jérusalem ne monte pas au ciel, mais en descend* (1). » L'activisme dépend avant tout de la grâce, et il est inutile de chercher à s'occuper des choses de ce monde si l'on n'a pas d'abord trouvé son attitude véritable vis-à-vis de Dieu. La tâche même qui est requise à l'égard de la culture et du profane demande un détachement préalable, une « mort » à cette même culture et à ce même profane. Et ce détachement n'est souvent possible que par une rupture matérielle.

« Peut-être beaucoup de partisans enthousiastes de la culture, écrit Rademacher, auraient-ils besoin plutôt de se débarrasser d'abord de la culture pour se rendre plus réceptifs à l'égard du divin et retourner ensuite aux œuvres de la culture; autrement ils risqueraient de se laisser prendre et séduire par le charme de la pure humanité et de perdre ainsi leur âme encore débile (2). » Cette mort à l'humain pour la résurrection de l'humain, si elle nécessite une rupture préalable, nécessite encore une rupture intérieure quotidienne. Rademacher cherche en effet à établir les lois fondamentales de l'ascétique activiste. Parmi celles-ci il faut comprendre tout d'abord l'interruption régulière de l'activité par la solitude. Dans l'une comme dans l'autre, il y a enrichissement, mais l'une sans l'autre s'appauvrit nécessairement. L'activisme chrétien ne peut en effet être fécond que s'il est profondément *mystique*, tel que le fut l'activisme de saint Paul par exemple. Pour l'activiste, le travail de la culture est la création du Royaume de Dieu, l'amour humain la découverte du Corps Mystique dans l'humanité.

La rechristianisation de la culture nécessite la création d'un type nouveau de sainteté. « Le saint de l'en-deçà » est précisément celui qui ne quittera plus le monde, mais introduira la Croix et le désert, à l'intérieur même du monde, qui sera le pionnier de la famille nouvelle, de l'État nouveau, de la civilisation nouvelle.

(1) P. 202. — Apoc., xx, 2; xxi, 10.
(2) Pp. 229-230.

Si ces saints doivent surgir dans les cadres normaux de la famille, de la profession, de la cité, il est nécesssaire cependant qu'une minorité d'entre eux s'en libèrent pour mieux servir cet humain qu'ils paraissent quitter. « Ainsi la nécessité des temps amènera peut-être la création de *communautés nouvelles* à côté des anciens ordres existants et reconnus des couvents... Cette transformation (de la culture) pourrait s'opérer plus activement par des hommes qui s'adonneraient comme les enfants du monde aux mêmes travaux de la culture, mais en bénéficiant de la liberté intérieure des enfants de Dieu (1). » Et plus loin l'auteur précise : « L'homme adonné aux tâches de ce monde peut, à l'exemple du moine, renoncer à la propriété, à la famille, à l'indépendance personnelle, mais en envisageant de façon bien différente ce renoncement : en l'espèce, comme le moyen ou la condition d'une exécution plus parfaite d'une autre tâche qui le requiert de la part du monde (2). »

L'activiste chrétien appartient au type prophétique. S'il se donne aux tâches de ce monde, cela ne veut pas dire qu'il se désintéresse de l'au-delà. Plus que le mystique, parce qu'en contact quotidien avec la réalité, il souffre de la déchéance de l'humanité, de l'imperfection du monde, et aspire à la paix du ciel. Mais, au lieu de jouir de sa contemplation, il veut que celle-ci serve à l'avènement d'un avenir meilleur. Il veut relier le ciel et la terre, et aussi est-il souvent incompris de son temps. Sa destinée est tragique, mais s'il n'aperçoit pas toujours le résultat de ses efforts, ceux-ci ne sont cependant pas vains. Pierre par pierre se construit le Royaume de Dieu sur terre. Mais pour le construire, il faut que chaque jour meurent des saints qui introduisent dans le monde ce mystérieux levain qui spiritualise toujours davantage l'humain alourdi par le péché.

Raymond De Becker.

(1) P. 235.
(2) p. 255.

## Saint Ambroise et les évêques allemands

Quelque part en Allemagne, il existe un directeur d'un quotidien catholique transformé par la force des circonstances en journal national-socialiste. Il essayait malgré tout de glisser de temps en temps une idée chrétienne dans ses articles. Là-dessus il reçut confidentiellement un ultimatum du parti naziste : 1. Vous n'écrirez plus rien vous-même. 2. Vous publierez sans aucune modification tout ce que nous vous enverrons. 3. Certains articles que nous vous enverrons spécialement seront publiés sous votre nom. — Le directeur se vit menacé de la perte de sa position, du camp de concentration, de la famine. Il croyait ne pouvoir rien éviter par un refus. Il accepta. Les lecteurs qui ont confiance en sa personnalité lisent maintenant dans un journal catholique, sous la signature d'un directeur catholique, des articles qui sont capables de détruire lentement, mais systématiquement, des bases essentielles de la morale et de la culture chrétiennes. Quelle terrible crise de confiance doit en naître!

Le docteur Werner Hagemann, fameux publiciste catholique et ancien rédacteur de la *Germania*, s'adresse par une circulaire confidentielle aux rédactions des journaux catholiques. Il y affirme que les évêques sont d'avis que l'assassinat du docteur Klausener, président de l'Action Catholique de Berlin, est une affaire politique et qu'il vaut mieux ne pas s'en occuper. Dans la même circulaire, l'assassinat de M. Bose, directeur du cabinet de M. von Papen, est qualifié d' « accident imprévu ».

Les bulletins diocésains et paroissiaux sont soumis, en dépit des stipulations formelles du Concordat, à une censure préventive. Le prêtre qui dirige le bulletin diocésain dans une très grande ville a refusé de se soumettre à cette mesure. Mais après avoir formellement sauvegardé la liberté des bulletins ecclésiastiques, il se croit obligé par la prudence chré-

tienne de s'arranger avec la police. Il lui soumet tous les articles qui pourraient causer des embarras. La censure existe donc en fait. D'abord, le peuple ne sait rien de cet arrangement, mais la police ne tiendra pas trop à être discrète. Elle n'a aucun intérêt à maintenir l'autorité des feuilles catholiques. Le prêtre directeur qui sans doute a agi dans les meilleures intentions risque de détruire beaucoup de confiance inestimable.

Un jeune universitaire catholique est convoqué dans un camp militaire. Le dimanche matin, le service commence si tôt (c'est évidemment une intention spéciale) qu'il est impossible d'aller à l'église. Le jeune catholique proteste, il en appelle à la prescription formelle du Concordat qui garantit la possibilité de l'accomplissement des devoirs religieux. Le chef menace de le renvoyer du camp, mais l'étudiant invoque son droit. Il assiste à la messe. Là-dessus il est renvoyé du camp, rayé des listes de l'Association des Étudiants Allemands et expulsé de l'université. Sa carrière est détruite à jamais. Il s'adresse au chef d'une grande association universitaire qui avait été catholique jusqu'à une date très récente. Ce chef, qui porte un nom très fameux dans l'histoire du catholicisme allemand, déclare dans une lettre que le jeune étudiant a été puni trop durement, mais qu'il a fait preuve d'un grave manque de discipline. S'il n'avait pas assisté à la messe, suivant l'ordre du chef du camp, ce n'aurait pas été lui-même, mais seulement le chef qui aurait commis un péché... Cet argument est caractéristique de la crise morale vraiment tragique que traverse le catholicisme allemand.

Nous extrayons ces exemples d'une brochure qui vient de paraître dans les éditions du *Liga-Verlag* de Lucerne et qui s'intitule *Saint Ambroise et les évêques allemands*. Des catholiques allemands qui écrivent sous le pseudonyme de Stefan Kirchmann, mais dont les noms sont connus de ceux qui ont un intérêt légitime à les connaître, y disent leurs inquiétudes et leur véritable angoisse. Dans une forme très respectueuse, mais avec une grande franchise, ils s'adressent

aux gardiens compétents du christianisme, c'est-à-dire aux évêques allemands, pour leur soumettre quelques réflexions. Nous ne voulons pas examiner l'opportunité de tout ce qui se trouve dans cette brochure. Peut-être certaines choses auraient-elles mieux trouvé place dans un mémorandum confidentiel. Mais il n'y a aucun doute que la situation est aussi sérieuse que la brochure la décrit. Le plus grand danger ne se trouve pas dans les attaques extérieures, les mesures de police, les menées du néo-paganisme germanique, mais plutôt dans la crise morale due, le plus souvent, à une « prudence » excessive et à la tactique du « moindre mal ».

C'est une véritable crise de confiance envers la presse catholique, les organisations catholiques, et certains dirigeants catholiques. Le coup le plus fatal qui pourrait frapper le catholicisme allemand serait une crise de confiance envers l'épiscopat. Ce danger est, hélas! réel. Prenons un exemple. Lors du dernier plébiscite, deux évêques ont exhorté leurs fidèles à voter pour Hitler. Nous comprenons très bien leurs intentions : ils voulaient éviter de nouvelles persécutions qui étaient très probables, si les régions catholiques ne votaient pas « bien ». Mais imaginons-nous l'impression de ces déclarations épiscopales sur les parents et les amis de ceux qui ont été assassinés par les nazis ou qui se trouvent, sans aucune culpabilité, dans les prisons et camps de concentration. Pensons à cette terrible affirmation des propagandistes communistes clandestins : « Vos évêques soutiennent les assassins. » Si les catholiques ont toujours rejeté avec indignation cette phrase partout où ils l'entendaient, il n'en restait pas moins parfois un sentiment amer. La lettre pastorale du 29 juin a été publiée dans des centaines de journaux étrangers. Seuls les catholiques allemands, pour qui elle est écrite, ne doivent pas la connaître.

Dans les derniers temps, on a souvent entendu des évêques discourir sur l'obéissance à l'autorité de l'État, sur la confiance au Führer, etc... Ils se taisent sur les massacres du 30 juin, les horreurs des camps de concentration, la suppression de la plus élémentaire liberté de conscience. Sans doute, ils

ont de très bonnes raisons. Si les évêques se taisent en public, pour ne pas provoquer une rage encore plus grande des nazis, ils font d'autant plus de démarches par la voie des négociations confidentielles. Du point de vue des possibilités immédiates et de l'efficacité tactique, ils ont raison. Mais n'oublions pas les dangers pour la confiance des fidèles qui ne voient que le silence. Et ne négligeons pas l'influence de l'agitation révolutionnaire souterraine qui dit cyniquement : « Ah! que voulez-vous? Les évêques reçoivent leurs salaires de l'État. Ils sont bien obligés de se taire... »

La situation allemande est pleine de dilemmes tragiques. Ce ne sont pas toujours les attaques grossières qui sont les plus dangereuses. Au contraire, elles ont souvent renforcé l'unité des catholiques attaqués. Mais les petites concessions faites çà et là se révèlent parfois comme très fatales. Un Concordat peut même devenir une chaîne gênante, si l'État en abuse. Dans *Mein Kampf*, Hitler a dit franchement que le mensonge et la rupture d'un engagement sont des moyens normaux de la politique. En face d'un tel contractant, on risque toujours d'être dupé. Heureusement, le catholicisme allemand et l'autorité des évêques ont des bases plus solides que les stipulations fragiles d'un traité. La brochure dont nous parlons plus haut rappelle l'exemple de saint Ambroise en face de l'empereur Théodose. La puissance morale et l'autorité des évêques sont toujours les mêmes qu'au temps du grand évêque de Milan. C'est aux évêques de fixer leurs décisions. Ils savent beaucoup de choses que les laïcs « bien renseignés » ne connaissent pas. La grande responsabilité qu'ils portent les engage à épuiser d'abord toutes les possibilités des négociations diplomatiques, même s'ils n'ont pas trop de confiance dans un succès. Le mémorandum de Stefan Kirchmann ne s'arroge pas de vouloir prescrire à l'épiscopat l'attitude qui s'impose. Il exprime simplement des réflexions et des inquiétudes qui animent un grand nombre de bons catholiques allemands.

KURT TÜRMER.

# A TRAVERS LES REVUES

## Pour construire

Comment avons-nous pu laisser passer cet article publié par Mgr de la Serre le 25 octobre dans le **Bulletin de l'Institut catholique de Paris**, dont il est pro-recteur? Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs, mais ils seront heureux d'en lire — même tardivement — des extraits quand ils verront la pleine approbation donnée — par une autorité ecclésiastique des plus compétentes en la matière — à la campagne de M. Gilson en faveur de l'enseignement libre en France. Du même coup c'est l'esprit authentiquement du but poursuivi par *SEPT* et des méthodes employées par cet hebdomadaire, qui est ici confirmé.

Mgr de la Serre compare la hiérarchie catholique à l'homme de l'Évangile qui entreprend de bâtir une tour : comme celui-ci, pour mener à bien son projet, a besoin d'architectes et d'ouvriers, de même la hiérarchie, pour construire l'ordre catholique, doit faire appel aux laïques. Mais cette collaboration a ses exigences :

Si l'on parle de faire collaborer les laïcs à l'apostolat hiérarchique, le travers de la susceptibilité ne va pas sans inconvénients. Au lieu de rester assis et de discuter avec les entrepreneurs ou les architectes, le maître de la vigne tape sur la table, n'admet pas de critique à ses projets, prend les observations pour des injures, se lève, tourne court et sort. La tour ne sera pas construite. Ou bien il se dérobe par de vagues assurances et il agira en secret, seul avec tous les risques de l'isolement. Ou bien, sans discuter, il imposera lourdement sa volonté, se refusant à examiner les plans proposés, et traitera d'incompétents ou de voleurs tous ceux qui lui suggéreront des devis différents. Ce qui signifie que l'ecclésiastique doit se méfier de faire intervenir hors de propos l'argument d'autorité et le point de vue de l'orthodoxie...

Cette intervention inopportune des arguments d'autorité coupe court à toute discussion. Si les officiers d'état major ne servent qu'à transmettre les ordres, autant les remplacer par des plantons, et fermer les bureaux.

Mais si l'on veut vraiment une collaboration des laïcs, c'est-à dire d'hommes qui ont une intelligence pour y voir clair, et une volonté pour se décider librement et prendre les initiatives nécessaires,

il est opportun de compter sur eux pour savoir ce qui se passe loin des chefs et des ministères, loin de la maison du propriétaire, en plein travail, en pleine vie.

Ce n'était pas une autre tâche, que s'était proposée M. Gilson... et pourtant, il a failli être interrompu dans son travail.

C'était cette œuvre d'information et d'éveil, que voulait aider M. Étienne Gilson. Il a, dans une série d'articles, de *SEPT*, passé en revue les insuffisances de l'État, État sans religion, sans philosophie, sans morale, mais État totalitaire avec une doctrine d'athéisme. Il a établi que l'Église se devait — et pouvait rendre à la France le service — de maintenir chez nous l'humanisme au bon sens du mot, celui qui s'intègre dans un ordre chrétien. C'est ici qu'apparaît la question scolaire, et c'est ici que la réunion autour de la table, la réunion assise, avec des plans et des discussions, des budgets et des statistiques, risqua un jour de tourner court et qu'un geste d'autorité aurait pu faire lever la séance sans que rien ait été signalé, compris, décidé.

Pourquoi? Parce que M Gilson, à propos du recrutement des professeurs de l'enseignement chrétien, a lâché le mot de « culte de l'incompétence ». Le mot n'est ni aimable ni exact, M. Gilson l'a reconnu, et s'est rétracté.

Et l'auteur — qui connaît bien les diverses branches de l'enseignement catholique, précise :

Ce que M. Gilson aurait dû plutôt dire me paraît pouvoir se préciser ainsi : l'étranger connaît en France le scandale de l'athéisme scolaire, il ne connaît pas assez la merveille de notre enseignement chrétien. Il y a dans le pays des dévouements admirables sur le plan des individus ou du diocèse; il y a des insuffisances sur le plan de la région ou de la nation. Il y a dans l'action directe éducative un zèle généreux à quoi ne répondent pas dans l'instruction une méthode et une technique séduisantes. Il y a des souffrances,

des cris d'alarme, des appels pathétiques individuels; mais dans les assemblées, il y a des compliments, des vœux, des lenteurs qui ne traduisent que mal ces douloureux soucis. Il y a des sincérités dans le dévouement aux subordonnés qui ne se complètent pas par la sincérité dans les rapports présentés aux chefs. Il y a chez nous trois lois sur la liberté d'enseignement, il n'y a pas un enseignement chrétien.

Pour conclure, Mgr de la Serre espère que le débat ne s'arrêtera pas là, mais qu'on va le reprendre afin d'y voir clair pour construire.

C'est ce regard froid et direct sur l'ensemble de notre situation scolaire que j'aurais souhaité, à l'occasion des articles de *SEPT*, voir jeter attentivement par tous ceux que le problème intéresse et surtout concerne.

Bien des questions sont à débattre : la R.P.S. a-t-elle uniquement des avantages, et, sinon, comment prévoir et éviter les chocs en retour? Comment s'acheminer vers elle? Quelle peut être la part de la région dans l'enseignement chrétien? Faut-il donner un rôle administratif aux Instituts catholiques? Sur quels terrains devons-nous avoir nos diplômes, nos programmes? Où rejoindre l'État, comment s'en passer, quand s'en séparer, en quoi le compléter? Comment former une élite sans négliger la masse? Comment harmoniser diplômes, culture et profession? Autant de problèmes qu'il ne sera pas facile de résoudre rapidement ni complètement, mais autour desquels, à l'occasion de l'effort sincère et perspicace de M. Gilson dans les numéros de *SEPT* à partir du 24 mars 1934, nous souhaitons de tout cœur penser que les états-majors échangent des idées et des projets.

Pendant un séjour d'études à Rome, un de mes confrères étrangers me dit un jour : « Vous autres, Français, vous êtes extraordinaires. En sortant de table, vous restez debout, vous formez des groupes qui se font et se défont, vous passer d'une idée à l'autre... Nous autres, aux États-Unis, nous nous asseyons autour d'une table, nous allumons un cigare et nous disons : Qu'est-ce qui ne va pas dans nos écoles? »

Je n'en demande pas plus.

# QUESTIONS POLITIQUES ET SOCIALES

CIVIS. *Le troisième front.*

Le seul qui sauvera la France...

ERNEST PEZET. *Le drame de Marseille et sa « poussée » sur l'édifice branlant de l'Europe Centrale.*

Député, Secrétaire de la Commission des Affaires Étrangères, Rapporteur permanent des problèmes d'Europe Centrale et Orientale.

Un article d'une brûlante actualité — et d'une franchise totale. Les documents annexes, notamment le memorandum de Zagreb, sont pour la première fois publiés in extenso en France.

AUGUSTE VIATTE. *M. Roosevelt triomphe.*

Un triomphe sans précédent... et la chute de l'américanisme.

FRANÇOIS HENRY. *Le problème mondial du blé.*

La crise du blé sévit en France ; mais il faut l'envisager comme un fait universel, et qui pose un grave problème de philosophie économique.

ANDRÉ RICHARD. *Un essai de psychologie militaire.*

Où l'on dénonce « l'abus de la scolastique professionnelle et des mots à images aux lieu et place des idées ».

*A travers les revues :* Exhortation à Gribouille. — Le Comte de Paris et la France. — Memento des revues.

# Le troisième front

*Le malaise foncier de l'opinion subsiste.*

*Qu'on le veuille ou non, c'est un fait qu'un sourd travail s'accomplit à la fois dans les esprits et à l'intérieur des partis, mais de part et d'autre en sens contraire. Tandis que jamais un si grand nombre de Français n'ont paru près de s'entendre, les partis font un effort désespéré pour s'arracher aux possibilités d'une entente, et pour maintenir aussi profond le fossé qui sépare les camps. Ils sentent que l'accord ne peut se faire dans leurs cadres, et redoutent fort qu'il ne se fasse contre eux. Ils ne nient pas qu'un regroupement ne soit devenu nécessaire, mais ils veulent, chacun de son côté, en demeurer le pivot et le foyer. C'est la quadrature du cercle.*

*Il se peut donc que la solution souhaitable en soit retardée. Nous ne croyons pas qu'elle puisse être empêchée. Dans ces milieux saturés des mêmes déboires, des mêmes aspirations, des mêmes lassitudes, des mêmes dégoûts, il ne manque qu'une idée-force, exprimée par un groupe ou par un homme, pour solidifier le mélange, pour cristalliser autour d'elle les éléments qui tourbillonnent en quête d'un point fixe.*

*Nous aurions souhaité que le Président Doumergue fût l'artisan de cette opération. Son désintéressement, son amour du bien public nous autorisaient à fonder sur lui notre espoir. Son plan, que nous avons seulement trouvé trop tardif et trop fermé aux urgentes nécessités d'une organisation économique, a reçu notre applaudissement, comme l'amorce utile d'un travail plus étendu. Nous regrettons son départ, et notre gratitude l'accompagne dans sa retraite. Cependant nous avions conçu quelque inquiétude sur le succès de sa médiation le jour où, cessant d'être l'arbitre impartial entre tous,*

*il parut accepter la tutelle des partis qui cherchaient à l'accaparer. Il ne s'est pas assez gardé de ses amis. C'était faire le jeu de ses ennemis.*

*Où en sommes-nous maintenant et vers quelle solution convient-il de s'acheminer ?*

*Pour beaucoup, il n'est de remède que dans la constitution de deux fronts dressés l'un contre l'autre. Tandis que les hommes de droite formeront le front national, ceux qui serrent sur la gauche iront vers le front commun, dit aussi front social.*

*Nous voulons nous garder d'être un prophète de mauvais augure. Mais si l'on simplifie à ce point le problème, on fait le lit de la guerre civile. Il est possible qu'on l'évite, mais on n'aura rien fait pour l'éviter. Nous sommes surpris de voir l'idée en si grande faveur, et pas seulement aux points extrêmes. L'équilibre politique issu de ce double rassemblement offrira toujours une terrible instabilité. Le flux et le reflux de la masse flottante en réglera le sort.*

*Quelques-uns poussent encore plus loin la simplification. A leurs yeux, il ne saurait exister que « marxisme » et « antimarxisme ». Qui rejette le marxisme, dit un de leurs interprètes, sa place est à droite. En outre, on pense diminuer les chances du marxisme en mettant au compte de l'antimarxisme un programme assez généreux de réformes sociales. De son côté, le « marxisme », pour grossir ses effectifs, annexe froidement en bloc travailleurs et classes moyennes. Autre solution de guerre civile ! Elle ne diffère de la précédente que par les étiquettes, et joint à l'excès de simplification le maximum d'obscurité. Voulez-vous en être convaincu ? Interrogez sur le système de Marx quelques marxistes ou antimarxistes pris au hasard dans la foule.*

*Le système des deux camps perpétués et maintenus en position d'attaque ravit d'aise les partis extrêmes. C'est en somme l'immense tas des volontés paisibles attiré vers les pôles dynamiques d'agitation et de violence. Supposons l'un de ces pôles chargé de la plus bienfaisante électricité. Son action ne vaudra que pour un moment, et par exemple dans le cas d'une somnolence qui tendrait à devenir mortelle. La force hostile s'accumulera bientôt à l'opposé et entretiendra un milieu plein d'orages et d'éclairs. Notre pays n'a que trop souffert de ce régime. On voudrait le persuader qu'il n'en existe pas*

*pour lui de plus souhaitable. Tandis qu'il s'est porté d'instinct, par la poussée d'un sens profond de l'ordre, autour du Président Doumergue, en s'arrachant pour un moment à l'appel des deux camps, on observe qu'il n'est pas sourd aux sollicitations qui s'évertuent à l'y ramener.*

*J'avoue que je ne vois pas le gain qui en résulterait, pour aujourd'hui ou pour demain.*

*Les mots, je le crains, ont fait mauvaise besogne.*

*Parce que celui d'* « Union nationale » *semblait exclure tout l'ancien cartel, les radicaux et radicaux-socialistes lui ont fait grise mine. D'autre part, la* « Concentration » *a été démonétisée par ceux qui en sont naturellement exclus. En dernier lieu le* « Tiers-Parti », *pour avoir vu le jour dans les rangs de la gauche, a reçu mauvais accueil de la droite. Et chacun pour appuyer sa résistance à l'une ou l'autre solution s'épuise en savants calculs, fondés sur les effectifs des partis au Parlement.*

*Or si les mots importent peu, pour la chose elle-même, il y va du salut public. Il n'y a d'espoir d'un efficace et durable redressement que dans un accord progressivement étendu à tous les Français de sens rassis et de bonne volonté. A cette nécessité, les partis se plieront. Ou bien, comme on le voit depuis plusieurs années, il se désagrégeront lentement pour préparer la matière de formations mieux adaptées et dégagées d'une hérédité d'impuissance. Il y a quarante ans que Léon XIII conseillait aux catholiques de prêter sans arrière-pensée leur concours au rassemblement des forces saines de la nation, en ralliant les éléments dispersés dans les partis, mais cependant rapprochés par une commune aspiration vers la paix publique. Si la presse, plus libre de certaines attaches, était davantage occupée de son devoir civique, cette formation préparée par un lent travail aurait pris corps depuis longtemps. Nous la verrions en pleine croissance. Ceux-là seuls en seraient exclus qui s'excluraient en reniant l'esprit de concorde et de collaboration.*

*Entre toutes les combinaisons proposées, ce troisième front de la paix intérieure, véritable ligue du bien public, est la seule qui laisserait sans remords ceux qui auraient accepté de la servir. C'est en effet la seule où l'on soit assuré de ne pas blesser la France, et pour la sauver de ne pas courir le risque de la tuer.*

CIVIS.

# Le drame de Marseille et sa « poussée » sur l'édifice branlant de l'Europe Centrale

I. Difficultés yougoslaves du dedans et du dehors. — II. La Yougoslavie et ses voisins. — III. La difficulté majeure : Italie-Yougoslavie. — IV. Données essentielles de la politique extérieure yougoslave. — Conclusions.

## I. — Difficultés yougoslaves du dedans et du dehors

Le 12 novembre, le *Bulletin Quotidien de Presse Etrangère* n° 5796 publié par notre *Ministre des Affaires Etrangères* reproduisait, sans la moindre coupure, la traduction d'une importante étude d'un des pères de l'idée yougoslave, l'éminent écrivain et slavisant Wickham Steed, parue dans la *Contemporary Review* de novembre. Sous le titre « Un monde chancelant », Wickham Steed écrivait :

> ... L'Europe et le Monde sont rejetés dans l'atmosphère de juillet 1914. S'il est juste d'affirmer catégoriquement que l'attentat de Marseille n'est pas un second Serajevo, c'est une erreur d'imaginer que la disparition du roi Alexandre, et dans une certaine mesure de M. Barthou, n'affectera pas profondément les positions respectives des forces qui luttent contre la guerre et de celles qui travaillent à la guerre...

Il faisait observer ensuite que les gouvernements européens, comme en 1914, peuvent sans doute laisser aller les choses au petit bonheur, se borner à les contempler d'un œil perplexe, se refuser à *voir les faits tels qu'ils sont*, et non plus à travers les camouflages enfantins dont les ont masqués la vérité officielle et la complaisance diplomatique, comme si cela suffisait à les éliminer du monde réel ! Il leur prédisait, en ce cas, qu'ils seront pris au dépourvu ; ils agiront trop tard pour prévenir les catastrophes. Et Steed rappelle courageusement à son propre pays ses atermoiements de 1914, sans lesquels, déclare-t-il, la « *guerre pouvait être évitée* ». Pour que ne se produise pas une si lamentable faute, Steed n'hésite pas à éclairer son pays et son gouvernement sur la véritable situation de la Yougoslavie. Il convient de citer tout le passage de l'étude de ce prévoyant politique, qui, avant que la Yougoslavie « fût », avait préparé les voies à son destin :

> Si imprévus qu'aient été l'heure et le théâtre de l'événement, l'attentat meurtrier commis sur le roi Alexandre ne pouvait pas lui-même surprendre ceux qui observaient attentivement les tendances de l'Europe Centrale et Sud-Orientale. Depuis quelques années déjà sa vie était en danger, et il le savait.
>
> Je me rappelle fort bien une conversation que j'ai eue en septembre 1930, à Genève, avec M. Marinkovitch, ministre des Affaires Étrangères de Yougoslavie. Le roi Alexandre avait aboli la Constitution et s'était institué dictateur en janvier 1929. *Il était déjà manifeste que la dictature ne pourrait produire les résultats que le roi escomptait*, et lui et ses Conseillers cherchaient un moyen d'en sortir.
>
> M. Marinkovitch soutenait que le retour aux méthodes constitutionnelles et parlementaires devait être graduel, et qu'on pourrait commencer en rétablissant peut-être 25 % des anciennes libertés. Je répondis qu'à la place du roi

ST. ALBERT'S COLLEGE LIBRARY


Alexandre je dirais à mes Conseillers que ce devait être tout l'un ou tout l'autre. Je dirais : 25 % de liberté constitutionnelle ne satisferont personne. *Cela ne m'empêchera pas de rester odieux* et m'enlèvera une partie du pouvoir. *Si les choses vont mal, c'est moi qui recevrai les balles, et non vous.* Si vous désirez une partie du pouvoir, prenez-le entièrement et portez-en la responsabilité, ou bien laissez-m'en l'unique responsabilité avec aussi tout le pouvoir.

— C'est justement ce que dit le roi, répliqua M. Marinkovitch.

— Alors le roi est plus intelligent que vous, répondis-je. En septembre 1931, une constitution 25 % fut accordée. Quand M. Marinkovitch me demanda ce que j'en pensais, je déclarai : « Vous vous obstinez à maintenir un mauvais système. »

Deux fois, *au cours de 1932*, je fus averti par des Yougoslaves de ma connaissance, tous deux Serbes, que si on ne changeait pas radicalement les méthodes de ce qui était encore une dictature virtuelle, « *tout était possible, même le pire*, à n'importe quel moment ».

*Au début de l'automne de cette année-là*, je communiquai ces avertissements à un haut fonctionnaire de Belgrade, qui était venu me consulter, apparemment au nom de son Gouvernement. Je lui demandai de dire à ses supérieurs qu'en réponse à ces deux avertissements j'avais déclaré que l'assassinat du roi serait la suprême et la pire faute que les Yougoslaves pourraient commettre.

Le roi Alexandre n'a peut-être pas eu toute liberté d'agir. Il était obligé de compter avec *certaines influences militaires* : et le rusé vieux premier Ministre, Pachitch, avait réussi à le compromettre dans les exécutions qui eurent lieu après l'attentat, apparemment simulé, contre la vie du roi, en 1917. Mais le roi Alexandre finit probablement par comprendre, s'il ne l'avait pas compris dès le début, que de toutes les formes de gouvernement, la dictature est la plus dangereuse et la plus difficile à remplacer sans catastrophe.

*Il n'est pas facile de descendre d'un échafaudage de baïonnettes.* Les mobiles d'un dictateur peuvent être purs et nobles. Mais il a besoin d'agents d'exécution dont il ne peut vérifier les actes, parce qu'il fait fond sur leurs rapports, et leurs maladresses et leurs malhonnêtetés sont inévitablement mises à la charge de leur maître...

Sans remonter plus haut qu'en août dernier, le roi Alexandre reçut le conseil et le bon conseil de renoncer à la visite qu'il projetait de faire à Zagreb, capitale de la Croatie, parce qu'on avait découvert des machinations contre sa vie...

Au moment même où Wickam Steed rédigeait ces lignes, un événement capital était sur le point de se produire : 250 éminentes personnalités croates prenaient l'initiative de faire appel au Conseil de Régence, au nom de *l'intérêt supérieur de l'unité yougoslave.* Vers fin octobre, ils lui adressaient un document qui éclaire toute la situation intérieure, en dissipant les nuées dont les dociles serviteurs de la dictature avaient réussi à couvrir la douloureuse vérité et les dangereuses réalités. Bien entendu, ce document a été soigneusement tenu caché à l'opinion française; elle en a seulement connu l'existence; le contenu en a été à ce point résumé qu'il n'avait plus de signification.

A l'honneur de *L'Illustration* (et de M. Ludovic Naudeau, auteur de l'article) disons qu'elle en a donné le résumé objectif, encadré de commentaires très adéquats. Voici ce résumé (n° du 24 novembre) :

... Le peuple croate, avons-nous dit, n'est pas « derrière les sinistres conjurés de Janka Puszta »; mais il faut bien convenir aussi que ce peuple ne se résigne pas au système de dictature que le décès du roi Alexandre a transmis au prince régent.

On a fait le silence dans la presse française sur un événement significatif : durant les premiers jours de novembre, un mémorandum a été signé par l'archevêque de Zagreb, trois évêques catholiques, plusieurs anciens ministres, le célèbre sculpteur Mestrovitch, des banquiers, des professeurs, des écrivains, en un mot par toute l'élite de l'*intelligentsia* croate. Ce mémorandum a été déposé entre les mains du prince Paul. Les 250 pétitionnaires exposent que

la mort du roi a mis en lumière l'unité morale des peuples yougoslaves.

Il conviendrait donc, disent-ils, de saisir cette opportunité pour en déduire une réconciliation générale et un esprit sincère de coopération. Ils insistent sur ce point que certains procédés de la dictature ont déjà perdu leur raison d'être, et ils demandent qu'on mette un terme à la pratique qui consiste à incarcérer purement et simplement des adversaires politiques, c'est-à-dire des hommes n'ayant commis d'autre délit que le délit d'opinion.

Les pétitionnaires affirment qu'il est nécessaire de proclamer une générale amnistie politique afin que tous les prisonniers politiques, et en particulier le Dr Matchek, le continuateur du célèbre Stéphan Raditch, puissent être libérés. Enfin, le vœu est exprimé que de nouvelles élections soient organisées sous un régime complet de liberté, le secret des suffrages étant respecté.

Dans les cercles gouvernementaux de Belgrade, on a exprimé l'opinion que des modifications du régime actuel peuvent sans doute être envisagées, mais qu'en tout cas les pétitionnaires, en n'attendant pas même la fin du deuil officiel qui expirait le 21 novembre, ont fait part d'une précipitation inopportune.

Mais, quoi qu'il en soit, la pétition croate, si elle est conçue en des termes extrêmement cordiaux et mesurés, n'en exprime pas moins des desiderata d'une importance capitale tendant, en réalité, à une transformation complète de la politique intérieure yougoslave. Il faudra dès lors observer avec attention les événements qui vont se dérouler dans ce pays.

Comme j'ai pu m'en convaincre personnellement, les Croates ne sont pas seuls à s'élever contre le régime de dictature. Parmi les éléments purement serbes, certains partis n'hésitent pas à se prononcer de même manière, et l'avenir n'ira pas sans des heures de perplexité.

***

Sous le couvert et la garantie de *L'Illustration* et du *Bulletin Quotidien de Presse Etrangère* du quai

d'Orsay, nous allons pouvoir, sans déconcerter personne, espérons-le, examiner franchement ici les causes profondes, autres que les causes extérieures, et les conséquences, pour l'Europe Centrale, du drame yougoslave.

A la vérité, l'assassinat du roi de Yougoslavie, l'assassinat de Duca et de Dollfuss sont autant d'*accidents éruptifs* qui révèlent le mauvais état général de l'Europe Centrale et des États successeurs, leurs *maladies internes*.

C'est pourquoi ce serait une erreur grave que de considérer comme causes directes ou uniques du tragique événement de Marseille, les agissements des puissances étrangères (Italie et Hongrie). La vérité, qu'il est souverainement impolitique et d'ailleurs vain d'essayer de cacher, qu'il faut même avoir le courage d'admettre et de regarder en face, c'est qu'une des causes profondes et anciennes du drame réside dans la situation intérieure de la Yougoslavie : un « climat », une « atmosphère » de catastrophe, hélas! préexistaient au drame de Marseille!

Des observateurs impartiaux, amis ardents de l'État Yougoslave, avaient depuis longtemps révélé et démontré que l'unité yougoslave était loin d'être réalisée; que la dictature instaurée par le roi Alexandre, en janvier 1929, aggravée et non point adoucie par les modifications ultérieures (loi électorale de 1931, notamment), loin de renforcer organiquement l'union de la Croatie, de la Slovénie, de la Bosnie, avec l'ancienne Serbie, avait multiplié et exacerbé leurs ressentiments.

Le corset de fer de la dictature, en emprisonnant rudement les provinces non serbes pour les unifier par des disciplines fermement imposées, les avait meurtries sans les unir d'esprit, de cœur et d'intérêt.

Le cas de la Croatie est particulièrement significatif. Malgré les emprisonnements, les exactions fiscales, les meurtres politiques, les Croates ont continué à faire front.

Certains d'entre eux, tel Ante Pavelitch, complotaient en vue d'une séparation absolue de la Croatie et de la Yougoslavie actuelle, et pour préparer les voies à une désagrégation, prélude d'un rattachement de la Croatie à la Hongrie.

*Ces éléments croates intégralement séparatistes étaient peu nombreux*; mais la violence de leur passion anti-yougoslave est démontrée par le fait que c'est dans leurs rangs que se formaient et se recrutaient les terroristes parmi lesquels les assassins du roi Alexandre : ceux-là sont indéfendables, parce que traîtres à la Nation Yougoslave.

*Mais l'immense majorité des Croates* — le mémorandum de Zagreb en est la preuve éclatante — ne suivait pas cette politique. Le seul grand mouvement d'opposition, *non pas au yougoslavisme, mais au serbisme*, celui du *parti national paysan croate*, fondé par Étienne Raditch (assassiné en 1928, en plein Parlement, par un député qui purge une peine illusoire dans une semi-liberté), soutient la politique toute contraire que voici : obtenir pour la Croatie une égalité de droits culturels, religieux, fiscaux, administratifs, avec l'ancienne Serbie, mais au sein d'un *Etat unique* devenu enfin une *véritable* Yougoslavie; reconquérir les libertés régionales élémentaires dont elle jouissait sous l'ancienne monarchie austro-hongroise afin de redevenir aussi libre, *administrativement* s'entend, qu'elle l'était avant qu'elle fût... délivrée : tels étaient, et tels demeurent, le sens et les objectifs de « l'autonomisme » des provinces yougoslaves *non serbes*.

Les Slovènes, les Slavons, les Serbes de la Batchka (et même des cercles politiques de l'ancien royaume) partagent, en effet, à des degrés divers, les sentiments politiques des Croates. Ils souffrent comme ces derniers de la rude et écrasante poigne « unificatrice » — ou plutôt uniformisatrice — de la dictature.

Dans les douze derniers mois, le mécontentement grandissait : des complots étaient ourdis contre le roi au dedans et au dehors (le testament du roi en janvier 1934 fournit la preuve de ses inquiétudes). Les hommes politiques informés *craignaient depuis longtemps* que le roi et sa dynastie ne connussent une fin tragique et que les Karageorgevitch, montés sur le trône qu'avait rougi le sang des Obrenovitch, ne finissent eux-mêmes dans le sang ou n'en fussent éclaboussés tragiquement.

Il est vrai qu'en Allemagne, en Italie et en Hongrie, notamment, des émigrés croates, généralement affiliés aux organisations de Pavelitch, préparaient des attentats; et il est invraisemblable que les polices de Berlin, de Rome et de Budapest l'aient ignoré, alors que des enquêteurs étrangers avaient pu s'en convaincre.

Il est non moins vrai qu'à *Prague* les dirigeants de la politique extérieure s'inquiétaient vivement des dangers que le régime dictatorial et l'unification par la force faisaient courir au roi : cela, nous pouvons l'attester sans crainte de démenti.

*Le gouvernement français lui-même savait*, et depuis longtemps, les dangers courus par le roi à l'intérieur de son royaume et ceux aussi qui s'amoncelaient contre lui par l'émigration croate. Il savait parfaitement où se fomentaient les complots : et ce n'était pas seulement à Janka-Putska, la preuve nous en fut donnée, à Paris même, dans les premiers jours d'août dernier.

Sur l'existence des dangers intérieurs, si un optimisme trop complaisant ou systématique avait empêché nos représentants officiels de voir clair ou de faire connaître au quai d'Orsay l'inquiétante réalité « intérieure », notre gouvernement aurait dû être alerté, dès l'an dernier, par nos informations et par le livre (1) que M. Simondet et nous-même publiâmes en avril 1933. Il fut, en tout cas, dûment alerté par la note remise au quai d'Orsay par M. Schumann, député de la Moselle, au retour du voyage privé qu'il accomplit, en août, en Croatie, Slovénie et Dalmatie : *que la personne du roi fût mise en cause et courût des dangers*, à la suite des abus et des fautes parfois criminelles commises sous le régime de la dictature, sur son ordre ou avec son assentiment, la note l'indiquait nettement.

Il était nécessaire de mettre en pleine lumière ces vérités tenues cachées, au nom d'on ne sait quelle « prudence » politique qui fut la pire des maladresses : une loyale reconnaissance des erreurs commises, — voire même des fautes — et leur redressement courageux et rapide auraient été et seraient encore le plus puissant facteur d'apaisement intérieur et d'unification véritable. Ils donneraient une autorité particulière pour la recherche des responsabilités extérieures que la Yougoslavie veut, et c'est légitime, mais non sans dangers graves, faire établir officiellement.

Mais, que l'assassinat du malheureux roi Alexandre n'ait pas eu *seulement* pour cause la haine de terroristes armés par des séparatistes croates, mais la situa-

(1) *La Yougoslavie en Péril ?* Bloud et Gay, éditeurs, 3, rue de la Garancière, Paris-VI[e].

tion intérieure même de la Yougoslavie, c'est un fait douloureux, mais certain, que les gouvernements les plus étroitement liés avec celui de Belgrade n'ignorent pas, n'ont pas pu ignorer, mais qu'ils n'ont pas pu ou su à temps faire changer.

On n'ignore plus, par exemple, de quelles précautions policières et militaires inouïes fut entouré le récent voyage du défunt roi en Bulgarie, ni qu'il avait revêtu sous ses habits royaux une cuirasse pour le cas où des coups de feu seraient tirés sur lui à Sofia.

Parmi les responsables indirects du drame de Marseille il y a tous les flatteurs et les hommes à courte vue — journalistes inspirés, diplomates, hommes politiques — qui n'ont pas su dire au roi et à notre gouvernement, avec franchise et vigueur, *la vérité*.

Lorsque parut, il y a dix-huit mois, notre *Yougoslavie en péril*, les thuriféraires du gouvernement de Belgrade saisirent l'occasion d'affirmer qu'en Yougoslavie tout allait pour le mieux dans le royaume le plus uni, que le régime dictatorial avait absolument unifié la nation et qu'il fallait être un bien mauvais ami de la Yougoslavie pour se permettre d'en douter!...

Nous faisons les vœux les plus ardents pour que du drame de Marseille sorte enfin l'unité yougoslave, l'unité *réelle* qui, suivant le vœu des intellectuels de Zagreb et suivant l'expression des intellectuels de Belgrade, rassemble même ceux qui condamnent le système politique actuel, et s'appuie *enfin* sur la confiance du peuple tout entier.

## II. — La Yougoslavie et ses voisins

Les données principales de la politique extérieure de la Yougoslavie découlent naturellement de sa formation même.

A l'ancienne Serbie furent rattachés : les territoires de l'*ancienne Hongrie* situés au nord et au nord-ouest de Belgrade; la *Slovénie*, en bordure de l'Italie et de l'Autriche; la *Croatie*, anciennement gouvernée politiquement par la Hongrie; une partie de la *Macédoine*, en bordure de la Bulgarie, et le *Monténégro*.

Longtemps, les relations entre la Bulgarie et la Yougoslavie furent franchement mauvaises et connurent des phases dangereuses. Ces relations étaient devenues bien meilleures depuis un an environ. L'apaisement se faisait entre les deux peuples frères, qui s'orientaient vers une véritable coopération politique; elle aurait été grandement facilitée et avancée, du côté bulgare, si un statut politique et administratif plus libéral avait été donné par Belgrade aux provinces rattachées, notamment à la Croatie; elle devait avoir son prolongement et, pour ainsi dire, son couronnement dans l'entrée possible et même probable de la Bulgarie dans l'Entente balkanique réalisée partiellement au début de 1934.

*Du côté de la Hongrie*, les relations ont toujours été très tendues : il n'est pas douteux que des territoires peuplés de nombreux Hongrois furent rattachés par le traité de Trianon à la Yougoslavie. Les raisons de ces rattachements regrettables, au point de vue des principes mêmes des Traités, n'avaient, par exemple, rien à voir avec l'exacte application du principe des natio-

nalités. Pour la Hongrie, il y a au nord de la Yougoslavie des terres irrédentes, bien moins étendues, il est vrai, que ne le prétendent le Comte Bethlen et ses disciples; mais cet irrédentisme, entretenu naturellement par la propagande révisionniste hongroise (rappelons-nous, pour comprendre, notre attitude après 1870 à l'égard de l'Alsace-Lorraine), fondement de toute la politique extérieure de la Hongrie, a toujours rendu et rendra pour longtemps impossible — à plus forte raison, aujourd'hui — tout apaisement véritable entre la Hongrie et la Yougoslavie. Il aurait fallu, il faudrait que la Petite Entente, courageusement et hardiment, imitât à l'égard de la Hongrie la politique dont la Pologne et l'Allemagne ont donné l'exemple, à cette réserve près, bien entendu, que cette politique se fasse — à la différence de la méthode polonaise — en plein accord avec la France. Il serait puéril, hélas! de l'espérer maintenant!... Cette politique, et l'apaisement qu'elle eût engendré, est rendue momentanément impossible par le fait que les terroristes croates résidèrent en Hongrie, que le gouvernement de Belgrade accuse formellement la Hongrie, trop longtemps complaisante à l'égard de ces terroristes, croates et autres, ennemis non seulement de la dictature et de l'unité yougoslave, mais aussi de la personne du roi qui la symbolisait.

Si la S. D. N. n'existait pas, et si la France agissait sur la Yougoslavie comme le fit en 1914, sur l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, la guerre aurait peut-être déjà éclaté... La Yougoslavie, bien conseillée, a fait preuve de sagesse : mais sa rancœur à l'égard de la Hongrie — et aussi de l'Italie — s'est terriblement accrue. Ainsi le drame de Marseille a gravement compliqué les rapports déjà si difficiles de la Hongrie et de

la Yougoslavie et accru considérablement les causes d'hostilité et les dangers ultérieurs de rupture entre les deux pays.

*Du côté de l'Autriche*, le sud de la Carinthie est « pomme de discorde ». Dans cette région, même après la guerre, pendant les négociations du Traité de Trianon, une vraie guerre dressa les uns contre les autres Yougoslaves et Autrichiens. Or, les nazis autrichiens trouvèrent en Yougoslavie non seulement *un asile*, mais des complaisances, et des nazis armés purent, en toute liberté, en juillet dernier, passer de Yougoslavie en Autriche et contribuer à l'agitation qui ensanglanta la Carinthie. La *Ballplatz*, à Vienne, possède là-dessus des dossiers à jour impressionnants; Prague a fait faire une enquête secrète qui l'a amplement édifié sur les dirigeants responsables de Tchécoslovaquie.

Cela encore peut être nié, comme l'est le drame intérieur de « l'unification » par la contrainte, mais cela est : nous avons pu faire recouper les renseignements reçus par une enquête près des postes-frontières.

L'Allemagne a laissé souvent entendre officieusement, même au cours de cette année, à la Yougoslavie, que si elle restait neutre devant un pustch nazi ou devant l'Anschluss, elle recevrait en récompense, une fois l'opération effectuée, le sud de la Carinthie où résident des Yougoslaves (Slovènes). La disparition du roi Alexandre, qui s'appuyait sur la France à la fois par sentiment profond et par intérêt, risque d'augmenter les chances de cette « politique de tentation » que, sur le plan économique surtout — et pour commencer — l'Allemagne a entreprise, en vue de rendre plus aisée la poursuite des buts lointains de l'expansion raciste. Qu'il y ait là un danger, il n'est, pour s'en rendre compte, que de lire à titre de simple exemple, mais

point unique, les jugements portés par l'organe officieux de M. Kramer, naguère ministre de Yougoslavie à Prague ; il assume une part importante dans la direction du Parti national — l'unique Parti — créé par le roi Alexandre ; sauf erreur improbable, nous croyons même qu'il en est le Secrétaire général. Or donc, son journal le *Mariborski Vocernik Jutra* a publié, sous la signature anonyme « R » qui, paraît-il, abriterait habituellement la personnalité même de M. Kramer, un article (18 août 1934) dont nous tirons ce passage :

> Si, dans l'aveugle et vain espoir de gagner contre l'Allemagne l'alliance de l'Italie, la France continue de tolérer les manœuvres italiennes dans le bassin danubien, elle subira en Europe centrale la même défaite qu'en Pologne. *Plutôt les Allemands à Spielfeld et Radkersburg que les Italiens.*

Et le 24 août, le même journal écrivait :

> Non content d'éloigner de la France la Pologne, Paul Boncour et Daladier ont commis encore la faute de faire des avances à l'Italie, et — bien qu'avec un peu plus de dignité peut-être — la chose continue avec Barthou. Afin de s'assurer l'alliance de l'Italie contre l'Allemagne, la France laisse aux Italiens les mains libres dans le bassin danubien et, principalement, en Autriche, alors qu'il est de toute évidence que le seul but de la Rome fasciste dans cette partie de l'Europe est d'affaiblir la Petite Entente — la plus ferme alliée de la France et aussi la plus sûre — et, si possible, de la faire disparaître une fois pour toutes.
>
> En tout cas, il importe de faire comprendre à Paris, clairement et ouvertement, que cet état de choses est *absolument inadmissible au point de vue yougoslave*, et qu'il est grand temps que Paris accomplisse son devoir, qu'il tienne l'Italie écartée de l'Autriche et place celle-ci sous la protection des États voisins et de la Société des Nations.
>
> Quant à la déclaration selon laquelle l'Autriche forme le trait d'union entre la France et l'Italie, nous la considé-

rons comme un soufflet à l'adresse de la Yougoslavie, et que nous ne pouvons passer sous silence...

Le Paris officiel se tait depuis longtemps déjà. Il s'est tu même en voyant Mussolini conclure avec Schuschnigg une convention selon laquelle les troupes italiennes peuvent, à tout moment, entrer en Autriche et de là en Hongrie, et apparaître ainsi en même temps non seulement sur la frontière nord de la Yougoslavie, d'Assling à Szabadka, mais encore sur les frontières de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie.

Il se tait parce qu'il espère que Mussolini s'alliera à la France contre l'Allemagne. Mais s'il ne le fait pas, s'il abuse honteusement de la confiance française ? Qu'adviendra-t-il en ce cas ? *Il faut que ce jeu prenne fin.* Il faut que chacun dise clairement à qui il veut se joindre et de quelle manière.

Que l'Italie s'engage sur la voie suivie par la France et renonce à ses manœuvres dans le bassin danubien, ou que la France se rallie franchement à la politique italienne, *et alors les alliés de la France en Europe Centrale prendront probablement la même décision que la Pologne.*

**On conviendra que cet état d'esprit, fort généralisé dans des cercles officiels fort proches du gouvernement, en dépit des démentis officiels, notamment de M. Jevtich, rend bien malaisée la politique de la France, sur le Danube et la Méditerranée : pour éviter Charybde, elle risque de tomber en Scylla, et de toute manière de se faire des ennemis...**

## III. — La Difficulté majeure : Italie-Yougoslavie

C'est donc, on le sent bien, du côté de l'Italie que la politique extérieure yougoslave fut et reste la plus délicate. Pour bien comprendre ces difficultés et ces

contradictions, force nous est de remonter assez loin en arrière jusqu'en 1915.

Des invasions, en 1914, suivent l'agression : la guerre prend, pour les Serbes comme pour les Français, le caractère net et d'abord exclusif d'une *guerre de libération du territoire* national.

En 1915, elle a toujours, pour les Alliés, contre les Empires Centraux ce caractère essentiel. C'est le temps où, pour vaincre et libérer le territoire, on cherche des alliés nouveaux. Peu importent, à ce moment, le principe des nationalités et le droit des peuples. C'est la lutte pour la vie. Et l'on s'efforce de gagner la Roumanie et l'Italie par des promesses. « Les payer sur la bête », c'était le fond des négociations. Des nôtres, aussi bien, d'ailleurs, que de celles des Empires Centraux, ceux-ci surenchérissant sur nous. Les lettres du Comte Étienne Tisza, ministre hongrois de François-Joseph, en donnent d'amples preuves.

*A l'Italie* fut consenti, dans ce but, et dans cet esprit, le *Traité de Londres* du 26 avril 1915 : à cette date, en cette phase de la guerre « de libération » du sol, il n'était guère question de ressusciter les nations écrasées sous des oppressions ou disparues par suite de dispersions séculaires. Il n'est pas question de délivrer « les minorités opprimées », de leur redonner un foyer national. Donc, pas question de réunir en un faisceau national les « Slaves du Sud » de l'empire austro-hongrois et de l'ancien Empire Turc. Ernest Denis et de rares disciples imaginaient seuls, en France, *une Yougoslavie*.

Aussi, au marquis Imperiali, ambassadeur d'Italie, Sir Edward Grey (Grande-Bretagne), de Benckendorff (Russie) et M. Cambon (France) garantissent-ils à l'Italie, et par traité, en contre-partie de l'entrée de

celle-ci dans le camp des Alliés, la possession de territoires prélevés sur l'Autriche-Hongrie. Avant qu'il ne fût tué, la peau de l'ours était vendue!

Les négociateurs alliés n'étaient pas regardants et n'y allaient pas de main morte. A l'Italie, on réservait le Trentin, le *Tyrol* méridional jusqu'au Brenner, *Trieste* et ses environs, *Gorizia*, *Gradisca* et leurs provinces, l'*Istrie* jusqu'au Carnero, les îles et îlots istriens et même (pourquoi pas? la Yougoslavie n'est même pas imaginée, c'est l'Autriche et la Hongrie qui « paient la casse »), et même, disons-nous, la *Dalmatie* et la côte de l'Adriatique, légèrement frangée de foyers italiens ou italianisants procréés par Venise au temps de sa grande expansion, mais bien slave en son hinterland...

Mais voici que la croisade philosophico-politique des alliés, aux quatorze buts codifiés par le Mage Wilson, venu d'Outre-Mer et d'Occident... en Orient, fait surgir des limbes de l'histoire la Yougoslavie. L'Italie, pour autant, ne voulait pas renoncer aux avantages du Traité de Londres de 1915, au temps où le pragmatisme et le réalisme concouraient à nous recruter des armées.

Face à sa côte rectiligne, sablonneuse, plate, sans refuges pour une flotte, presque sans port pour des navires de commerce, l'Italie avait eu la promesse ferme, écrite, indéniable, de recevoir, après la victoire, la côte dalmate, admirablement équipée par la nature pour abriter en ses anses et criques aux flancs rocheux, derrière le rideau ajouré de ses îles, dans ses ports bien creusés, bateaux marchands et flottes de guerre.

Oui, mais... en 1915, la Yougoslavie n'existait pas. Tandis qu'en 1919, le droit des peuples et le principe des nationalités l'avaient inscrite sur la carte de la nouvelle Europe! Et l'Italie de s'exaspérer, de s'en pren-

dre à la Yougoslavie, comme aussi à la France, et de passer son humeur sur le demi-million de Slovènes qu'on lui avait attribués en bordure de l'Istrie et de la Carniole.

D'Annunzio conquiert Fiume : alarmes et non point théoriques ! Vainement le sage comte Sforza s'efforce de modifier le cours des deux politiques extérieures qui menaçaient de dresser à jamais l'une contre l'autre Italie et Yougoslavie dans une attitude renouvelée de l'antique « delenda Carthago ». Un instant, on put croire au succès. L'année 1924 marque, par des accords italo-yougoslaves, une ère, hélas ! courte de détente. Ère sans lendemain. Ce fut l'échec. Le fascisme triompha.

Belgrade, qui avait déjà, en 1922, signé les accords de la Petite-Entente rassemblée par d'identiques situations, par le commun besoin d'une semblable sauvegarde du *statu quo* des traités, se tourna définitivement vers la France : avec elle, elle contracta, en 1927, un pacte spécial d'arbitrage et d'amitié ; véritable alliance (renouvelée en 1932), qui engage les deux parties à défendre mutuellement leur intégrité territoriale, et l'ordre européen établi par les Traités dont ils sont les signataires.

Du coup, l'Italie dressa sa politique extérieure, contre la Yougoslavie, contre les thèses et intérêts de la France, contre le *statu quo* des traités — qui cependant en avait fait une bénéficiaire, mais pas au degré promis par le traité de Londres de 1915, il est vrai ! Rome s'engagea dans la « contre-croisade », celle de la révision des traités où, en compagnie de l'Allemagne, de la Hongrie, et même de la Bulgarie — souvent à leur tête —, elle s'efforça longtemps de dresser contre les « *réalisations* » des traités les propres *principes* de ces

traités eux-mêmes : droit des minorités, des nationalités, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes !

Ainsi, la politique yougoslave — côté italien — fut « informée » :

par le traité de Londres inappliqué ;

par les principes en honneur dans la deuxième phase — la phase idéaliste de la guerre ;

par les découpages des traités ;

par l'entrée de l'Italie dans le camp revisionniste,

où les Hongrois réclament à la Yougoslavie leurs frères des comitats de Torontal et de Temès, de Vacs-Bodrog, du triangle de Baranya, des régions de Murakoz et du Muravidek, et d'autres encore ; où les Bulgares réclamaient, jusqu'à ces derniers temps, les zones frontières sur lesquelles le Comité Macédonien exerçait son activité redoutable et où, il y a quelque deux ans à peine, couraient de vraies tranchées peuplées de vraies troupes en campagne.

## IV. — Les données essentielles de la politique extérieure yougoslave

On peut de ces faits trop méconnus et de ces observations indispensables déduire facilement les données capitales de la politique extérieure yougoslave. Il nous suffira de rappeler ici ce que nous avons eu récemment l'occasion d'écrire à ce sujet (1) :

Vigilance de tous les instants pour maintenir le *statu quo* des traités, menacé par le revisionnisme italien, hongrois et bulgare ;

Association politique étroite avec les États succes-

(1) *Vu*, n° du 12 octobre 1934.

seurs, comme elle bénéficiaires des mêmes traités et intéressés également à leur maintien : Tchécoslovaquie et Roumanie;

Renforcement de la « Petite-Entente », expression géographico-politique de cette association « pour le maintien des traités » sans atténuation ni réajustement, sans perfectionnement ni réserve;

Appui sur la France, et appui à la France, il est vrai, non sans quelque tendance à tirer des profits tangibles, financiers notamment, d'une fidélité à laquelle on donne un accent d'une chaleur ou d'une intensité variables...;

Efforts pour essayer (en dépit des contre-indications ou des extrêmes difficultés qui viennent de la nature des économies respectives et de la structure géographique : qu'on regarde une carte), pour essayer, disons-nous, de transformer en une « communauté économique » la « Petite-Entente politique » et, par là, si possible, éviter une reconstruction économique des territoires danubiens et para-balkaniques de l'ancienne Autriche-Hongrie, ou la façonner à souhait et la diriger, si elle s'avérait inévitable;

Politique économique nuancée qui permette, sans inquiéter la France, *trop lointaine et faible cliente*, de mettre de nouveau à profit les anciens et classiques courants d'échanges, imposés d'ailleurs par la nature et de séculaires habitudes entre les régions en bordure de l'Égée et de l'Adriatique, des rives de la Drave, de la Save, du bas-Danube, d'un côté, et l'Allemagne de l'autre;

S'opposer à l'Anschluss, pour complaire à la France, oui; mais redouter beaucoup plus — et le faire comprendre — l'emprise italienne sur l'Autriche et la Hongrie : plutôt les Allemands sur les Karawaken et

aux rives de la Moyenne Tisza (Theiss) que les Italiens! Qu'on relise l'article du journal de Maribor.

Maintenir strictes les thèses sur l'intégrité frontalière, même du côté bulgare; mais en finir, si possible, avec cette guerre fratricide, sourde, sans issue pacifiante et payante, avec les frères Slaves de Bulgarie, d'où l'enveloppante politique du Pacte Balkanique, suivie du réel rapprochement bulgaro-yougoslave.

Avant la guerre, la « petite » Serbie évoluait dans le cadre de la question d'Orient, dont l'aspect balkanique et turc commandait et orientait, sous l'égide de la « Grande Russie », sa politique extérieure;

Après la guerre, la constitution même du territoire du nouvel État devait l'amener fatalement à articuler sa politique extérieure à l'*Europe Centrale par le bassin danubien, — par l'Adriatique* et sa côte contestée, à la zone *méditerranéenne* où elle se heurte à l'Italie, où elle s'accorde à la France et à l'Angleterre, — et au *proche Orient* que Mustapha Kemal s'était refusé longtemps à lui rendre accessible.

Par le *problème macédonien* et ses retentissements gréco-bulgares, elle retrouve, modifiés, le problème balkanique et le proche Orient, vers lesquels elle pourrait bien un jour se replier si, ne recevant pas à Genève la satisfaction de sanctions suffisantes dans le procès des responsabilités du drame de Marseille, elle se retirait de la Société des Nations; à moins que, devant une déception, le gouvernement de Belgrade, poussé ou encouragé par ses « militaires » encore prépondérants, ne demande, alors, des comptes directs et personnels à Budapest. Fasse le ciel que cette éventualité redoutable reste simplement une inquiétante vue de l'esprit... pour les hommes politiques, et plus encore pour les États-Majors de la Petite-Entente!

Par le système de protection « régionale » de la Petite-Entente et par le traité franco-yougoslave de 1927, sa politique extérieure est branchée sur les grands problèmes européens posés par les litiges suscités autour ou à cause des Traités par lesquels on crut faire une paix « organique » et assurer sa défense [*mais aussi son perfectionnement*, on l'oublie trop] grâce à la Société des Nations. La Yougoslavie et ses semblables furent, sont, et seront fidèles à la S.D.N. dans l'exacte mesure où elle leur apparaîtra comme le meilleur et le plus sûr « mainteneur » et « conservateur » des bénéfices que, en plus de la vie, leur donnèrent les Traités.

## Conclusions

En résumé, le drame de Marseille et le « procès des responsabilités » aggravent la tension hungaro-yougoslave, et compliquent gravement les rapports si difficiles de tout temps avec l'Italie; en la personne du roi, un puissant contrepoids a été détruit, qui était très nécessaire, pour contenir les tendances germanophiles de cercles politiques et économiques importants; heureusement, rien ne paraît devoir être changé dans la politique bulgaro-yougoslave et balkanique : de ce côté, la situation était en pleine amélioration, et l'amélioration persiste. Mais la politique de rapprochement franco-italien se poursuivra plus malaisément.

L'unité yougoslave, quoi qu'en disent les journalistes inspirés et les officiels de la politique, reste encore — et qui pourrait s'en étonner à quinze ans seulement de la reconstitution d'un état dont les éléments étaient dispersés depuis des siècles? — un problème délicat,

plein de dangereuses inconnues si l'on s'obstine à continuer à pratiquer la méthode du corset et de la main de fer.

A la vérité, depuis le drame de Marseille, l'on ne conteste plus qu'il y ait un problème de l'unité yougoslave. On a appris que les prisonniers ou les « confinés » politiques étaient nombreux ; que, parmi eux, se trouvaient d'éminentes personnalités, nullement révolutionnaires; que des gestes d'apaisement et de réconciliation avaient été accomplis par certains d'entre eux; qu'il était possible que la régence se décidât à constituer un cabinet dans lequel entreraient des représentants des partis naguère dissous et dont les membres sont toujours en opposition absolue avec le régime actuel.

On ajoutait que le roi avait projeté de revenir par étapes à un régime normal de liberté, ce qui constitue un aveu formel du caractère dictatorial du régime actuel et de la nécessité, reconnue par le roi lui-même, de le modifier pour sauver l'unité nationale.

Tel est exactement le désir exprimé en termes émouvants par le *Memorandum* de Zagreb analysé par *L'Illustration* citée plus haut. Il y a donc un problème de l'unité yougoslave. Le centralisme ne l'a pas résolu. La *manière forte* le résoudra moins que jamais. Son heureuse solution (ou sa « non-solution ») commande le problème de la Paix entre Danube et Adriatique.

Ceux-là donc avaient raison qui, de longs mois, voire même plusieurs années, avant le drame de Marseille, après avoir compris et analysé ce problème, l'avaient révélé à l'opinion publique mystifiée et à notre gouvernement aveuglément complaisant envers une dictature qui, non contente de diviser au lieu d'unir les divers

éléments de la Nation Yougoslave, faisait partager à la France l'impopularité qu'elle encourait parmi les populations molestées.

La situation économique de la Yougoslavie, sa position sur la ligne naturelle et classique du rayonnement commercial allemand, le caractère complémentaire des économies yougoslave et allemande, inclinent, nous l'avons laissé entendre, beaucoup de Yougoslaves à écouter les tentations allemandes. Ainsi en va-t-il, d'ailleurs, de la Roumanie, de la Hongrie, et, il faut reconnaître aussi, de la Tchécoslovaquie.

Par là se révèle un poignant paradoxe : la politique extérieure de la Petite Entente, inclinée vers la France par l'intérêt politique et financier, et beaucoup aussi par le sentiment, ne concorde pas avec les commandements de l'*intérêt économique* : la France peut, sans doute, être pour la Petite Entente, notamment pour la Yougoslavie, un généreux banquier et un allié militaire : elle ne peut être qu'un client insuffisant, bien moins intéressant que l'Allemagne.

Tant que le bassin danubien ne sera pas *économiquement réorganisé*, et, une fois remembré, *ne traitera pas collectivement avec l'Allemagne*, chacune des petites puissances danubiennes traitant isolément ses accords commerciaux, sera une proie facile à l'expansion économique allemande, qu'il est illusoire à la France de prétendre endiguer ou remplacer.

Tant que l'apaisement politique, *par des concessions mutuelles* amiablement consenties, ne se fera pas autour des fontières hongroises, le trouble politique, aggravant le trouble économique, facilitera les desseins du racisme allemand et entretiendra des causes graves de conflit armé tout le long du bassin carpathodanubien : une poussée encore — comme celle de Mar-

seille — sur l'édifice branlant de l'Europe Centrale, et tout risque de s'effondrer.

Une fois de plus, l'occasion nous est offerte de proclamer nettement que les *seules vraies causes de guerre résident, pour la France, dans ce fameux bassin* : nous précisons, en bordure de la Hongrie et en Autriche.

Certes la Petite-Entente, à laquelle il ne saurait être question d'être infidèle, loin de là, nous est un appoint certain. Mais outre que ses éléments sont inégalement sûrs et d'une valeur fort variable — et notamment les éléments de ses armées —, une remarque s'impose : entre l'Allemagne et nous, où sont les causes directes de guerre?... La Sarre et les questions d'intérêts qui s'y poseront après le plébiscite, quel qu'en soit le résultat, ne sauraient décider la France à déclarer une guerre au Reich! Les sources des conflits armés sont toutes aux frontières de nos alliés : c'est à *leur propos* que vraisemblablement (neuf chances sur dix pour cela) la nouvelle conflagration pourrait bien éclater un jour.

*L'appoint militaire qu'ils nous assurent risque donc fort de ne jouer que dans une guerre née à leur propos!...* Cette grave considération et la prise en charge de si gros risques par la France ne devraient-elles pas lui conférer le droit — sans enfreindre sérieusement le principe de la non-ingérence, d'ailleurs jamais invoqué par les intéressés quand ils nous « mêlent »à leurs propres affaires — et certains l'ont fait —, de donner à ses amis et alliés, *qui l'engagent autant et plus qu'ils la soutiennent,* des conseils, et même des directives qui les décident, une fois réglée la difficile affaire des responsabilités, à préparer des arrangements amiables, entre voisins, sans lesquels la situation danubienne restera indéfiniment trouble et dangereuse, et finira

de proche en proche par provoquer une guerre européenne?

***

C'est là un fait plus évident que l'an passé, lorsque, à la tribune de la Chambre, nous démontrâmes que « le facteur guerre était rentré dans le calcul des proches probabilités. Nous venons de faire la même démonstration à la Chambre, le 1er décembre : pour prendre date et fixer les responsabilités, si, par malheur, des catastrophes surviennent plus tard...

L'inquiétude européenne s'est formidablement accrue cette année; l'idée de « paix organisée » par l'œuvre et les principes de la Société des Nations est en grave régression.

La Conférence du désarmement a, pratiquement, échoué : qui n'en concevrait une amertume et un regret très vifs?

La France s'inquiète, de plus en plus, du réarmement de l'Allemagne; le Général Maurin, Ministre de la Guerre, réclame et obtiendra huit cents millions de plus pour la défense nationale; le service de 18 mois est dans l'ordre des perspectives à envisager.

Les hommes les plus hostiles aux Soviets, M. Barthou, par exemple, le maréchal Pétain, le général Weygand, se sont ralliés nettement à l'idée d'une entente aussi rapide que possible avec la Russie Soviétique. N'a-t-on pas répété à Paris, dans des milieux presque officiels, que les chefs responsables souhaitaient être assurés de la sympathie active et, si possible même, de la coopération formelle de la Russie?

En Tchécoslovaquie même, voici que l'on porte à deux ans le service militaire. Dans son dernier dis-

cours, M. Benès a parlé avec mélancolie de la faiblesse de la Société des Nations, dont il fut un des animateurs les plus fidèles ; il a, par ailleurs, approuvé la prolongation de la durée du service « pour de graves raisons politiques touchant à la sécurité de l'État ».

Voici que l'on annonce que l'Allemagne, non contente de réarmer fiévreusement, s'apprêterait à rejeter l'article 5 (clauses militaires du Traité de Versailles), étant assurée de pouvoir le faire sans danger, dès lors que *la seule* sanction qu'elle pût redouter à cette sensationnelle « *révision* » du traité, c'est la *guerre*, et que cette sanction ne lui sera certainement pas appliquée.

Enfin, l'idée maîtresse de toute la politique française et genevoise d'après-guerre, qui était de pourvoir à la sécurité mutuelle des États par une organisation morale, politique, juridique et économique de la Paix, semble parfois s'évanouir.

Quelle douloureuse ironie dans cette singulière définition de l'*organisation de la Paix* — définition curieusement nouvelle, en vérité — donnée par Titulesco dans le discours qu'il a prononcé à Ankara, le 31 octobre dernier, au banquet offert aux Ministres des Affaires Étrangères de l'Entente Balkanique : « *Organiser la paix consiste à toujours dominer la situation et à disposer de forces militaires telles que ceux qui veulent la troubler n'en aient point la tentation.* »

Ce qui veut dire, en somme, que l'organisation de la paix, c'est le renforcement de la puissance militaire, en un mot, *le réarmement*.

*
* *

On comprend que, survenant dans cette atmosphère

d'inquiétude générale, de fermentation, de désarroi, de trouble des esprits, l'assassinat du roi Alexandre ait pu faire évoquer le drame de Sarajevo!...

Juin 1914 : Sarajevo : boute-feu à la poudrière européenne. L'assassin de l'Archiduc, c'est « l'homme-qui-fait-sauter-le-monde ». Vingt ans plus tard, le monde n'a pas retrouvé de base stable. Des poudrières, dans la nouvelle Europe, il y en a, on en a mis — avec les meilleures intentions, les plus idéales, en apparence, — un peut partout!

Autour du bassin danubien, de toutes parts, la poudre est amassée : en tas en Autriche; en cordon, notamment, aux frontières de Tchécoslovaquie, de Roumanie, de Bulgarie, de Yougoslavie, d'Italie, et sur l'Adriatique.

Au point de vue de la psychologie collective des peuples, l'effroyable drame de Marseille, qu'on ne saurait trop réprouver, a aggravé l'état de nervosité maladive et l'inquiétude morbide des peuples européens en proie à l'obsession et à la peur : oui, hélas! la Paix se porte moins bien en cette fin d'année 1934, après les drames de Bucarest, de Vienne et de Marseille.

L'heure n'est plus aux *habiletés*, mais à la connaissance exacte des problèmes, à l'*habileté* et à l'*autorité*, qualités rares et difficiles à mettre en œuvre en politique intérieure, combien plus difficiles et rares en politique extérieure, en notre convulsive et volcanique époque!

Ernest Pezet,
Député,
Secrétaire de la Commission des Affaires Étrangères,
Rapporteur permanent
des problèmes d'Europe Centrale et Orientale.

# Documents annexes

## I. — Memorandum de Zagreb

Au moment où vous prenez, Messieurs les Régents du Royaume, l'exercice du pouvoir royal des mains de celui qui, dans l'exécution de sa mission de Souverain et dans l'application de ses principes clairvoyants, a consacré toutes les qualités de sa puissante personnalité, et a sacrifié en définitive sa vie — dans ce moment difficile nous considérons comme un devoir de citoyen de vous renseigner sur l'état d'esprit de la majeure partie de ce pays, et sur ses dispositions. Un pouvoir d'État doit, en effet, agir d'après cet état d'esprit et tenir compte de ces dispositions.

*Si tout ce que l'on peut publiquement dire et écrire sur cet état d'esprit et ces dispositions comme tout ce que l'on dit et chuchote secrètement représentait la vérité*, la présente démarche serait sans objet.

Au contraire, ce qui la rend particulièrement nécessaire et l'élève à la hauteur d'un devoir de citoyen, *c'est justement que tout cela est loin de la vérité.*

Tous ceux qui sont honnêtes doivent écarter le danger qui provient de dissimulations de la vérité, naïves ou mal intentionnées, et aussi de racontars, qui, dans ces derniers temps, ont dépassé toutes les limites du mauvais goût et de la mauvaise foi.

*Guidés par ce désir de la vérité*, qui est si nécessaire aujourd'hui, et dans l'esprit des paroles de Louis XIV : « La vérité est toujours bien accueillie quand on me l'offre avec respect et sans passion », nous prenons la liberté de venir à vous, Messieurs les Régents du Royaume, avec cet exposé de la vérité et de tout ce qui émane d'elle.

Le premier et principal mensonge d'où dérivent toutes les erreurs et toutes les fautes, c'est qu'il y a un assez grand

nombre de Yougoslaves, surtout parmi les Croates, qui sont contre l'*État*. Si, en général, on pouvait prendre en considération les rares individus pour lesquels cette affirmation pourrait exceptionnellement être tenue comme vraie, il faudrait alors étudier les causes et les motifs de ce fait exceptionnel. *Une des principales causes est, sans aucun doute, que l'on confond l'État avec l'organisation de l'État.*

Au mensonge ci-dessus, il faut opposer le plus catégoriquement *comme vérité fondamentale* que *nous sommes tous pour cet État*. C'est sur cette vérité et sur cette volonté, et justement parce qu'ils le veulent, que sont basés le droit et la liberté pour chaque citoyen d'exprimer ses idées sur l'organisation de l'État et d'agir en accord avec ses idées. L'État relativement éternel est le but pour lequel, et justement dans l'intérêt du maintien de l'État, on doit adapter les systèmes variables de l'organisation de l'État.

*Ce moment* — dans le sens le plus étroit du mot — *n'est pas propice pour dire quelles solutions positives on peut donner au problème de l'État. Mais, ce moment est l'ultime pour dire ouvertement que l'immense majorité du peuple ne veut pas de l'état de choses actuel.*

Ce moment est propice pour discuter sur l'organisation positive de l'État, car il y a quelque chose qui est encore plus proche et plus urgent, c'est *la violation de la légalité*. Il est symptomatique, dans l'état de choses actuel, que les citoyens soient obligés de désirer et de demander à présent ce qui est dans chaque État le plus élémentaire et ce qui se comprend de soi-même.

Beaucoup, même les plus modestes représentants de l'autorité publique, se considèrent comme appelés à interpréter la loi à leur gré et à l'appliquer à leur façon, ce qui, le plus souvent, équivaut à *des abus excessifs* et à *la violation de la loi*. L'État est plein de tels abus et pourrait-on trouver quelques citoyens qui n'en ont pas fait l'expérience ?

Il faut donc, en premier lieu, garantir *la pleine légalité*, même quand il s'agit de l'application des lois actuelles, qui sont si sévères, pour passer, par étapes, à leur adoucissement.

Il faut appliquer cette légalité également à tous les citoyens, sans différence.

Il est impossible de supporter la *censure* qui a, dans la pratique actuelle, *atteint toutes les bornes du non-sens, de l'indignité, du dommage et de l'illégalité.*

Si l'on veut aider la vérité jusqu'à sa victoire, il *faut adoucir les règlements* sur les associations, sur les réunions, en rendant impossible qu'il y ait un monopole au profit d'un seul parti ou d'un seul principe.

Pour chaque État, le principe *de l'État* suffit comme condition du droit d'association et de réunion.

Il faut garantir *l'indépendance des tribunaux*, de façon qu'ils puissent devenir l'expression de la justice légale.

Il faut renforcer *les sanctions de la légalité* de l'administration qui, en pratique, n'est plus fondée sur la ferme base de la légalité. En liaison avec cela, il faut insister surtout auprès des organes du pouvoir sur ce que la *pauvreté économique* d'une immense partie du peuple est telle qu'il est non seulement excessif, mais vraiment dangereux, de l'aggraver encore par des *chicanes policières* et, de cette façon, de provoquer et mécontenter les citoyens.

Il faut, bien que pas immédiatement peut-être, mais au moins dans une certaine mesure, suspendre l'activité du Tribunal d'État pour la défense de l'État, qui, par ses nombreuses et sévères sentences, provoque indiscutablement une *sensible et dangereuse impression, comme si l'État engendrait seulement des adversaires alors qu'en réalité ce sont les circonstances anti-légales qui font naître des adversaires de ces circonstances.*

Eu égard à la situation réelle, les citoyens demandent et veulent beaucoup, mais si l'on tient compte de ce qui devrait exister et être la condition *sine qua non* de chaque État, à vrai dire ce n'est rien.

Comme *première preuve* visible et la plus importante de ce que la politique de l'État est prête à s'orienter vers la légalité réelle, qui est décrite ci-dessus, *il faudrait tout d'abord* :

1° *mettre en liberté le Dr. Vladimir Matchek*, ou, plus exactement, l'autoriser à user de son droit de liberté conditionnelle qui lui est accordé par la Loi. Procéder de la même façon à l'égard des autres condamnés politiques, en tant qu'il y a pour cela des bases légales;

2° accorder *une amnistie aussi large que possible*, ce qui n'a pas été fait depuis bien des années;

3° *rendre la liberté de circulation à tous ceux qui sont confinés* pour des raisons politiques;

4° l'armée, la gendarmerie et la police sont suffisantes, d'a-

près notre conviction, pour assurer la paix et l'ordre dans l'État, et nous considérons comme non nécessaire, et même comme dangereux, que d'autres organisations se substituent à ces représentants de l'autorité publique;

5° *changer la loi sur les municipalités des villes* et des villages, dans la partie concernant *le mode public de vote*, de façon que le vote public soit remplacé par le *vote secret* et que le plus tôt possible soit mise en application la loi sur les élections municipales des villes et des villages qui sont déjà prévues. De tels votes, exprimés librement, ne pourraient que confirmer notre affirmation au sujet des mensonges qui sont répandus et révéler les véritables dispositions du peuple. Ils le feraient sans trouble *et prépareraient les élections d'État*, que nous reconnaissons nous-mêmes comme prématurées et dangereuses dans l'état actuel des choses.

Aux plus hautes fonctions de l'État, comme, par exemple, les Bans (gouverneurs de province), nommer des personnes qui, par leur activité et leur caractère, auraient donné la garantie qu'elles réaliseront toutes les mesures proposées et les bonnes idées de la Régence Royale.

Tel est, à peu près, ce qui nous paraît *absolument indispensable pour les premiers temps, en vue d'apaiser le peuple*, d'améliorer jusqu'à un certain point les conditions actuelles, et pour rendre au peuple la confiance que *ces premières mesures constituent un point de départ vers le mieux.*

Il faut préparer le terrain pour la concentration, aujourd'hui si nécessaire, de *toutes les forces nationales.* Et pour nous aussi vaut ce qu'il n'y a pas longtemps a déclaré Baldwin : « Avec inquiétude je me demande ce qui signifierait un faible gouvernement britannique dans la situation actuelle de l'Europe. »

Sur ce mémorandum il n'y a pas beaucoup de signatures, mais il faut l'expliquer seulement par des raisons techniques.

La nécessité d'une prompte action, *en raison même de la surveillance de la police qui empêche tous les citoyens bien intentionnés de se consulter librement sur leurs intérêts personnels*, c'est-à-dire sur le bien de l'État, n'a pas permis de recueillir davantage de signatures.

Mais les signataires de ce mémorandum garantissent sur leur parole d'honneur que chacun d'eux a consulté des dizaines et des dizaines de citoyens intègres, de diverses professions, d'excellents serviteurs de l'État, de différents courants

politiques, qui se sont tous renseignés sur le contenu de ce mémorandum et se sont déclarés complètement d'accord.

Si l'on avait pu nous donner la possibilité d'agir sans précipitation et sans entraves, dans ce sens, nous aurions pu réunir sur ce mémorandum des milliers et des milliers de signatures qui auraient constitué la véritable expression de la juste volonté du peuple. *Nous sommes convaincus que ce mémorandum aurait reçu l'approbation d'un plébiscite comme minimum de ce qui, dans ce moment critique, doit sans délai être entrepris dans l'intérêt de l'État, du Roi et du peuple.*

Zagreb, octobre 1934.

*Signatures :*

Mgr Bauer, *archevêque catholique de Zagreb* ; — Mgr Stepinats, *coadjuteur, ancien combattant du front de Salonique* ; — Mgr Bonifacichitch, *évêque de Split* ; — Dr. Tartaglia, *avocat, ancien maire de Split, ancien Ban de la Banovine de Split* ; — Dr. Loukitch, *avocat à Split* ; — Dr. Svetozaritic, *Professeur à l'Université de Zagreb* ; — Dr. Stevets, *Commissaire de l'État auprès de la Première Caisse d'Épargne croate* ; — Dr. Ferdo Chichitch, *Professeur d'histoire à l'Université de Zagreb* ; — Dr. Boitch, *ancien Vice-Ban* ; — Dr. Krek, *Professeur d'université* ; — Dr. A. Basal, *Professeur à l'Université de Zagreb, président de l'Académie Yougoslave* ; — Dr. Stipetitch, *Recteur de l'Université de Zagreb* ; — Dr. Dezmann, *Président du groupe « Tipografia »* (trois journaux quotidiens : *Obzor, Jutarnij List* et *Vetcher*) ; — Dr. Ivo Politeo, *avocat, président de la Chambre des avocats de Zagreb* ; — Dr. Vranochitch, *docteur-médecin, président de la Chambre des médecins* ; — Dr. Ivo Belin, *secrétaire de la Bourse de Zagreb* ; — Dr. Schvrliouga, *Président de la Bourse de Zagreb, ancien Ministre des Finances* ; — Ivan Mechtrovitch, *sculpteur* ; — Klaikovitch, *peintre* ; — Nikola Preka, *ancien Ministre* ; — Dr. Mazuranitch, *avocat, ancien Ministre* ; — etc., etc.

## II. — Memorandum de Belgrade

Dans les circonstances difficiles qui sont la conséquence de la mort du Bienheureux Roi Alexandre, les soussignés, comme représentants des intellectuels de Belgrade, considèrent qu'il est utile de présenter à la Régence royale la déclaration suivante :

L'attentat de Marseille se révèle de plus en plus comme un acte par lequel nos *ennemis extérieurs* avaient l'intention d'atteindre aussi l'intégrité de notre État. Cela impose pour les fils de ce pays le devoir de réunir *toutes leurs forces* et de se mettre au service d'un programme commun de salut national, ainsi qu'ils l'ont toujours fait quand la patrie était en danger.

Nous *saluons le mémorandum du groupe des intellectuels de Zagreb* qui, en confirmant que l'énorme majorité des Croates est pour cet État, sinon pour le système politique actuel, est arrivé à la même conclusion de la nécessité absolue de la concentration des forces nationales. Cela confirme notre certitude que toutes les parties de notre peuple sont unanimes à se rendre compte qu'aujourd'hui plus que jamais le salut est dans la concorde.

Les régents royaux ont le devoir, *lourd mais plein d'honneur, d'assurer un régime qui, appuyé sur les forces réunies de la confiance du peuple tout entier*, fera sortir le pays de la crise. Ils doivent être exactement renseignés sur tous les courants qui existent dans le peuple; c'est pourquoi nous considérons qu'il nous incombe d'être auprès de vous les interprètes de ces dispositions qui, d'après notre conviction, ont la majorité dans les rangs des intellectuels.

Belgrade, novembre 1934.

*Signatures :*

Slobodan Yovanovitch, *Professeur de droit à l'Université de Belgrade* ; — Yovan Zuyovitch, *Profes-*

*seur de sciences à l'Université de Belgrade, Président de l'Académie des sciences, ancien Ministre des Affaires étrangères et de l'Instruction publique* ; — Boja Markovitch, *Professeur de droit à l'Université de Belgrade* ; — Pavlé Popovitch, *ancien recteur de l'Université de Belgrade* ; — Vlada Petkovitch, *ancien recteur de l'Université de Belgrade* ; — etc., etc.

# NOTES ET RÉFLEXIONS

## M. Roosevelt triomphe

Les électeurs américains viennent de ratifier la politique de leur président. On attendait avec curiosité cette épreuve, la première depuis son entrée en fonctions. Allait-il réussir? Certains journaux européens en doutaient. Ses mesures, disait-on, mécontentaient l'industrie; elles ébranlaient la structure économique du pays et compromettaient la stabilité des affaires; des grèves violentes éclataient — phénomène nouveau — et l'on pouvait se demander si tous ces mouvements ne favorisaient pas l'éclosion d'une extrême-gauche bolchévisante. Et l'on soulignait certaines démarches de banquiers, ou la fondation d'une Ligue pour la défense des libertés civiques; on insistait à plaisir sur l'inquiétude des gens rangés, d'autant plus volontiers qu'elle coïncidait avec celle des États fidèles à l'or : une fois de plus, notre bonne presse prenait ses désirs pour des réalités; ceux qui, sur place, observaient les États-Unis, avaient une impression tout autre, que les événements ont justifiée.

« Triomphe sans précédent », écrivent les journaux de New-York : c'est la première fois dans l'histoire que le parti régnant, loin de perdre des voix, en a gagné. Après deux ans, il subit en général ce qu'on appelle « l'usure du pouvoir »; les élections partielles lui sont défavorables, comme en Angleterre, comme en France, et d'autant plus qu'elles ne mettent pas en cause le régime proprement dit. Cette fois-ci, les démocrates espéraient gagner des sièges au Sénat, mais ils croyaient en perdre une

trentaine au moins à la Chambre ; cela n'aurait pas entamé sérieusement leur majorité. Prévisions trop modestes. De 309 qu'ils étaient, ils reviennent 322 ; au Sénat, accrus de neuf unités, ils formeront un groupe compact de 69 membres, contre seulement 25 républicains.

Le parti républicain va-t-il disparaître? Cette question, inouïe il y a seulement quatre ou cinq ans, se pose aujourd'hui. Les républicains périssent d'avoir incarné l'américanisme. Ils en ont longtemps profité : M. André Siegfried déduisait savamment les raisons de leur force, et le manque de cohésion de leurs adversaires lui paraissait un désavantage irrémédiable. Il réservait, cependant, avec clairvoyance, le cas de crise. L'américanisme s'écroulant, ceux qui le préconisaient devaient tomber aussi. Ils avaient eu, d'ailleurs, un chef particulièrement maladroit ; ce soi-disant homme d'affaires a usé sa popularité à crier que la prospérité attendait au prochain coin de rue. M. Roosevelt, lui, a tenté de faire quelque chose ; on lui en sait gré, même si l'on n'approuve pas toutes ses expériences ; et ses adversaires pâtissent d'être « ceux qui ne font rien ».

Quoi que l'on pense de ses méthodes, il faut aussi reconnaître à M. Roosevelt un sens prestigieux de l'opportunité. Il a su tourner son sourire, alternativement, vers la gauche et vers la droite, vers les paysans endettés et vers leurs créanciers, qu'il rassurait tour à tour ; il s'est prêté, dans une assez large mesure, à la dévaluation monétaire que l'on souhaitait, mais il lui a imposé des limites, et ses concessions, jusqu'ici, facilitent sa résistance. L'avenir seul dira s'il est un homme d'État, s'il trouvera des solutions autres que provisoires, mais il est sans aucun doute un politicien de premier ordre... J'irai même plus loin. N'eût-il fait qu'alléger l'atmosphère, en la débarrassant de son conformisme intolérable, n'eût-il fait qu'entraver l'individualisme forcené des businessmen, il mériterait les éloges que lui décernent ses admirateurs.

Examinés de près, les résultats confirment l'ampleur

de sa victoire personnelle. On s'est battu, non plus autour d'une « machine », d'une organisation de parti, mais, chose rare aux États-Unis, autour d'un programme. Il s'agissait d'approuver ou de désapprouver le *New Deal*. Certains républicains élus s'y étaient ralliés, et même, quelquefois, comme en Californie, le président leur a donné son appui tacite, contre un candidat démocrate hétérodoxe. Ainsi nous assistons à la dislocation des équipes traditionnelles.

Autre fait caractéristique : l'anéantissement des républicains « conservateurs ». Leur « vieille garde », au pouvoir avec Coolidge, avec Hoover, conservait l'espoir que l'interrègne serait bref ; or tous ses chefs mordent la poussière. Nous ne le regretterons pas, s'ils se nomment Fess, Robinson, Reed, et s'ils ont été, notamment en matière de dettes, les plus inintelligents adversaires de l'Europe. Leur démagogie ne leur a pas servi. A peine le sénateur Vandenberg, du Michigan, doit-il à sa plus grande souplesse une réélection difficile. La Pennsylvanie, bastion du parti depuis Lincoln, nomme un gouverneur, un sénateur, une représentation démocrates. M. Hoover n'a plus qu'à pleurer ses chères « libertés » économiques.

Mais l'extrême-gauche n'y gagne rien. Pas plus maintenant qu'auparavant, les candidats socialistes et communistes ne remportent le moindre succès. Et les grèves récentes, malgré leur sérieux, malgré les pêcheurs en eau trouble, prennent, à la lumière de ce fait, l'aspect de grèves professionnelles. L'élection de Californie est particulièrement symptomatique. Il s'agissait de nommer un gouverneur. Les républicains proposaient le gouverneur intérimaire, Merriam ; les démocrates, à l'émotion générale, avaient désigné un écrivain hier socialiste, Upton Sinclair. (Ne confondez pas avec Sinclair Lewis). Upton Sinclair se targuait de supprimer la misère en Californie : il donnerait les terres vacantes aux chômeurs agricoles, il ferait marcher les usines fermées en y employant les chômeurs de l'industrie, usines et terres échangeraient

leurs produits, et ce système de troc nourrirait tout le monde. Alléchés par ses promesses, des milliers de vagabonds se dirigeaient vers le futur Éden ; mais les capitaux, effrayés, en fuyaient. Des tracts répandaient de porte en porte les opinions religieuses ou sociales, en effet malsonnantes, que le candidat avait émises naguère ; il répondait en composant des poèmes religieux, que les journaux insséraient. Enfin l'on a su que M. Roosevelt ne tenait nullement à lui ; cette solidarité l'eût compromis ; de ce jour le sort d'Upton Sinclair fut réglé, et le républicain, rendant grâces au président, recueillit les suffrages démocrates.

Un travailliste réélu gouverneur du Minnesota, quelques « progressistes » nommés représentants du Wisconsin, voilà tout ce qu'ont obtenu les dissidents de gauche, et encore cela tient-il à des considérations locales. M. Roosevelt a donc les mains libres. L'ampleur seule de sa victoire peut le gêner. N'en attend-on pas des miracles? saura-t-il résister à des poussées démagogiques, et n'aura-t-il pas devant lui un bloc inflationniste compact? Il se flatte de le manier aisément. Les intentions qu'il laisse entrevoir sont plutôt « stabilisatrices ». La dévaluation présente doit suffire, estime-t-il ; mieux vaut essayer de fixer maintenant la valeur du dollar par rapport aux autres monnaies. — Mais, « conservateur » sur ce point, il sera d'autre part beaucoup plus à son aise pour imposer des codes au travail.

Pour en comprendre la nécessité, il suffit de rappeler que le travail des enfants en bas âge, hier encore, était admis dans la plupart des États, et que la « loi de la jungle » réglait seule la concurrence. En cela — comme en beaucoup d'autres choses — l'Amérique était moins bien organisée que les pays européens. La crise est venue imposer des remèdes. Dans ce travail, il y a eu des improvisations, des erreurs, et le *New Deal* a souvent dû faire machine arrière. Mais le principe était bon. Et ceux des républicains qui survivent à la bataille s'affirment eux-

mêmes partisans d'un retour au libéralisme lincolnien : « Il n'y a pas de lumière à espérer en Amérique, déclare le sénateur Couzens, à moins que nous ne nous écartions de l'idée du « rude individualisme », qui signifie, je pense, que quelques-uns peuvent devenir riches aux dépens du grand nombre ».

Le libéralisme au sens américain, on le voit une fois de plus, n'a pas grand'chose en commun avec celui de nos économistes. « Je ne condamne pas le système capitaliste, précise M. Couzens, mais l'usage auquel on l'emploie. » N'oublions pas aussi que M. Roosevelt, quoique protestant, connaît et cite parmi ses sources de pensée l'Encyclique *Quadragesimo Anno*, et qu'un prêtre, l'abbé Conghlin — sortant un peu de son rôle, semble-t-il — fait du *New Deal*, par T.S.F., une exégèse enthousiate. La voie paraît donc libre pour une politique constructive. Et dès maintenant on peut constater que l'expérience Roosevelt modifiera profondément l'alignement des partis. Ceux-ci subsisteront, peut-être, sous leur forme actuelle, ou peut-être se briseront : mais, à l'intérieur de chacun d'entre eux, des tendances neuves se dessinent. A l'extrême-droite, fidèles à M. Hoover, les tenants du libéralisme économique, de l'américanisme, les vaincus d'aujourd'hui ; à l'extrême-gauche, même en dehors des socialistes proprement dits, des hommes que la Russie fascine, et qui bâtiraient volontiers une société sans monnaie stable et sans initiative privée ; au milieu, les libéraux, décidés à préserver la dignité humaine contre l'ingérence de l'État et contre la tyrannie du gain matériel. Si M. Roosevelt, comme il semble, veut diriger ces derniers, s'il sait leur rallier son peuple malgré les tentations extrémistes, et si son génie tactique s'accompagne d'un génie vraiment politique, sans doute la portée de son œuvre dépassera-t-elle les États-Unis.

Auguste Viatte.

# Le problème mondial du blé

On parle beaucoup en France du problème du blé, mais il est rare qu'on le pose dans toute son ampleur. Les journaux se contentent de résumer les débats parlementaires, rendus assez confus par les intérêts particuliers qui s'y heurtent ; quelquefois un article expose une des difficultés de détail qui apparaissent au cours des discussions des Chambres ; et c'est tout. Sous cet aspect fragmentaire la question apparaît terriblement complexe, et les profanes renoncent à se faire une opinion. En réalité c'est tout de même d'un problème d'intérêt général qu'il s'agit, d'une question vitale pour les hommes de notre époque. Il y a un problème mondial du blé, et la crise du blé est un fait universel. Nous ne pouvons renoncer à en comprendre les données fondamentales ; aussi devons-nous remercier M. Paul de Hevesy, qui nous en apporte un exposé d'ensemble (1). Œuvre d'un diplomate riche d'une longue expérience, mais qui ne se contente pas d'une investigation scientifique sur les causes de la crise et qui sait proposer des remèdes précis et longuement étudiés.

Ce n'est pas ici que nous opposerons à ce travail des objections trop faciles. Nous ne dirons pas que seules nous intéressent les difficultés de notre pays et qu'il faut les résoudre avant de songer à l'univers. Fausse prudence. Nous savons trop que le monde est un, et que toutes les nations sont solidaires. C'est même d'une vue générale

(1) Paul de Hevesy, *Le problème mondial du blé. Projet de solution.* (Préface de M. Henry Bérenger.) (Paris, Alcan, 1934, 30 fr.) — L'auteur est ministre de Hongrie à Madrid et délégué à la Société des Nations.

du problème que nous pouvons attendre des lumières plus précises sur mille petites difficultés qui, prises isolément, nous semblent insolubles. Chaque question se trouvant remise à sa vraie place, il devient possible de mieux apercevoir les principes d'une vraie solution, sinon tous ses détails.

La lecture du livre de M. de Hevesy suffirait à nous en convaincre : sa magistrale étude d'ensemble et les exposés précis et documentés qui concernent les principaux pays intéressés se complètent très heureusement, chaque étude particulière donnant une base solide et concrète à la thèse générale, mais montrant aussi combien chacun des cas analysés profiterait d'une solution générale heureuse et bien équilibrée.

*
* *

La crise du blé a son origine dans une discordance entre une production toujours accrue et une consommation qui demeurait limitée de façon à peu près constante. L'excédent de production a entraîné une chute terrible des prix du blé sur le marché international. Cela correspond du reste à un abaissement de tous les prix agricoles par rapport au niveau général des prix. Il s'agit donc de rétablir l'équilibre rompu en relevant les prix des produits agricoles, et d'abord celui du blé. Mais on ne peut agir efficacement sur les prix qu'en agissant sur la production elle-même (vérité fort simple, mais souvent oubliée), et d'ailleurs il faut bien résorber les stocks dont la seule existence est un danger permanent pour le marché mondial.

C'est ce double but que se propose M. de Hevesy : résoudre la question des stocks, et d'autre part maintenir ensuite une organisation de la production suffisante pour éviter une nouvelle chute des prix, après qu'aura été atteint un niveau convenable. Nous ne résumerons pas

ici son étude, dont il faut suivre pas à pas les ingénieuses démonstrations. L'auteur a su rendre claires les questions les plus épineuses, et cette lecture, indispensable à l'économiste, peut donner à tout homme cultivé un excellent aperçu du problème. Retenons ici la thèse fondamentale : rien n'est possible en pareille matière sans une organisation internationale, et l'auteur propose la création d'une Entente Internationale du Blé.

Ici nous touchons à une question tout à fait actuelle : en août 1933 s'est tenue à Londres une Conférence du Blé, entre vingt-deux pays exportateurs ou importateurs, et depuis lors nous voyons sans cesse les pays intéressés chercher à conclure un accord général auquel l'ouvrage de M. de Hevesy pourrait offrir des bases fort intéressantes. L'auteur a d'ailleurs consacré une seconde partie de son livre à indiquer ce qui a déjà été fait à Londres, et aussi quelle orientation traduisent les législations particulières des différents États au cours de 1933. Bilan tout à fait suggestif, où l'on voit combien les solutions partielles du problème gênent et retardent parfois une bonne solution d'ensemble. Mais au total il est possible de garder un espoir très sérieux ; on ne saurait trop se réjouir, par exemple, de constater les progrès accomplis par les États-Unis depuis trois ans dans la voie d'une collaboration internationale, précisément au sujet de la question du blé.

***

Nous n'avons pas cherché à résumer un ouvrage qui mérite une lecture attentive et détaillée. Nous voudrions simplement indiquer, pour finir, quel problème de méthode et même de philosophie économique il soulève nécessairement.

C'est d'abord la nécessité d'une politique économique mondiale : elle est imposée par les conditions actuelles, et par cette crise qui touche l'humanité entière. Problème

économique qui n'est pas le seul problème, mais qui ne peut se négliger. Et sans doute nous ne voulons pas suggérer, comme beaucoup le faisaient au temps de la « prospérité », on ne sait quel primat de l'économique sur le politique ; nous ne voulons pas souscrire à la formule saint-simonienne trop admirée depuis cent ans : substituer au gouvernement des hommes l'administration des choses. Mais qu'on lise le livre de M. de Hevesy, et l'on verra si ce n'est pas du gouvernement des hommes qu'il s'agit en ce problème d'apparence matérielle. La politique économique, c'est encore de la politique, au sens le plus légitime du mot.

L'école libérale objectera que c'est une nouvelle tentative d'économie « dirigée », aussi vaine que toutes les précédentes, et qu'il vaut mieux laisser faire la nature. Singulière attitude, en vérité, de ces libéraux qui font si large confiance aux « lois économiques » naturelles, et si peu à la raison humaine, donc à la liberté humaine... M. de Hevesy écarte fort habilement les difficultés que pourrait soulever un libéralisme économique intransigeant, et souligne par ailleurs ses dangers. Faute de croire à la possibilité d'une saine organisation, on attendrait que la nature rétablisse l'équilibre par une récolte désastreuse ! Triste exemple de démission de la raison et du courage des hommes ; d'ailleurs cette attente passive d'un bienheureux désastre est souvent déçue par les faits : deux ou trois bonnes récoltes de suite sont parfaitement possibles, l'expérience n'en est pas si ancienne. Nous croyons encore que les hommes restent capables de supporter de bonnes récoltes sans en être accablés de misère. Il suffit de voir clair, et de vouloir.

Ici l'effort de collaboration le plus actif devra être obtenu des différents pays, exportateurs ou importateurs, et à l'intérieur de chaque pays entre les producteurs de blé. Nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage lui-même : il y verra par quels moyens, et sans la moindre tyrannie étatiste, mais par un contrôle et une direction sagement

mesurés, M. de Hevesy prévoit l'accord des différents intérêts en vue d'un intérêt commun. Qu'on lise par exemple le chapitre où l'auteur montre que l'Angleterre elle-même, si sensible toujours à la menace du pain cher, n'aurait cependant rien à redouter du relèvement du prix du blé : bien mieux, elle y est intéressée au premier chef.

Très beau livre, où l'on reconnaît non seulement un auteur d'une science éprouvée, mais aussi un homme profondément ému par les misères de notre temps et qui nous invite à chercher avec lui les remèdes nécessaires.

François Henry.

# Un essai de psychologie militaire

Berger-Levrault vient de publier un ouvrage posthume du général Gabriel Rouquerol (1), qui remuera sûrement les milieux militaires et qui doit intéresser le grand public.

Célèbre pour avoir, au moment le plus critique de la journée de Charleroi, suppléé à la défaillance du chef en prenant de lui-même, simple commandant de l'artillerie, le commandement du corps d'armée; estimé comme historien exact pour une magistrale étude de la bataille de Guise : le général Rouquerol, au cours de la maladie qui devait l'emporter, a trouvé l'énergie de mettre au point un travail particulièrement délicat qu'il demande modestement la permission d'intituler — au moins en sous-titre — « Essai de psychologie militaire ».

Le général Estienne, qui préface le livre, en admire la pénétration aiguë et l'émouvante sincérité. Mais il faut souligner avec lui ce que des lecteurs superficiels ne verraient pas, la puissance de l'originalité. C'est en effet la marque d'un penseur d'élite que de savoir dégager, à partir de notations qui paraissent toutes simples et qui éveillent dans l'esprit des impressions connues, comme une floraison de problèmes et de conséquences. Reconnaître le mystère de nos plus ordinaires démarches, n'est-ce point toute la philosophie?

Le lecteur s'intéressera vivement aux études de fine psychologie sur la confiance, la peur, la peur d'avoir peur, la responsabilité du chef, et l'emploi de cette détestable recette d'optimisme qui mérita le nom de « bourrage des crânes ».

(1) *Le Troisième Corps d'Armée de Charleroi à la Marne. Essai de psychologie militaire*, Berger-Levrault, 1934, 15 fr.

Il sera reconnaissant à l'auteur des pages précises et incisives qui mettent en si bonne lumière la physionomie de la bataille de la Marne, où des forces mystérieuses — miraculeuses peut-être — jouèrent si puissamment en faveur de notre cause, mais dont la gloire ne saurait sans injustice être disputée au chef qui porta la responsabilité du commandement. « Je ne sais pas qui l'a gagnée, disait finement Joffre, mais je sais bien qui l'aurait perdue. »

L'ambition littéraire eût été permise au général Rouquerol. Il est visible cependant qu'il n'a point tendu ses dernières forces pour gagner un laurier de psychologue ou de fin moraliste. Par ce dernier livre, il a prétendu servir, mettre en garde, et plus que cela peut-être, jeter un cri d'alarme.

Toute une partie de l'ouvrage est consacrée à la mentalité des « états-majors dirigeants ». Il y a là des pages terriblement éclairantes. On y voit comment des hommes de grande valeur ont pu garder dans leurs erreurs une stupéfiante ténacité, qui coûta si cher au pays et à l'armée.

Certes, les civils se garderont de jeter la pierre aux militaires. N'est-ce point dans tous les domaines de l'activité humaine qu'on a vu sévir les maux que dénonce si franchement le général Rouquerol : « l'abus de la scolastique professionnelle et des mots à images aux lieu et place des idées », l'intellectualisme intempérant qui passe la réalité au filtre de ses préconceptions et se refuse à donner raison aux faits, l'imprégnation d'une sorte de psychose mystique qui vient buter en vain contre la plus certaine expérience.

Seulement, après la dure leçon de la dernière guerre, l'auteur croit reconnaître à certains signes la survivance de la mentalité d'avant-guerre. Il discerne là un péril qu'il faut conjurer à tout prix. Sa manière de voir, vraisemblablement, suscitera en milieu militaire de vives discussions. Il n'en reste pas moins au lecteur non spécialisé l'impression très nette que le général Gabriel Rouquerol a écrit avec toute sa loyauté de soldat et pour servir encore son pays.

André Richard.

# A TRAVERS LES REVUES

## Exhortation à Gribouille

Le prédicateur, c'est M. Pierre Gaxotte, dans **Je suis partout** (17 novembre 1934) — et Gribouille, c'est la puissance vraiment féodale des syndicats patronaux :

Rendant un hommage imprévu au marxisme, les syndicats patronaux se sont organisés, en 1919, en une *Confédération Générale de la Production Française* (C.G.P.F.) qui réunit, en 28 groupements, toutes les branches de l'industrie. Mais, de ces groupements, quatre ou cinq l'emportent de beaucoup sur les autres : le *Comité des forges*, les *Travaux publics*, les *Industries chimiques*, les *Assurances* et les *Houillères*. Pour l'arrosage électoral, les distributions de fonds et les tripotages politiques, la *Confédération Générale de la Production* opère par l'intermédiaire de l'*Union des intérêts économiques* qui, moyennant certains engagements précis, prend à sa charge les élections d'un grand nombre de députés appartenant à *tous les partis*.

*Comité des forges*, *Houillères*, etc..., constituent une véritable féodalité, tenue comme les grands conseils d'administration par deux ou trois cents personnages qui disposent, à peu près sans contrôle, des concessions d'électricité, d'eau et de gaz, des adjudications de travaux publics, des fournitures aux administrations, etc... *Comités* et *Unions* représentent une force d'influence et de pression qui se fait sentir sur tous les gouvernements, sur toutes les Chambres et sur toutes les commissions parlementaires.

Cette action serait d'une incontestable utilité s'il y avait un État fort, capable d'arbitrer les conflits d'intérêts privés et d'imposer aux uns comme aux autres le respect de l'intérêt général. Mais, dans une démocratie parlementaire, inorganique et corrompue, la C.G.P.F. représente, comme la maçonnerie ou les Internationales, une puissance politique dissimulée derrière le Guignol des scrutins et des élections.

La puissance trop indépendante en vient à se détruire elle-même, car

la politique des grands capitalistes s'apparente à celle de Gribouille : elle consiste, pour éviter de petits maux, à en préparer de très grands. Pour ne citer qu'un exemple, on se rappelle que les fonds nécessaires à la création de *l'Humanité* ont été fournis par la Compagnie des Agents de change moyennant la promesse d'arrêter une campagne dirigée par les socialistes contre leur monopole. La campagne a bien été suspendue, mais ce sont les Agents de change qui sont responsables de l'introduction du marxisme chez nous, lequel marxisme risque de faire tout sauter un jour, agents de change compris.

Et M. Gaxotte en conclusion affirme — avec raison, croyons-nous — que la propagande nationale doit diriger son attaque aussi bien contre les Internationales d'argent que contre les Internationales révolutionnaires.

## *Le Comte de Paris et la France*

Lorsqu'on affirme ces choses, on risque de paraître soi-même un de ces révolutionnaires ou, qui pis est, un de ces démocrates à qui la crise du parlementarisme n'a rien appris. — A l'inverse, si l'on insiste sur la faiblesse scandaleuse du régime actuel, on est tenu pour un dangereux fasciste. Nous sommes accoutumés à recevoir de l'un et l'autre côté ces aimables propos.

Par exemple, il est clair comme le jour que le billet de *Civis* de ce numéro, qui refuse de prendre son parti de la coupure de la France en deux clans ennemis, sera interprété comme une de ces chimères démocratico-libérales qu'il est bien pénible de voir caresser par des catholiques. De la même façon le billet de *Civis* du précédent numéro qui constatait, sans plus, la faillite universelle du parlementarisme dans l'Europe d'après-guerre nous a été reproché comme une tendance fasciste.

Tant il est vrai que la passion continue d'aveugler des Français, par ailleurs, semble-t-il, intelligents.

Ni anarchie ni dictature, cela nous paraît pourtant être

une attitude assez nette, et point du tout contradictoire.

Nous avons été heureux de trouver, exprimée en des termes excellents, la même pensée chez le Comte de Paris dans sa retentissante interview du *Petit Journal* :

La volonté d'ordre manifestée par les formations comme les Croix de feu, comme les Jeunesses patriotes, j'y applaudis, mais je n'ignore pas non plus contre quelles injustices sociales s'insurge la foule qui était place de la Nation...

C'est la sagesse même, et c'est ce que nous disons en refusant la coupure de la France en deux camps. Et ceci encore :

Les classes laborieuses de notre pays n'ont pas le niveau de vie auquel elles ont droit... Un régime qui ne peut, à notre époque de civilisation et de progrès, assurer à tous la sécurité de base manque au premier de ses devoirs...

Comment ne pas faire écho à ces affirmations?

Les puissances économiques sont les maîtresses du pays. Les politiciens ne sont que leurs instruments... N'est-il pas évident qu'il faut un pouvoir fort pour mettre à leur juste place les grands féodaux?...

Se dresser contre l'anarchie parlementaire est-ce vouloir une dictature? — Quelle sottise! Et ceux qui nous le reprochent n'ont qu'à lire ces lignes du Comte de Paris où ils retrouveront des idées que nous avons exprimées nous-mêmes tant de fois :

En contact direct avec la foule, forcé de l'enivrer d'un vin fort, le dictateur dépasse en démagogie les démagogues des démocraties... Outre quoi il a le vice fondamental de porter atteinte aux libertés individuelles auxquelles les Français sont si justement attachés... Le fascisme peut convenir à l'Italie, mais il ne conviendrait pas à la France. Le Français ne peut tolérer qu'un régime respectueux des libertés individuelles et regardant la vie humaine comme sacrée... Mais il y a une âme de vérité dans les aspirations qu'on dénomme confusément fascistes : le besoin d'ordre et le sens national.

*Memento*

**Dossiers de l'Action Populaire**, 25 novembre. — P. Bigo. *L'Allemagne dans la crise : une organisation économique de détresse.*

**Cahiers du bolchevisme**, 15 novembre. — Maurice Thorez. — *Pour l'alliance avec les classes moyennes.*

La Conférence du Parti (Conférence d'Ivry, en juin) a mis l'accent sur les revendications de catégories sociales non prolétariennes, sur les besoins des classes moyennes... Serait-il vrai que les classes moyennes ne peuvent se trouver que derrière MM. Doumergue, Marin, Flandin?... On voit que ces classes moyennes, *même pour celles qui ne veulent pas encore du communisme*, qui ne sont pas encore disposés à lutter pour le pouvoir des Soviets (car nous ne cesserons pas de démontrer que l'issue définitive à la crise est la lutte pour le pouvoir des Soviets) renforcent notre agitation et notre propagande en faveur du front populaire.

Dans le même n° signalons un *Entretien de Staline avec* H. D. Wells très intéressant.

**Europe**, 15 novembre. — Numéro spécial : *1914-1934*, avec notamment Jean Giono, Charles Vildrac, Philippe Soupault, Jean Guéhenno, Jean Richard-Bloch. Toute l'extrême-gauche intellectuelle qui clame son horreur de la guerre — avec d'ailleurs beaucoup de talent, mais plus encore d'amertume et nihilisme.

**L'Information Sociale**, 22 novembre. — Charles Dulot. *La grande corruptrice.*

La grande corruptrice du régime, c'est la Presse. C'est par la tyrannie, je pourrais dire : par la terreur, que la « raiseuse de gloire » exerce sur les hommes publics (et plus particulièrement sur des ministres, timorés, se sachant mal préparés à leurs lourdes responsabilités), que s'expliquent la plupart des défaillances de l'autorité publique dans sa mission essentielle de gardienne vigilante de l'intérêt public.

Il n'y a pas que la presse. Il y a la haute finance, et M. Dulot dénonce le lien qui unissait le Crédit Lyonnais aux louches affaires Lévy :

Croyez-vous que c'est sans nécessité qu'un établissement de la puissance du Crédit Lyonnais emploie et met en avant un « sans-métier » (enrichi par des spéculations sur les sucres, qui ne sont ni plus ni moins qu'un vol au détriment du consommateur) pour amorcer une « opération de crédit » destinée à prélever d'abusifs bénéfices sur les besoins des collectivités : départements, villes ou communes ?

Le même n° de **l'Information Sociale** reproduit le texte intégral de l'audition de M. Prouvost, directeur de *Paris-Soir*, par la Commission d'enquête au sujet des recherches faites par ce journal sur l'affaire de conseiller Prince. Cela encore est très instructif...

**Études**, 20 novembre. — Louis Jalabert. *Lyautey l'Africain.*

**Écho de l'U. S. I. C.** — Novembre 1934. — Maurice Olivier. *Lettre à propos de la vente au-dessous des prix de revient.*

Très intéressante communication du Président de la Fédération des syndicats de la métallurgie, exposant son effort pour « relever les professions qui ne sont plus maîtresses de leurs prix ».

« Il est anormal, imprudent et néfaste de laisser travailler toute une profession au-dessous du prix de revient parce qu'un malfaiteur, un incapable ou un déséquilibré s'est glissé dans cette profession. »

Il faut pour cela « organiser la profession ».

« Le juste profit comme le juste salaire : voilà la vérité. L'un est d'ailleurs la conséquence de l'autre, et tout homme doit pouvoir gagner son pain à la sueur de son front, *même s'il est employeur.* »

# LES LETTRES ET LES ARTS

GERTRUDE VON LEFORT. *L'Année de l'Église.*

Voici la fin de ces poèmes aux résonances lointaines. Et c'est toute l'année liturgique que Gertrude von Lefort évoque : l'Avent, Noël et la Passion, Pâques. Et les implorantes litanies du Sacré-Cœur :

« Cœur maître du monde, Cœur vainqueur du monde, Cœur unique. »

DANIEL-ROPS. *Lettres étrangères.*

Pirandello, prix Nobel.

H. POURRAT. *Un petit bourgeois grand musicien.*

Emmanuel Chabrier.

HENRI GOUHIER. *Théâtre.*

*Le Chef,* tragédie politique en prose de H. Drieu La Rochelle.

*A travers les revues :* Une leçon de morale.

# L'ANNÉE DE L'ÉGLISE

## L'ANNÉE SAINTE

*Ta voix parle :*

Inclinez-vous, années, et arrêtez-vous, lunes ! Retirez vos chaussures, jours voyageurs !

Car l'Éternité parle à mon âme : Vois, il y a trop d'éphémère sur cette terre ; il y a trop d'adieux parmi les enfants des hommes !.

Tu dois m'ouvrir, comme on ouvre une porte ; tu dois faire sauter mes cachets blancs comme une mince cloison !

Car je suis près de toi comme un chuchotement : un mot d'amour suffit et je pénètre au dedans.

Une génuflexion, et je vous tiens prisonniers : prosternez-vous en tremblant, inconstantes créatures !

Vois, je veux descendre des cieux vers vous ; je veux devenir la parole de l'incréé, pauvrement voilée dans le Temps.

Je ne veux plus m'appeler Éternité, je veux entrer dans le son de vos cloches, on doit me sonner comme on sonne l'Angelus !

Je veux voyager à travers vos temps comme les grandes fêtes de la foi, je veux me lever sur les heures des peuples comme l'astre de Noël.

On doit m'appeler : Paix, Paix sur la Terre !

On doit me chanter des hymnes, comme on chante l'Alleluia !

On doit me bénir comme la lumière au matin de Pâques ;

On doit me célébrer avec allégresse comme l'année sainte du Seigneur !

## AVENT

### I

*Et ta voix parle :*

Replie tes ailes, âme, quitte ton lointain séjour, descends du ciel dans ta petite maison !

Martyre de la vie cachée, victime du Dieu obscur, sublime soupirante vers l'invisible !

Peut-on aussi marcher sans pas? Peut-on s'avancer dans l'air nu?

Peut-on aussi aimer dans le silence éternel?

Rappelle tes pieds, ton cœur, rappelle-les à la pauvre humanité !

Car vois, je vais avec allégresse à travers tes champs, je te précède avec une hâte joyeuse à travers l'automne brun !

Il y a des Anges en voyage, il y a des grandes étoiles en chemin vers cette terre.

Bercez, mères, bercez : à chacun de vos petits enfants apparaîtra leur lumière !

II

*Et ta voix parle :*

Chantez-le dans l'attente du matin, chantez-le doucement, doucement dans l'oreille ténébreuse du monde !

Chantez-le à genoux, chantez-le comme sous un voile, chantez-le, comme chantent les femmes qui espèrent :

Car celui qui est fort est devenu tendre, petit celui qui est immense, gracieux et humble le puissant et le sublime,

Il a une place dans la chambre d'une vierge : sur son sein sera son trône — pour le louer suffit une berceuse !

Vois, par dévotion les jours ne veulent plus se lever, et par crainte respectueuse les nuits de la terre sont devenues sombres :

Je veux allumer des lumières, ô âme, je veux allumer de la joie à tous les bouts de ton humanité :

Je vous salue, vous qui portez le Seigneur !

## NOEL

*Ta voix parle :*

Petit enfant venu de l'éternité, maintenant je veux chanter pour ta mère ! Ma chanson sera belle comme la neige dans la lumière du matin !

Réjouis-toi, Vierge Marie, Fille de ma Terre, Sœur de mon âme, réjouis-toi, Joie de ma joie !

Je suis un voyageur dans la nuit, mais tu es une maison sous les étoiles !

Je suis une coupe altérée, mais tu es une pleine mer du Seigneur !

Réjouis-toi, Vierge Marie : bienheureux je dis ceux qui te proclament bienheureuse ! Les enfants des hommes n'ont plus le droit de désespérer !

Je suis l'unique amour, à jamais je veux dire à tous : le Seigneur a exalté l'une de vous !

Réjouis-toi, Vierge Marie, Aile de ma Terre, Couronne de mon âme, réjouis-toi, Joie de ma joie :

Bienheureux je dis ceux qui te proclament bienheureuse !

## PASSION

### I

Ta voix parle à mon âme :

N'aie pas peur de mes vêtements d'or et ne t'effraie pas des rayons de mes bougies,

Car ce ne sont que des voiles de mon amour, ils ne sont tous que de tendres mains sur mon secret !

Je veux les retirer, âme pleurante, pour que tu reconnaisses que je ne te suis pas étrangère :

Comment une mère ne ressemblerait-elle pas à son enfant ?

Toutes tes douleurs sont en moi !

Je suis née de la souffrance, je suis éclose de cinq plaies saintes,

J'ai poussé sur l'arbre de l'opprobre, je me suis fortifiée au vin amer des larmes.

Je suis une rose blanche dans une coupe pleine de sang !

Je vis de la souffrance, je suis une force de la souffrance, je suis une gloire de la souffrance :

Viens à mon âme et sois-y chez toi !

## II

*Et ta voix parle :*

Je sais ton épouvante devant le bonheur, je sais ta pâleur devant les heures de pourpre,

Je sais ton horreur devant les coupes de l'abondance,

Je sais aussi ton tremblement devant l'âme de la bien-aimée !

Car ta profondeur est blessée par le bonheur : il pénètre en elle avec des mains froides,

Il éteint tous les rêves, il éteint ton désir comme un grand désespoir,

Il pèse sur tes sens comme la pierre d'un crime.

Il pèse sur ton âme comme l'odeur de mort d'herbes fanées.

Il t'enveloppe de la tête aux pieds dans la douleur, ainsi le bonheur même te protège contre le bonheur.

Alors toute ta souffrance devient éternelle.

## III

*Et ta voix parle :*

Je veux expliquer le secret de ta souffrance, ô tendre et ombrageuse bien-aimée, parente de mon âme :

C'est moi qui pleure dans tes profondeurs !

Mille ans et plus j'ai travaillé à te former, j'ai béni avec la croix tous tes pères et mères.

Tu m'as coûté douleurs et blessures, sous les épines j'ai détaché tes mains du monde.

Tu m'as coûté de la solitude, un obscur silence, beaucoup de vies humaines.

Tu m'as coûté du bien et du sang, tu m'as coûté la Terre sous mes pieds, tu m'as coûté tout un monde !

Tu es devenue fine, âme, tu es devenue comme un tissu de lin soyeux auquel on a longtemps filé :

Tu es comme un fil léger qui ne tient plus à rien.

Vois, tu t'envoles là-bas à travers les campagnes de la vie, tu t'envoles à travers tous les prés fleuris du monde,

Mais aucun d'entre eux ne te retiendra, sans patrie, âme voyageuse de ma souffrance !

## IV

*Et ta voix parle :*

Je veux chanter un Gloria que carillonnent les cloches de mes cathédrales :

Que toute la souffrance de la terre loue le Seigneur !

Qu'ils le louent les pauvres et les bannis, les déçus et les déshérités, et tous ceux qui ne seront jamais apaisés !

Que le louent le clair supplice de l'esprit et l'obscur supplice de la nature !

Et le saint supplice de l'amour !

Et la solitude de l'âme, et la captivité de l'âme !

Et la douleur de la faute, et la douleur de l'oubli et l'amère douleur de la mort !

Vois, je retire tout ornement de mes autels, le lin doit défleurir comme les aimables prairies !

Et toutes les images doivent être voilées !

Je vais éteindre ma dernière consolation : je vais emporter le corps de mon Seigneur, pour que mon âme devienne nuit tout entière,

Car la souffrance de la terre est devenue bienheureuse, parce qu'elle a été aimée :

Regarde le bois de la croix où a été suspendu le salut du monde !

V

*Et ta voix parle :*

Je retire mes chaussures, je dépouille ce qu'il y a en moi de périssable et je pénètre dans un pays sans limites :

Jaillissez, fontaines obscures de ma vie !

Volez vers mes nuits, noirs oiseaux de la faute, fondez sur moi les ailes déployées :

Je veux entrer dans ma plus profonde souffrance pour y trouver mon Dieu !

Car la souffrance dans le monde est grande, elle est puissante et infinie.

L'amour éternel sur lequel se brisent le ciel et la terre, elle en a supporté le poids !

Dieu saint, Dieu fort, Dieu infini,

Dieu au-dessous de mes péchés, Dieu au-dessous de ma faiblesse, Dieu au-dessous de ma mort :

Je couche mes lèvres sur tes plaies, je couche mon âme sur ta croix !

## PAQUES

Et j'entendis du fond de la nuit une voix, profonde comme la respiration du monde, qui criait : « Qui veut porter la couronne du Sauveur? »

Et l'amour qui est en moi dit : « Seigneur, je veux la porter. »

Et je pris la couronne dans mes mains, je me piquai à l'épine noire et mon sang coula sur mes doigts.

Mais la voix cria une seconde fois : « Il faut que tu portes la couronne sur la tête. »

Et l'amour qui est en moi répondit : « Oui, je veux la porter. »

Et je mis la couronne sur mon front, soudain une lumière en sortit, qui était blanche comme l'eau des montagnes.

Et la voix cria : « Vois, l'épine noire a fleuri! »

Et la lumière coula de mon front et devint large comme un fleuve et gagna mes pieds.

Et je criai plein d'effroi : « Seigneur, où voulez-vous que je porte la couronne? »

Et la voix répondit : « Tu dois la porter dans la vie éternelle. »

Alors je dis : « Seigneur, c'est une couronne de souffrance, laissez-moi mourir avec elle! »

Mais la voix reprit : « Ne sais-tu pas que la souffrance est immortelle? J'ai transfiguré l'infini : Le Christ est ressuscité! »

Alors la lumière me ravit.

## APRÈS L'ASCENSION

### I

Qui touchera tes cordes, harpe dorée de mon âme? Qui éveillera de nouveau ta joie, fiancée abandonnée?

J'ai parcouru beaucoup de pays, mais partout il n'y a encore que des champs et des prairies, partout il n'y a encore que de mornes créatures!

Les branches des arbres pendent sur mes yeux et leur épais feuillage assombrit mon espoir —

Belle, verte prison de la nature, comment peux-tu m'angoisser ainsi!

Chaque nuit je pleure mes douleurs, mais elles ne sont aussi que des fontaines qui coulent sur la terre!

Je laisse mes prières monter comme des oiseaux, mais aucun ne revient me porter une réponse!

Seigneur, où trouverai-je vos rivages?

## II

Et ta voix parle à mon âme : De quoi te plains-tu ? Tes prières ont pénétré dans les mers de la miséricorde, c'est pour cela qu'elles ne reviennent pas, elles reposent profondément dans le sein de la grâce, c'est pour cela qu'elles ne rentrent pas chez toi !

Je suis une résonance dans la montagne, une lumière sous les fleurs, une recherche sous les tiges de soie des herbes !

Je suis une prière dans la campagne, un son de cloche dans les airs, un agenouillement sur toutes les prairies onduleuses !

Vois, je bénis tes champs et tes prés, j'ouvre mes mains comme éclatent les bourgeons,

J'ouvre mon cœur comme le sein de la terre : en bénissant je me bénis moi-même avec l'espérance !

## PENTECOTE

*Ta voix parle :*

Joie est mon nom et allégresse mon visage : je suis comme une campagne au printemps parmi les couronnes de l'aurore !

Je suis comme un délicieux son de chalumeau sur les collines !

Écoutez-moi, riches vallées, écoutez-moi, prairies foisonnantes, et vous, forêts chantantes, forêts heureuses !

Car je ne suis plus seul sous votre magnificence, je suis devenue votre sœur et votre parente : salue-moi, ma gracieuse image, Terre, que le Seigneur emplit !

C'est encore être loin que d'être près, la grâce est encore un acheminement. Le Seigneur est en moi comme un mien éternel !

Il est venu sur moi, comme le bouton vient sur le bouquet, il s'est épanoui en moi comme des roses sur la haie !

Je fleuris dans l'églantine rouge de son amour, je fleuris par toutes mes branches dans la pourpre de ses dons !

Je fleuris avec des langues de feu, je fleuris avec des œuvres flamboyantes : je fleuris par le saint Esprit du Seigneur !

## FÊTE-DIEU

*Ta voix parle :*

Les bannières du Roi flottent : je dévoile le mystère éternel !

Avec quelle douceur la lumière caresse mes mains, avec quelles délices elle descend peu à peu !

L'amour ne se cache qu'avec encore de l'amour : dans la monstrance d'or je le porte à travers l'or des champs !

Je sais beaucoup de paroles, ô hommes, mais aujourd'hui il faut vous agenouiller —

Vos genoux sont vos ailes !

## TE DEUM

*Ta voix parle :*

Grand Dieu de ma vie, je veux chanter tes louanges sur les trois rivages de ton unique lumière !

Je veux que mon cantique fasse un bond dans la mer de ta magnificence : je veux pousser des cris d'allégresse dans les vagues de ta force !

Dieu d'or de tes étoiles, Dieu mugissant de tes tempêtes, Dieu flamboyant de tes montagnes qui crachent le feu,

Dieu de tes fleuves et de tes mers, Dieu de tous tes animaux, Dieu de tes épis et de tes roses sauvages ;

Je te remercie de ce que tu nous aies éveillés, Seigneur, je te remercie jusqu'aux chœurs de tes Anges,

Sois loué pour tout ce qui vit ici-bas !

O Dieu de ton Fils, grand Dieu de ton éternelle miséricorde, grand Dieu de tes hommes égarés,

Dieu de tous ceux qui souffrent ici-bas, Dieu de tous ceux qui meurent, Dieu fraternel sur notre sombre trace :

Je te remercie de nous avoir sauvés, Seigneur, je te remercie jusqu'aux chœurs de tes Anges,

Sois loué pour notre béatitude !

Dieu mouvant de ton Esprit, qui va du Père au Fils dans la profonde marée de ton amour,

Et dont le flot descend en mugissant jusqu'à mon âme,

Toi qui souffles à travers tous mes espaces, qui embrases tous mes cœurs,

Saint Créateur de tes nouvelles terres :

Je te remercie de ce que je te remercie, Seigneur, je te remercie jusqu'aux chœurs de tes Anges :

Dieu de mes psaumes, Dieu de mes harpes, grand Dieu de mes orgues et de mes trompettes,

Je veux chanter tes louanges sur les trois rivages de ton unique lumière !

Je veux que mon cantique saute dans la mer de ta magnificence : je veux exulter dans les vagues de ta force !

# LITANIES POUR LA FÊTE DU SACRÉ-CŒUR

*Ta voix parle :*

Maintenant ma prière va chanter l'ardeur de l'âme, comme on chante de grandes litanies,

Je vais entonner le cantique de louanges que l'on ne psalmodie pas, mais que l'on aime !

Saint Cœur, divin Cœur, Cœur tout-puissant,

Purpurin mystère de toutes choses :

Sois aimé, Amour, éternel Amour, sois éternellement aimé !

Foyer au milieu de ce monde sombre et glacial :

Sois aimé, Amour !

Ombre de flammes sur toutes les fausses lumières de ce monde :

Sois aimé, Amour !

Signe brûlant parmi tout le faux repos de ce monde :

Cœur solitaire, Cœur flamboyant, Cœur inextinguible :

Sois aimé, éternel Amour !

Cœur, profond comme les nuits, qui n'ont plus de visage :

Sois aimé !

Cœur, fort comme les vagues, qui n'ont plus de rivage :

Sois aimé !

Cœur, doux comme les petits enfants qui n'ont encore aucune amertume :

Sois éternellement aimé !

Rose des plate-bandes de l'invisible,

Rose de la coupe de l'humble Vierge,

Buisson de roses qui couvre de son ombre le ciel et la terre :

Sois aimé, éternel Amour !

Cœur royal dans le manteau ruisselant de ton sang :

Sois aimé, Amour !

Cœur fraternel dans la dérision sauvage de la couronne d'épines :

Sois aimé, Amour !

Cœur qui te brises dans la parure figée de tes mortelles blessures ;

Cœur détrôné, Cœur trahi, Cœur cruellement martyrisé :

Sois aimé, Amour, éternel Amour, sois éternellement aimé !

Cœur qui fais s'agenouiller les violents :

Nous implorons ton amour !

Cœur qui fais trouver leurs larmes aux cœurs les plus froids :

Nous implorons ton amour !

Cœur où même les voleurs et les assassins trouvent le pardon,

Grand Cœur, gracieux Cœur, glorieux Cœur :

Nous implorons ton amour !

Épine rouge de notre joie,

Épine douloureuse de notre repentir,

Beau crépuscule de notre propre couchant :

Nous implorons ton amour !

Linge écarlate devant lequel le péché devient pâle comme la mort :

Nous implorons ton amour !

Source couleur de rubis vers laquelle soupirent toutes les âmes assoiffées :

Nous implorons ton amour !

Silencieux voisin chez lequel se rencontrent les amis séparés :

Nous implorons ton amour !

Veilleuse des affligés,

Phare des persécutés et des calomniés,

Espace mystérieux où les morts débonnaires peuvent encore respirer :

Cœur qui sait tout, Cœur qui juge tout, Cœur en dernier ressort :

Nous implorons ton amour !

Cœur qui nous prend tous sur son cœur,

Cœur qui nous atteint tous au milieu du cœur,

Cœur qui brise en nous l'orgueil de notre cœur :

Nous implorons ton amour !

Cœur par lequel le peuple devient grand :

Nous implorons ton amour !

Cœur par lequel le peuple devient *un* :

Nous implorons ton amour !

Cœur par lequel le peuple devient *tien* :

Nous nous consacrons à ton amour !

Cœur débordant, Cœur flamboyant, Cœur bouillant :

Sois aimé, Amour, éternel Amour, sois éternellement aimé !

Pour que ton jour s'allume :

Nous te consacrons notre amour !

Pour que ton jour allume tous nos cœurs :

Nous te consacrons notre amour !

Pour que ton jour consume tous nos cœurs dans ton cœur :

Nous te consacrons notre amour !

Cœur puissant, Cœur auquel on n'échappe pas, Cœur dévorateur —

Feu ! Feu ! Les ailes des anges brûlent ! Les épées des chérubins brûlent !

Les astres du ciel brûlent, les profondeurs de la terre brûlent : les pierreries et les étoiles flamboient !

Le désir de toutes les créatures brûle ! L'esprit brûle dans l'obscurité des sommets humains !

L'amour prend tout, à l'amour aboutit tout : Saint, saint, saint, frémissez, flammes des séraphins !

Cœur d'où le Ciel prend sa gloire,

Cœur d'où les soleils et les étoiles prennent leur commencement et leur fin,

Cœur d'où les esprits bienheureux prennent leur béatitude,

Cœur maître du monde, Cœur vainqueur du monde, Cœur unique :

Amen. Amen. Qu'il éclate au milieu des flammes le jour de ton amour éternel.

## VIGILE DE L'ASSOMPTION

*Ta voix parle :*

L'Ange du Seigneur salua Marie et elle reçut l'appel de l'amour éternel.

Exulte, âme de Marie : les messagers célestes sont arrivés !

Ils sont venus chercher le berceau où a reposé ton enfant divin !

Maintenant blottis-toi toi-même sous le cœur d'où sa vie a pris naissance,

Glisse-toi profondément dans l'enveloppe qui le cachait si tendrement !

Exulte, âme de Marie, exulte dans le berceau du Très-Haut !

Comment cela t'arrivera-t-il, Pure-comme-la-neige? Il faut que tu partes vers le ciel.

## LA FÊTE DU CHRIST-ROI

### I

Le chant du Roi commence par l'amour, écoutez la prière de la Fiancée.

Éveille-toi, monde, car la Toute-Belle élève la voix ! Lève-toi de ta couche, car elle proclame ton bonheur —

Pourquoi êtes-vous soudain si silencieux, hommes bruyants, pourquoi êtes-vous si indolents, hommes affairés ?

J'entends les clameurs de votre renommée dans toutes les rues, vous vous pavanez sur toutes les mers et vous triomphez sur tous les sommets :

Ne voulez-vous pas saluer la Fiancée du Très-Haut ?

En vérité, qui voit son visage aperçoit le Roi !

## II

Il faut chanter le cantique d'amour de la Fiancée devant tous les habitants de la terre : sur son front repose le baiser du Roi.

Son âme est ravie dans la magnificence du Très-Haut.

Son corps est le secret de l'amour qu'Il lui porte.

Il orne ses mains avec sa grâce qui déborde toutes nos limites.

Il orne sa tête d'une étoile d'espérance qui éclaire jusqu'au delà de la tombe.

Demandez pour elle et il lui fera présent de la paix des peuples, il lui donnera tout pouvoir sur les portes du Ciel !

Il lui fera don des âmes qu'il domine et aussi des âmes égarées pour qu'elle les sauve.

C'est lui qui donne de la force à ses paroles et du poids à son silence ;

Il est isolé quand on la délaisse, et glorifié quand on l'honore :

Il faut chanter le cantique de la Fiancée devant tous les habitants de la terre ; il faut élever la Fiancée sur le trône de l'âme !

Le chant du Roi finit avec l'amour qui est la couronne des élus éternels.

GERTRUDE VON LEFORT.

# NOTES ET RÉFLEXIONS

## Pirandello, prix Nobel

Il est assurément hors de conteste que le prix Nobel, décerné il y a peu à Luigi Pirandello, couronne l'œuvre d'un bon ouvrier des Lettres, d'un de ceux qui ont été au premier plan de l'actualité, dans les environs de 1923-1926. Évidemment le temps n'est plus où trois ou quatre théâtres parisiens jouaient à la fois ses pièces, où la représentation des *Six personnages en quête d'auteur* faisait figure d'événement. Dans un certain sens, Luigi Pirandello a été victime de la réaction qui s'est manifestée il y a trois ou quatre ans, contre les abus de la dispersion psychologique et d'une « inquiétude » entendue de façon plus psychiatrique que religieuse. On dit même que, dans son propre pays, il est loin d'être l'homme chéri du fascisme, envers qui il s'est montré assez réservé (encore qu'il soit membre de l'Académie italienne) : son esthétique ne correspond assurément plus guère à la doctrine qui soutient l'effort des chemises noires. Mais, pour sérieuses que soient les réserves qu'on puisse faire sur cette œuvre, on ne saurait en nier l'importance intrinsèque.

Né en Sicile, en Girgenti, en 1867, longtemps professeur de littérature à l'Ecole Normale de jeunes filles de Rome, Pirandello, travailleur infatigable, a publié environ une dizaine de romans, près de quarante pièces et environ cinq cents nouvelles. Sa production (dont une bonne par-

tie a été traduite en français aux éditions de la N. R. F. par les soins éclairés de M. Benjamin Crémieux) est donc considérable. Mais il est assez simple de s'y retrouver parce qu'elle est dominée par plusieurs grands thèmes psychologiques.

On a discuté de savoir s'il s'agissait là d'un véritable « théâtre d'idées ». Il y aurait plutôt lieu d'écrire : « théâtre qui cherche à faire penser » ; car on ne saurait nier que Luigi Pirandello possède des qualités tout à fait rares de création dramatique et que peu d'auteurs ont, à un si haut degré, le don de saisir des personnages, de les faire vivre, de les laisser dans une liberté quasi absolue. Certaines scènes sont de tout premier ordre. Mais il n'empêche que chaque pièce est construite sur un schéma psychologique très déterminé, sur un *a priori*, facile à déceler et qui leur donne toujours, un peu plus ou un peu moins, une allure de démonstration. Le *pirandellisme* existe : c'est un fait, et M. Adriano Tilgher, l'érudit et pertinent critique italien, a su en analyser les fondements dans ses remarquables *Studi sul teatro contemporaneo*.

Le premier des thèmes pirandelliens est assez banal. Il a beaucoup été utilisé — et en dehors de Pirandello... — il y a dix ans. Il enferme certes une grande vérité humaine, mais il exige d'être placé sur son plan. C'est ce qu'on peut appeler le thème de l'*ignorance essentielle*. L'homme s'ignore lui-même. Il peut abriter en son sein des monstres inconnus, des vertus insoupçonnées...

« Nous ne connaissons qu'une partie de nous-même, écrit Pirandello, et peut-être la plus petite. Bobbio avait coutume de dire que ce qu'on appelle la conscience ressemble au disque d'eau qui se montre à l'orifice d'un puits. Il entendait sans doute qu'au-delà de l'horizon de la mémoire, il y a encore une foule de faits et de perceptions qui échappent à notre conscience présente, et que le *nous* réel et vivant, ce n'est pas seulement le *nous* que nous sommes aujourd'hui, mais celui que nous avons été, si bien que nous continuons de sentir et de penser avec des

sentiments et des idées depuis longtemps oubliés, obscurcis, éteints, lesquels, à l'occasion d'une sensation subite, d'une saveur, d'une couleur, d'un son, peuvent toujours ressusciter, et montrer en nous la persistance d'un autre être insoupçonné. »

Ce thème est devenu courant. Il a été utilisé, de diverses manières, par Proust, par Freud, et par tout ce que la littérature a compté — ou presque — depuis quelque cinquante ans. C'est *l'homme du souterrain* de Dostoïevski, le *Lafcadio* de Gide et maints autres héros...

L'autre thème est plus spécialement pirandellien. C'est celui de la *construction*. Pour échapper aux inextricables complexités dans lesquelles l'enferme sa polyvalence interne, l'être se construit, dit Pirandello. Il n'oppose aux autres que des masques.

« Nous nous construisons, dit Baldovino dans la *Volupté de l'honneur*. Je m'explique. J'entre ici et je deviens immédiatement celui que je dois être, que je peux être — je me construis, — c'est-à-dire je me présente à vous sous une forme adaptée aux relations que je dois lier avec vous. Et vous faites la même chose, vous qui me recevez. Mais au fond, à l'intérieur de nos constructions mises face à face, derrière les persiennes et les volets, restent bien cachées nos pensées les plus secrètes et nos sentiments les plus intimes... »

Ici encore, notion commune — à laquelle, par exemple, M. Édouard Estaunié a donné de belles affabulations, — mais complétée chez Pirandello par celle-ci que chaque construction, étant une limitation des autres, porte en elle son châtiment, qui est de ne pas pouvoir être différente. « Toute forme est une mort. » Les personnages de Pirandello, hantés par la certitude que chacune de leurs postulations tue des possibilités différentes, n'ont plus, dès lors, qu'une ressource : qui est de se lancer dans une sorte de fuite éperdue, de multiplier leurs masques. Et, ce faisant, ils retrouvent cette multiplicité d'êtres contradictoires dont, par ailleurs, Pirandello nous a affirmé l'existence.

D'où l'impression de fluidité, de mouvance et presque de désordre dont le théâtre pirandellien nous offre l'exemple. Ses mises en scène même, souvent si cocasses, aident à la suggérer. Les pièces les plus célèbres du dramaturge sicilien ont pour support cette théorie. *Six personnages en quête d'auteur* : le drame se joue entre des héros sortis de l'imagination d'un écrivain, qui n'ont aucune autre réalité que d'être un des aspects, un des masques de leur créateur. *Chacun sa vérité* ou *Comme ci* (*ou comme ça*) nous montrent des personnages complètement soumis à ce désir de « construction », qui n'ont pas de réalité en dehors de celle que leur impose le reflet d'autrui. *Henri IV* prend le cas-limite : celui du fou, en qui la « construction » a fini par oblitérer toute possibilité logique.

On ne saurait nier que l'extraordinaire talent de Pirandello n'aboutisse à donner de la vie à ces fantômes ; mais, il faut aussi l'avouer, — comme quelqu'un qui, il y a dix ans, lisait et écoutait tout cela avec passion —, cette œuvre, relue aujourd'hui, laisse singulièrement insatisfait. Je ne dis pas que le talent en apparaisse moins grand, la maîtrise moins évidente, mais je me demande si, en fin de compte, il ne s'agit pas là, uniquement, de maîtrise littéraire et de talent.

Il n'est pas très utile d'insister sur ce que, d'un point de vue éthique, le pirandellisme a de malsain et d'injustifiable. Il est trop certain qu'une certaine façon d'accepter *toutes* les postulations de l'être, de définir toutes les volontés comme des attitudes mensongères, aboutit à nier tout sentiment de responsabilité. Quand une civilisation *explique* et *comprend* tout, elle est mûre pour tous les abandons. Il y a, en chacun de nous, c'est certain, tous les monstres. « Tu sais que je cache en moi une horrible bête », dit encore un personnage pirandellien. Nous ne l'ignorons pas, depuis saint Paul et saint Augustin. Toute la question est de savoir si les postulations différentes ont également le droit de se manifester, d'arriver jusqu'à la lumière. Si oui, c'est M. André Gide qui a raison : de ce

point de vue il n'y a aucune raison de refréner un instinct, de lui refuser droit de vie. Et un criminel aura toujours pour lui une excuse s'il affirme que l'être qui a commis le crime n'est pas identifiable à l'homme qui l'a précédé, à celui qui l'a suivi.

Cette remarque, qui vaut d'ailleurs beaucoup plus encore contre le Freudisme, est d'importance. Doit-on en conclure que le dramaturge, le romancier n'ont pas le droit de faire appel à ces oppositions intérieures? En ce cas, il n'y aurait plus guère de littérature du tout et nul n'y gagnerait rien. Et enfin un Dostoïevski a construit maints de ses livres sur les thèmes mêmes qui sont ceux de Pirandello — ou presque. Quelle est donc la différence? Elle est essentielle.

Chez un personnage de Dostoïevski — dans les *Mémoires écrits dans un Souterrain* par exemple —, les diverses postulations de l'être ne sont pas à égalité. Pour employer une comparaison empruntée à la physique électrique, elles n'ont pas le même pôle. Les unes sont de sens négatif, d'autres de sens positif. Les unes tendent au bien, à la vie, les autres au mal et à la mort. Ici, comme partout, la notion chrétienne du bien et du mal constitue la règle d'or. Quand un héros, alors, commet un crime, il satisfait bien à une de ces volontés contradictoires que Pirandello discerne : mais, ce faisant, il a le sentiment de se nier soi-même, de porter atteinte à un irréductible, qui n'est pas une de ces postulations, mais leur lieu central, leur essence. Quand, au contraire, un héros de Pirandello laisse deux de ses « constructions » entrer en conflit, rien de ce qui engage l'être essentiel n'est véritablement en jeu. Pirandello a eu, à plusieurs reprises, le sentiment de la misère profonde de l'homme :

« Si l'homme peut comprendre et concevoir son infime petitesse, qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire qu'il comprend et conçoit l'infinie grandeur de l'univers ! » Sans doute, mais cela ne suffit pas. *La guerre cruelle* entre *deux hommes en moi*, dont nous a parlé Racine, n'est pas

seulement due à l'opposition entre les deux faces équivalentes d'un Janus. Elle a une autre cause :

> Je ne fais pas le bien que j'aime,
> Et je fais le mal que je hais.

La misère de l'homme est celle-là : d'entrevoir une lumière et d'être sans cesse attiré vers la nuit.

Chez Pirandello il n'y a pour ainsi dire aucune trace du drame du bien et du mal. Tout se situe sur un plan d'une égalité : les plus grands des drames, pour lui, se ramènent à une partie d'échecs, menée d'ailleurs avec maestria. Et il en arrive à situer ces drames même à ces frontières de la réalité, du rêve, de la raison et de la folie, où nous avons trop le sentiment que l'auteur s'est donné des gants faciles pour que nous acceptions de nous engager à la suite de ses personnages.

Car, à une telle dispersion de la personnalité, la littérature perd autant que la morale. Pour qu'il y ait tragique, dans une œuvre littéraire, il faut qu'il y ait résistance. L'homme qui se rend compte de sa multiplicité foncière, suscite en lui un état de conflit, intéressant à coup sûr, s'il existe cet irréductible dont nous parlions, qui juge et qui arbitre, s'il y a *conscience*, dans tous les sens du terme. Quand on a pris soin de dissocier l'être totalement, de nous montrer que toutes les possibilités sont équivalentes, les éléments de conflit disparaissent. La conscience du spectateur ou du lecteur peut assister en spectatrice amusée à la fantasmagorie de ce kaléidoscope sentimental : elle ne s'engage pas, elle n'est pas prise. Le conflit tragique, dans ce cas, où se situera-t-il? Entre des êtres qui sont l'un de l'autre le reflet, simples apparences d'une impensable réalité? Incommunicables par surcroît, puisque la vérité de l'un échappe à la fois à l'autre et à soi-même. Entre l'individu et une société qui n'a pas d'autres fonctions que de contraindre par sa *censure* (pour employer un terme freudien) l'être à se masquer sans cesse? Le tragique est terriblement absent des tragédies

de Pirandello... et, à relire aujourd'hui ses chefs-d'œuvre, on ne peut s'empêcher d'y voir surtout des chefs-d'œuvre de dialectique.

Il est probable que l'agnosticisme radical est la pire des positions intellectuelles où puisse se placer un créateur, romancier ou dramaturge. Le lecteur ne s'engagera dans le drame que s'il pressent que l'auteur est lui-même engagé. Luigi Pirandello l'a très bien senti, et à partir de *La vie que je t'ai donnée* son œuvre a essayé d'évoluer dans un sens quelque peu différent, mais, comme l'a noté Gabriel Marcel, « c'est en se reniant en quelque sorte lui-même et en marquant d'un trait décisif les limites de son propre subjectivisme » qu'il a pu modifier son orientation. Pirandello demeure le père du pirandellisme; comme toutes les simplifications de ce genre, celle-là est abusive. Il n'en reste pas moins que cette œuvre, attachante, faite de main d'ouvrier, constitue un très curieux témoignage, un des plus significatifs peut-être qui aient été portés sur l'homme de notre temps.

DANIEL-ROPS.

## Un petit bourgeois grand musicien

C'est Emmanuel Chabrier, et quel drôle de corps! Il écrivait les choses comme elles lui venaient; or, elles lui venaient tout droit, avec une fougue, une verdeur, une vigueur, une couleur qui ont sauté de sa plume sur son papier à lettres. Aujourd'hui encore ces lignes s'arrachent de la page, parlent comme avec une voix, et l'on en est tout échauffé. Il s'emballe, aussi bien devant de vieux châtaigniers, énormes, troués, vénérables à merveille, que devant les folles danses des Andalouses aux cils frisés, et il est fou, alors, lui aussi, fou de pétulance, d'admiration et de joie. Du reste il s'em-

balle toujours, mais sur fond de sens solide et de vertus bourgeoises.

Le voici annonçant à sa vieille bonne auvergnate qu'il ne sortira pas le 1er mai (c'était en 1890) :

Les cohues et moi ça fait deux; puis je n'ai pas à réclamer huit heures de travail, puisque j'en travaille dix, onze et quelquefois douze. Et puis je voudrais bien qu'on se fichât généralement la paix; ceux qui crient me font un peu l'effet d'être des empêcheurs de travailler en rond et ce ne sont pas ceux-là qui s'échineront ni huit, ni six, ni quatre, ni deux heures. A côté d'un grand nombre assurément qui sont de très bonne foi, de très braves gens et réclament de très justes choses, il y en a des flopées qui ne demandent au fond qu'à regarder trimer les autres, et à gouaper fortement avec leur argent. Ce n'est ni toi, ni moi, ni eux, ni personne qui résoudra ces longues et ténébreuses questions, mais il est essentiel de s'en préoccuper et d'arriver à la plus grande somme de bien-être pour tous. Ce qui m'embête là-dedans, c'est le chahut qui n'a jamais servi à rien. Enfin, si on se cogne, je tâcherai de travailler pendant ce temps-là.

Considérations sans génie d'un brave homme. Mais le brave homme avait du génie. Il faut lire ses étonnantes lettres. Elles semblent en leur vive nature aussi telles quelles qu'une conversation de café ou de salle à manger : seulement, de temps à autre, une phrase révélatrice.

Joseph Desaymard a classé et présenté cette correspondance, en faisant porter les lumières là où il le fallait, contant les anecdotes, croquant les gens de l'entourage, marquant les événements et les étapes, analysant en critique délié et sûr l'œuvre de Chabrier. Il trace d'un trait qu'on sent juste à souhait la courbe même d'une vie. Là-dessus, les pages directes de la correspondance font chair. Voilà bien *Emmanuel Chabrier d'après ses lettres* (Fernand Roches, éditeur) : inoubliable, un homme qui sort des pages d'un livre, un petit bourgeois des années 1875-1890. Toute une époque, toute une vie sont là, non pas peintes, mais présentes, dans ces missives de grosse verve, que l'accent, le jeté, le bouillonnement et souvent la couleur, sauvent de la vulgarité. La vie est là, un homme est là, bourgeois comme on ne sait

plus l'être, mais de la plus touchante façon ; un homme tout bon, tout naïf. Et cet homme, avec des victoires et des défaites, fut un artiste. Il a eu l'honnêteté, la gaieté, la bonté, l'amitié ; et, soutenant tout, la vaillance. Il a eu, ce qui l'a fait grand, et l'amour du travail, et la passion de la musique, la passion de la vie et de la naïveté dans la musique.

Chabrier a su rire, aimer, travailler, toujours de l'avant ; il a su, pour tout dire, avoir du cœur, et de ce cœur il a fait son génie. Au demeurant aussi père de famille et cœur simple que pas un. Voici comment il écrit à sa femme à la veille de la première communion de son second fils :

Embrasse bien les petits loups pour moi et particulièrement le louveteau qui accomplit demain un acte caractéristique et plein de douceur. Recommande-lui de demander à Celui qu'il invoque de nous protéger tous, nous qui cherchons à faire de notre mieux et qui ne sommes pas des méchants ; dis-lui de demander pour la maman la bonne vue et la santé, des bulletins propres pour le grand frère, et pour le pauvre père beaucoup d'inspiration et un peu d'argent. Ça fait pas mal d'affaires, tout ça, et le bon Dieu est toujours très occupé, mais les jours de première communion je suis certain qu'il dresse spécialement ses oreilles divines pour écouter les petits enfants épris du ciel et frisés pour la circonstance, et que finalement il doit être très doux, très coulant, très accessible ; et les petits enfants, c'est si roublard ! J'espère énormément.

Pauvre gros garçon, trop bouillonnant, qui, la tête perdue, dut renoncer, laisser là son œuvre. « J'espère énormément. » Toute espérance humaine, en fin finale, se réduit à rien, puisqu'il y a la mort. Mais on peut penser qu'il s'en doutait, et que, vaincu par la vie, il s'est endormi pourtant dans l'espérance.

Henri Pourrat.

# THÉATRE

Dans un récent numéro de la *Nouvelle revue française* Albert Thibaudet constatait l'absence de la comédie politique dans le répertoire contemporain. M. Drieu La Rochelle est trop angoissé pour tirer de notre monde une comédie, si dramatique soit-elle : *Le Chef* est une tragédie politique en prose, et ce retour à Corneille a aujourd'hui une émouvante gravité.

Écrivons tout de suite ce qu'il est trop facile de dire en quittant le *Théâtre des Mathurins*. M. Drieu La Rochelle n'a aucun tempérament dramatique. Dans ses plus mauvaises pièces un Bernstein reste un homme de théâtre ; l'auteur de *Mesure de la France* peut écrire une très belle œuvre dialoguée : ce n'est qu'un roman animé. Il serait vain de lui reprocher son éloquence ou la longueur des tirades ou les discussions idéologiques ou des invraisemblances : le vrai théâtre supporte tout. Mais M. Drieu La Rochelle est comme un sculpteur qui poserait son ciseau et prendrait un pinceau : sa main peint la toile, et son imagination modèle des bas-reliefs.

Ceci dit, l'échec du *Chef* ne fait pas honneur au public. D'abord M. Georges Pitoëff avait corrigé l'insuffisance théâtrale de la pièce par une mise en scène profondément dramatique. La salle du « parti » vide puis remplie, le sommet de la montagne où se dresse la statue d'Alexandre, sont d'inoubliables tableaux. Mais ce qui est le plus pénible dans cet échec, c'est le refus de reconnaître la valeur poétique et humaine d'une œuvre d'une exceptionnelle qualité.

Le drame se déroule en Macédoine, devenue à nouveau

une nation dans une Europe imaginaire et une patrie qui se souvient d'Alexandre. Jean se révèle « *chef* » à la guerre ; il a formé, au sein de l'armée, une brigade indépendante, qui a ses propres lois, ses habitudes, son code et sa légende. Comment et pourquoi Jean déserte-t-il brutalement? Comment retrouve-t-il le chemin de Pella, capitale de la Macédoine, avec une étonnante facilité? Peu importe. Après la paix, nous le voyons grouper les anciens combattants et une fois encore éprouver ses dons mystérieux de chef. Ceci le conduit à faire la Révolution, à devenir *le* Chef, à écraser les purs révolutionnaires, ceux qui ne reconnaissent jamais la révolution de leur espérance le lendemain du grand soir. Alliance avec les bourgeois, compromission avec les puissances d'argent, complicité des politiciens intrigants, Jean a tout accepté pour être *le* Chef ou plutôt parce qu'il est *le* Chef : il y perd son seul ami.

On ne peut pas écarter le souvenir du *Dictateur* de M. Jules Romains. Pourtant les deux pièces sont absolument différentes. Le poète unanimiste avait choisi un certain dictateur, le tribun socialiste qui se trouve brusquement appelé à tenir les leviers de commande et découvre l'autre côté de la barricade ; l'œuvre avait pour centre un caractère et le problème de l'autorité. *Le chef* a pour centre l'inquiétude d'un monde qui veut changer sans savoir où aller. Jean est l'homme qui constate la faillite du capitalisme, du socialisme, de la démocratie parlementaire ; il dénonce toutes les tyrannies et aux foules qui l'écoutent il déclare simplement : « Tout nous a claqué dans les mains, la banque et le socialisme... Nous brouillerons toutes les cartes parce qu'elles sont toutes truquées. » Nous ne savons pas ce que nous voulons faire, mais nous savons que nous voulons faire quelque chose ; unissons-nous, marchons, et notre vie prendra une signification.

Cette absence de précision dans le programme de Jean a peut-être contribué à donner au personnage son appa-

rence abstraite : c'est pourtant ce qui en fait un être bien vivant. L'incertitude est la réalité humaine la plus profonde de notre temps, même lorsqu'elle se cache sous des affirmations brutales. Jean est l'ancien combattant qui a senti que la guerre signifiait l'écroulement d'un monde; il ose dire aux hommes qu'ils ont besoin d'une foi; en attendant mieux, il leur offre la foi au Chef.

Y croit-il lui-même? Il veut y croire. On s'est demandé où était le drame. La réussite des chemises noires nous intéresse assez peu; les personnages qui entourent Jean sont inconsistants; ne parlons pas de silhouettes volontairement conventionnelles comme le chef de la ligue bourgeoise, gras et ventripotent; le politicien intrigant qui s'attache à l'ombre du dictateur est bien usé et même Michel, le Caliban fidèle qui préserve dans la Révolution l'esprit de Guéhenno, est-ce un caractère complètement dessiné? Quant au seul personnage féminin de la pièce, son principal mérite est de donner un rôle à Mme Pitoëff. Le drame n'est pas entre Jean et tel ou tel : il est dans l'âme du Chef obligé de se présenter comme une fin tandis qu'il sent confusément qu'un vrai chef est un moyen. Son pessimisme n'a pas d'autre source.

Jean n'est et ne sera jamais heureux; il juge les hommes avec une pitié désespérée; l'autorité ne lui donne pas la joie : le souvenir d'Alexandre n'est qu'un divertissement.

*Le Chef* est une pièce où il n'y a qu'un personnage et quelques comparses, mais ce personnage est une des plus puissantes évocations de l'âme contemporaine : une vitalité intense aux bords d'un grand vide.

Henri Gouhier.

# A TRAVERS LES REVUES

## Une leçon de morale

C'est **Monde** qui la donne, et fort à propos : Gérard Walker traite dans le n° du 2 novembre du *Roman policier*.

Le roman policier est un genre littéraire qui semble former aujourd'hui, dans la république des Lettres, une sorte d'État autonome. Il se développe selon ses lois particulières, il a ses auteurs propres, ses lecteurs permanents qui lui restent immuablement attachés, il ne dépend en aucune sorte de la critique littéraire qui professe à son égard une réserve hautaine et quelque peu dédaigneuse. Bref, le roman policier entend « vivre sa vie ».

De ce genre de littérature, M. Georges Simenon est le maître incontesté, et il faut reconnaître que s'il travaille vite, « sa marchandise est généralement assez soignée ».

M. Georges Simenon, après avoir publié à la librairie Fayard vingt-sept romans, jouit actuellement de l'hospitalité de la *Nouvelle Revue Française* et a pris place dans le catalogue de cette maison aux côtés de Marcel Proust, d'André Gide, de Paul Valéry, d'André Malraux, etc., etc... J'ignore pour le moment quelles sont ses ambitions futures. Je ne fais que constater l'état actuel des choses.

Mais,

ce qui aggrave quelque peu le cas, c'est que son succès a donné naissance à plusieurs sous-Simenons, lesquels, profitant des bonnes dispositions de la même maison d'édition, ont entrepris des « séries » qui s'annoncent interminables et se montrent nettement décidées à exploiter jusqu'au bout la « mine d'or ».

Voici, par exemple, M. Noël Vindry, dont je viens de lire le *Collier de Sang*. J'avoue très humblement que jusqu'ici je n'ai pas eu

l'occasion de prendre connaissance des œuvres de cet écrivain. Et je le regrette. J'ai été frappé en constatant avec quel esprit de suite et avec quelle précision M. Noël Vindry a su organiser sa production. Il publie ses romans à des dates fixes, retenues d'avance. Ainsi le *Cri des Mouettes* a paru le 25 septembre, et le 10 décembre prochain nous aurons *La Double Allée*, et le 1er février suivant ce sera le tour des *Masques Noirs*. Je n'exagère rien. Je ne fais que copier fidèlement les dates que l'éditeur, sûr d'avance du succès de la vente, indique lui-même sur la couverture du volume que j'ai devant moi.

Nous avons ensuite, toujours à la *Nouvelle Revue Française*, la collection : « *Pierre Véry* ». Cette fois, on se trouve en présence (et je brûle d'impatience de le signaler) d'un mystère impénétrable, ou qui me paraît tel, au moins. Le voici :

Au point de vue de leur présentation extérieure les Noël Vindry et les Pierre Véry sont absolument pareils. Même nombre de pages, même papier, même couverture. Pourquoi alors les premiers sont à douze francs et les seconds se vendent au prix de sept francs seulement? Est-ce la qualité littéraire des *Vindry* qui est jugée supérieure à celle des *Véry*? Je l'ignore...

Et ce n'est pas tout. D'autres encore travaillent à la même besogne. Gérard Walker indique rapidement leur nom et conclut par une protestation qui n'est que trop fondée :

Il y a encore, encore et toujours à la *Nouvelle Revue Française*, la collection « *Détective* » qui groupe les auteurs les plus divers. On y rencontre des Britanniques, entre autres le célèbre Edgar Wallace, ainsi que l'aimable chansonnier montmartrois M. Eugène Wyl, qui a cru nécessaire de commettre, en collaboration avec M. Michel Herbert, un *Crime derrière la Porte*.

J'arrête cette nomenclature fastidieuse. Elle a été utile pourtant. Et les conclusions qu'il est permis d'en tirer prêtent à des méditations peu réjouissantes en somme. On les résumera en disant qu'une maison d'éditions qui abreuve le public de milliers et de milliers de volumes destinés à réveiller certains instincts qui sommeillent au fond de l'âme humaine et à exploiter le goût du meurtre et du crime, assume une lourde responsabilité. S'en apercevra-t-elle un jour?

Il faut le souhaiter...

# HISTOIRE

H. GUILLEMIN. *L'inquiétude religieuse en France au lendemain de la Révolution de Juillet.*

Curieuse période que celle qui suivit la Révolution de Juillet! Libérés de la piété officielle, les esprits forts rejettent la foi chrétienne et se font, en même temps, les annonciateurs d'un messianisme nouveau, rationnel et scientiste. Comment les catholiques réagiront-ils? C'est une question qui n'a point cessé d'être actuelle...

FORST DE BATTAGLIA. *Une histoire de la Pologne.*

De 963 à 1914...

ANDRÉ GEORGE. *Archéologie.*

Vieilles civilisations et villes enfouies. L'empire des Hittites.

E. DERMENGHEM. *La spiritualité byzantine.*

ROBERT RICARD. *L'œuvre pédagogique de l'Espagne en Amérique.*

# L'inquiétude religieuse en France

## au lendemain de la Révolution de Juillet

On se figure mal aujourd'hui, à plus d'un siècle de distance, ce que fut au juste la commotion provoquée dans l'esprit des Français par la révolution de Juillet 1830. Sans doute, il n'est pas de médiocre importance, aux yeux de l'historien, qu'à cette date ait pris fin, de sorte irrévocable, le règne de la monarchie « légitime ». Mais en somme, qu'à Charles X ait succédé Louis-Philippe, un d'Orléans à un Bourbon, et que la France ait alors accompli, d'une secousse, un pas de plus dans son évolution démocratique, il ne semble point qu'il y ait eu là de quoi perdre la tête. Les hommes de ce temps n'en jugèrent point ainsi, et l'on admire aujourd'hui les déconcertants témoignages du vertige dont la France fut alors saisie.

« ... Au lendemain d'un des plus grands événements de l'histoire... », dit Jouffroy, inaugurant, à la fin de 1830, son cours de morale à la Faculté des Lettres... « Une secousse terrible a changé la face de la terre », écrit Ozanam à H. Fortoul, le 15 janvier 1831 ; et il reprend un mois plus tard : « Il est beau d'assister à une époque aussi solennelle. » — « La société, en avançant, déclare Chateaubriand en avril 1931, accomplit certaines transformations générales ; nous sommes arrivés à l'un de ces grands changements de l'espèce humaine. » « Nous voici,

dit encore La Mennais (*Avenir*, 28 juin 1831), à l'une de ces grandes époques où se termine une période et où commence une autre période ; tout renaît ; tout change, tout se transforme. » — « ... Belle et terrible époque où notre vie s'est rencontrée », affirme en même temps Michelet (*Introduction à l'histoire universelle*) ; et d'Eckstein confirme : « On ne peut le nier, nous vivons à une grande époque » (*Revue Européenne*, sept. 1831). Jamais plus de choses ne furent possibles qu'au temps où nous vivons », proclame à son tour Victor Hugo (préface de *Marion Delorme*). Ballanche enfin, en son langage d'initié, prophétise : « Nous sommes à un instant palingénésique » (*France littéraire*, février 1832).

Tout semblait emporté dans un tourbillon : les trônes, les peuples, les lois, les institutions. « Le vaisseau de l'humanité, disait Michelet, vole aujourd'hui dans l'ouragan ; il va si vite que le vertige prend aux plus fermes et que toute poitrine en est oppressée. » « Avec quelle rapidité le temps vous entraîne ! », constatait Chateaubriand. — « Les événements, devancés par les idées, redoublent de vitesse pour les atteindre », écrivait Vinet dans *Le Semeur* (octobre 1833) ; et Sainte-Beuve : « Le siècle va vite... le siècle va grand train ; une étrange activité l'accélère... des torrents de vie et de génie [apparaissent] et toute la marche d'un grand dessein qui s'enfante » (février 1833). « Qui ne voit, s'écriait La Mennais, qui ne voit que tout se dissout, mais se dissout pour renaître !... » (*Avenir*, 22 déc. 1830).

***

La révolution de Juillet avait été, pour moitié au moins, une révolution anticléricale. La bourgeoisie, du reste, prenait soin d'entretenir dans les masses populaires le feu de la haine contre l'Église et d'orienter du côté

des prêtres des colères qui, mal dirigées, auraient pu fâcheusement se tourner du côté des possédants et tenter de périlleuses expériences de redistribution des richesses. On connaît trop pour qu'il soit nécessaire d'y insister les violences anticatholiques dont la France fut le théâtre au lendemain des journées parisiennes ; des mois durant — et sporadiquement jusqu'en 1835 encore —, les croix furent abattues, au tournant des chemins, sur les places des villages. Pendant toute la fin de 1830 les ecclésiastiques, dans Paris, durent renoncer à porter la soutane s'ils voulaient éviter les outrages ou les agressions. Des prétoires, les crucifix furent arrachés. En février 1831, après la bagarre de Saint-Germain l'Auxerrois et le pillage de l'archevêché, à Lille, à Conflans, à Dijon, à Nîmes, ailleurs encore, des bandes de furieux se jetèrent à l'assaut des palais épiscopaux, des séminaires. Le 17 avril 1831, pour procéder au sacre de Mgr Galland, l'archevêque de Paris avait dû choisir, pour la cérémonie, tenue secrète, une heure nocturne, et l'humble chapelle d'un couvent. Le ministère Casimir Périer, résolu à arrêter le désordre, n'en ordonnait pas moins, au mois d'août 1831, la dissolution de la Trappe de Meilleraye.

Pour expliquer ce soulèvement anti-catholique, les raisons d'ordre politique, — raisons visibles et pour ainsi dire extérieures —, ne manquent pas. Le baron d'Eckstein, qui se définissait lui-même, légitimement du reste, « catholique de la plus rigoureuse orthodoxie » (Lettre au *Globe*, 26 mars 1828), dénonçait avec force, dès 1828, « cette manigance des congrégations qui veulent accaparer la France au moyen de la foi et se servent à cet égard du masque de la religion ». — Montlosier aussi est un catholique. Ce répugnant spectacle, qu'une certaine période de notre troisième République offrit aux regards, d'un accaparement de l'État par l'irréligion militante,

d'une ruée vers la Franc-Maçonnerie, échelon nécessaire pour atteindre aux faveurs, la Restauration, sous Charles X principalement, en avait procuré préalablement un parfait exemple, — à cela près qu'il s'agissait alors, pour réussir, de s'affirmer dévot au lieu de se proclamer impie. « Depuis la chute de Napoléon, écrit Stendhal dans *Le Rouge et le Noir*, les fripons cherchent appui dans la Congrégation, et l'hypocrisie a fait les plus beaux progrès. » — La loi du sacrilège. si maladroite, inopérante, inappliquée, avait suscité contre elle jusqu'à la grande voix de Chateaubriand. Cédant à la pression de l'opinion publique, le ministère Martignac avait dû porter contre les Jésuites les ordonnances que l'on sait. Le spectacle, au Vatican, des intrigues diplomatiques qui se déployaient avec cynisme autour de l'élection des pontifes était un autre sujet de scandale. A Léon XII succédait Pie VIII, vieillard aux forces mourantes; il semblait qu'on ne demandât à ceux qu'on voulait élire d'autre titre qu'une sénilité qui devait faire du pontife un docile instrument aux mains des princes de ce monde. Dans la *Revue de Paris*, en novembre 1829, Casimir Delavigne publiait sur ce thème des vers agressifs » (« Un conclave »); en mars 1832, la même idée reparaissait dans une étude portant pour titre « Rome et le Pape en 1832 », et au mois d'octobre 1833, Ch. Didier s'exprimait ainsi : « Antique officine de vice-dieux, le conclave n'est plus désormais qu'un mesquin théâtre de petites intrigues, et les saints électeurs des marionnettes dont la pourpre cache le squelette et dont les rois d'Europe tirent à leur gré le fil. » — Autre occasion de clameurs, autre sujet d'indignation ou de tristesse : la répression sanglante de l'insurrection libérale dans les États pontificaux en 1831. A la tête des troupes papales, cet homme dur, le cardinal Albani, chef de guerre à qui le sang ne fait point peur. On juge des

facilités offertes à la littérature anticléricale. Quel champ d'antithèses! Voici la manière dont paît ses brebis le successeur de Pierre! Bon Pasteur qui s'est fait boucher... Hugo, dans ses *Feuilles d'Automne* (pièce XL), cloue au pilori le nom du cardinal romain. Barthélemy, dans sa *Némésis*, déchaîne contre le Pape la meute de ses alexandrins. Le Vatican non seulement mitraille ses sujets temporels, mais on lui reproche de désavouer les meilleurs de ses fils ; dès novembre 1831, l'*Avenir* a dû s'interrompre. Le 12 août 1832 paraîtra l'encyclique *Mirari vos* qui porte condamnation de l'entreprise des La Mennais, Lacordaire, Gerbet, Montalembert. Bien mieux, un bref du 9 juin 1832, blâmant les insurgés polonais, avait déjà paru sacrifier à des prudences diplomatiques ces catholiques martyrisés. « A de pareils indices de lâcheté, écrivait la *Revue des Deux Mondes*, on peut juger qu'une religion est perdue. »

* * *

Mais à cette hostilité si vive contre l'Église, des motifs d'un autre ordre existaient, qu'il faut aller découvrir au fond des âmes. Sourde éclosion des semences que la philosophie du XVII[e] siècle avait jetées à pleines poignées. On ne comprend bien l'histoire des idées en France, jusqu'en 1848, que si l'on a présente à l'esprit cette pensée qu'alors se mettent à croître et à fructifier des germes nés au précédent siècle.

Simulacre entre 1815 et 1830 d'un retour au passé! On a refait sa toilette au cadavre de la monarchie légitime ; on l'a fait se mouvoir pour donner l'illusion que la vie était restituée à ce faux Lazare. Ce corps n'avait plus retrouvé d'âme. Écoutons Ballanche, clairvoyant observateur : « Beaucoup d'hommes de ce temps-ci sont comme vous, mon fils, mais ils déguisent leurs doutes et affirment

au-delà de leur croyance réelle... Ils demandent cette croyance pour les autres, comptant assez sur eux-mêmes pour penser qu'ils peuvent s'en passer ; ils la demandent avec amertume ; ils semblent l'exiger et la commander avec tyrannie. Leurs paroles sont passionnées, comme si c'était l'expression du fanatisme ; et cependant la conviction n'habite pas le fond de leur cœur. » Ces mots son de 1819 (*Le vieillard et le jeune homme*).

Si les Évangiles-Touquet, — ces éditions à bon marché des œuvres antireligieuses de Voltaire —, se vendent si bien, c'est que les esprits sont tout préparés à les recevoir, c'est que le sol est avide de cette pluie mauvaise. Au sein même du clergé, retrempé pourtant dans un bain de sang (et Dieu sait si le clergé de France, en 1789, avait besoin d'être « régénéré » — de l'aveu de Joseph de Maistre), que de défaillances ! Le *Constitutionnel* est à l'affût de ces scandales, tragiquement nombreux en effet ; il en tient registre, il en fait le compte. Stendhal puisera dans l'un d'eux le sujet de son beau roman. Des survivants subsistent de la grande apostasie de 1791-1793, exprêtres vivant en laïcs, et dont quelques-uns sont mariés, depuis Talleyrand, parmi les illustres, jusqu'à ce Larivière, parmi les obscurs défroqués, qui, aux Feuillantines, apprit le latin à Victor Hugo, — ou révoltés demeurés tels, comme Grégoire, que l'on obligera l'Église à ensevelir en 1831 ; combien de prêtres également, qui « ont un passé » ! comme cet abbé Mounier dont nous parle la comtesse Dash (*Mémoires des Autres*, t. III).

Lorsque s'écroule, en 1830, l'appareil de la légitimité, avec ce roi qui s'était fait sacrer à Reims, du même coup s'en vont les contraintes qui faisaient illusion sur le nombre des fidèles et sur la sincérité des dévots. Les églises se vident. Dans les campagnes principalement, c'est un spectacle saisissant que ce désert brusquement étendu

autour des autels. En 1835, dans la préface des *Troisièmes Mélanges*, La Mennais, ouvrant les yeux sur cette désaffection massive des paysans à l'égard de la foi catholique, confesse que l'heure serait mal choisie pour conseiller encore, ainsi qu'il le faisait naguère, le refus par les prêtres du salaire officiel, « ignonimie », sans doute, mais désormais vitale. « Loin de lui donner (il s'agit du clergé), écrit-il, aujourd'hui le conseil de renoncer aux gages qu'il reçoit du gouvernement, nous l'en détournerions, s'il pouvait en avoir la pensée sérieuse. *Il mourrait de faim, sans aucun doute, dans la moitié de la France.* Presque partout, c'est beaucoup maintenant que le prêtre, qui ne coûte rien, réussisse à se faire tolérer; que serait-ce, s'il lui fallait exiger qu'on le défrayât? »

***

De tous côtés, des faits, des textes confirment ce brusque déclin de la foi. Au salon de 1831, le nombre des tableaux représentant les scènes religieuses est incroyablement minime. Dans les trois mille articles du catalogue, à peine une trentaine de toiles sont-elles consacrées à des sujets de religion. En 1833, *La Revue de Paris* écrit : « Les sujets bibliques et les sujets d'Église sont rares au salon de cette année. M. le Ministre du commerce, qui disait de l'exposition de 1819 qu'on faisait involontairement le signe de la croix en entrant dans les galeries du Louvre, a pu cette année rassurer à ce sujet nos députés inconoclastes. » — « La vieille religion est radicalement morte, écrit Henri Heine, avec son haineux sourire (*De la France*, 1832); elle est déjà tombée en dissolution. La majorité des Français ne veut plus entendre parler de ce cadavre, et se tient le mouchoir devant le nez quand il est question de l'Église. »

Les voix les plus fidèles avouent leur angoisse. C'est Ballanche, avant même le grand choc de 1830, écrivant : « La ville que l'on nomme encore la Ville éternelle aurait-elle accompli toutes ses destinées? » Comment faire, se demande-t-il, pour « sauver Rome d'une destruction complète et empêcher que la Basilique Saint-Pierre ne devienne bientôt l'asile de reptiles immondes? » (*Palingénésie Sociale*). — C'est Chateaubriand, en décembre 1831, rappelant le souvenir de ce jeudi-saint de l'année 1829 où il a vu devant lui « le pauvre vieux pape paralytique » tandis que « la Rome de saint Pierre, en commémorant l'agonie du Christ, avait l'air de célébrer la sienne » (Lettre à la *Revue Européenne*). D'autres, pieux jadis, ou grands défenseurs de l'Église, s'en vont sur les routes de l'apostasie. Dès le mois de juin 1829, dans un fragment qu'insère la *Revue de Paris*, Victor Hugo fait profession de scepticisme : « L'opinion a remplacé la foi, le dogme n'est plus la discipline des consciences... Napoléon en rudoyant la papauté l'a achevée; il a ôté son prestige au fantôme »; puis il révèle son âme « vide de foi » dans la « Prière pour tous » (*Feuilles d'Automne*), et Sainte-Beuve prend à tâche de signaler tout aussitôt dans la *Revue des Deux Mondes* (déc. 1831), avec une feinte tristesse, qu'on voit le poète des *Odes* se laisser « induire en des voies de plus en plus éloignées de celles du Doux Pasteur »; en octobre 1834 (« Que nous portons le doute en nous ») Hugo s'offrira aux regards traînant dans son cœur « le cadavre pourri de la religion », et son livre *Littérature et Philosophie mêlées* contient l'explicite aveu de son incroyance. — Le 7 avril 1833 le grand Féli a dit sa messe pour la dernière fois; un an plus tard (24 juin 1834) Grégoire XVI condamnera les *Paroles d'un Croyant*.

Et voici Vigny évoquant en 1832 dans *Stello* « l'édifice démantelé de l'Église romaine » et notant dans son jour-

nal, en 1834, ce projet de roman qu'il intitule *Un homme d'honneur* et où il a dessein de se peindre lui-même : « le christianisme est mort dans son cœur. » Voici Brizeux, dans *Marie* (1831) confessant que ses pas « aujourd'hui négligent le saint lieu ». Voici Musset, dans *Rolla* (août 1833), criant le désarroi dans son cœur où nulle croyance ne palpite plus.

Funérailles du catholicisme, avec quel saisissant ensemble proclamées ! Aux sanglots se mêlent les cris de triomphe. Dès 1825 Jouffroy a expliqué, dans un retentissant article du *Globe*, « Comment les dogmes finissent ». Brizeux (1831) évoque la croix de Jésus :

> Arbre frappé de mort, le temps pourra venir
> Sans ranimer sa sève et sans la rajeunir !...

Barbier écoutant les chants de l'Église n'entend (*Il pianto*, 1833) :

> [Que] le cri d'un cadavre encor droit et debout.

Et il poursuit :

> Le vieux catholicisme est morne et solitaire,
> La mort l'a déchiré...

Quinet, dans la *Revue des Deux Mondes*, à la fin de 1831, constate sans chagrin que ce temps-ci « a vu une religion se tuer de sa main », et Charles Didier, à propos des *Fiancés* de Manzoni, qui a tenté, dit-il, « la réhabilitation du prêtre », écrit allègrement : « C'est notre conviction intime, inébranlable, que la forme catholique est usée, elle a fait son temps ; la vie s'est retirée de là, c'est une institution morte. Ces derniers cantiques, ces dernières faveurs, c'est le prêtre qui administre le viatique à l'agonisant. » (*Revue des deux Mondes*, 1834, sept.)

***

Que faire? Est-il possible de vivre sans une foi? Ces hommes de 1830, nous les voyons si persuadés que le catholicisme trépasse, qu'il est déjà mort... Ils s'agitent en tout sens, pleins du sentiment qu'à eux est dévolue, de toute éternité, la tâche redoutable de construire pour le monde un nouveau *credo*. Quelle fièvre est en eux! L'image de Faust les obsède, Faust, emblème du vertige de la connaissance, de l'effroi qui saisit la pensée devant l'Inconnaissable. En 1828 a paru la traduction de Gérard de Nerval; la même année, dix-sept dessins de Delacroix illustrent la traduction d'Alb. Stapfer. Partout des allusions à ce grand symbole, dans les *Consolations* de Sainte-Beuve, dans l'*Albertus* de Gautier, dans *Notre-Dame de Paris*, dans l'*Avenir* (21 avril 1831), dans *Lélia*, dans *Rolla*... En 1830, cinq *Faust* différents sont représentés sur les théâtres de Paris. *La Revue de Paris* publie, en mars 1833, un article d'Amédée Pichot sur « Les trois Faust », et un an après, une étude de X. Marmier, sur « Les Chroniques de Faust ». La tragique Docteur lui-même apparaît dans la quatrième journée d'*Ahasvérus* (1833).

*Obermann*, roman de l'incertitude et de l'angoisse intérieure, est ressuscité par Sainte-Beuve (*Revue de Paris*, janvier 1832) et célébré par George Sand qui déclare (*Revue des Deux Mondes*, juin 1833) : « Le doute, c'est Obermann, et Obermann, né trop tôt de trente années, est réellement la traduction de l'esprit général en 1833. »

On vomit l'éclectisme de Cousin, et sa lâche facilité. « C'est à peine, écrit Louis de Carné dans la *Revue Européenne* (sept. 1831), si l'on ose nommer encore l'éclectisme », et Cousin, ajoute-t-il, ne se sauve du ridicule

attaché désormais à sa doctrine que par des résumés de Herder, de Vico, de Hegel. En même temps (*Revue des Deux Mondes*, 1831, t. IV) Quinet fonce droit sur cette misérable doctrine qui n'est qu'une « résignation aux principes discordants ». « Trois jours d'épreuve, déclare-t-il, ont suffit pour la disperser, de telle sorte qu'on en cherche en vain la trace. » Et, le 1er août 1833, Lerminier dogmatisera : « L'éclectisme expire aujourd'hui sous le mépris des jennes générations. »

Ce n'est point de ces complaisances débiles que le monde alors a besoin. Le monde, ce monde « sans culte et cependant plein de désirs vers Dieu » (Brizeux, 1831), meurt de ne savoir à quoi se prendre, à quelle flamme se consumer. « Une foi ! donnez-nous une foi ! » s'écrie Phil. Charles (*Revue de Paris*, mai 1835). La croix s'effondre, dit Michelet, « mais, je vous en prie, oh ! dites-le-moi si vous le savez, s'est-il élevé un autre autel ? » (*Introd. à l'Hist. Univ.*) Latour, dans sa *Vie Intime* (1833), met en épigraphe à l'une de ses pièces ce cri encore de Michelet : « Époque d'incertitude, de doute et d'angoisse mortelle... qui eût pensé qu'elle dût revenir un jour ? » (*Histoire romaine*, t. II.)

« La Société, dit Chateaubriand en avril 1831, est tourmentée d'un besoin de croyance qui se manifeste de toutes parts. » Elle n'est, proclame Victor Hugo, qu'un « concile tumulteux » qui s'efforce de découvrir « la formule de l'humanité au XIXe siècle » (nov. 1831). Ballanche, de Maistre, ces deux penseurs démesurés, avaient, bien avant la convulsion seconde de 1830, défini déjà ce tourment des hommes. « Le genre humain, écrivait de Maistre en mai 1817 dans le Discours préliminaire de son livre *Du Pape*, le genre humain ne peut demeurer dans l'état où il se trouve ; il s'agite, il est en travail. » Et Ballanche, l'année d'après, dans son *Essai sur les Institutions*

ST. ALBERT'S COLLEGE LIBRARY



*Sociales* : il y a « un gémissement général du genre humain », comme il s'en produit à ces époques dramatiques où « des doctrines finissent tandis que d'autres commencent ». « A présent, disait-il, nous éprouvons une bien autre peine, puisque nous voyons finir sans voir commencer... »

***

A plus d'un esprit il apparaissait que l'heure était pareille à celle où, dix-huit siècles plus tôt, le christianisme avait surgi. « La crise actuelle, pouvait-on lire dans le cinquième volume, paru en 1831, de l'ouvrage de Benjamin Constant *De la Religion*, est la même que celle qui menaçait la nature humaine lors de l'établissement du christianisme », et Eugène Rodrigues, dans ses *Lettres sur la religion et la politique* (1829-1832), s'exprimait avec une égale netteté : « L'époque actuelle est tout à fait semblable à celle de l'établissement du christianisme. »

Lerminier, — qui n'est sans doute qu'un faux grand homme, mais qui prend néanmoins à nos yeux la rare importance d'un témoin bavard —, publiait, en juillet 1832, dans la *Revue des Deux Mondes* des lignes qui méritent d'être retenues, et dont l'accent pathétique n'était pas feint complètement : « Ah ! tous tant que nous sommes, s'écrie-t-il, nous marchons à la découverte d'un Dieu inconnu. Pour moi j'ai traversé bien des systèmes, des idées et des passions ; j'ai demandé partout le bonheur et la vérité ; et je n'ai pu trouver quelque répit, quelque adoucissement à d'inconsolables inquiétudes que dans la foi à l'irrésistible loi qui entraîne l'humanité. Où se sauver, ô mon Dieu ! Que veux-tu de nous? Parle, tonne, révèle-toi ! mais tire-nous de nos ignorances et de nos langueurs !... »

... « Tonne ! Révèle-toi ! » Cet appel à une parousie n'est

pas isolé en ces années étranges. Un vague millénarisme, un messianisme obscur se font jour. Dans bien des mémoires, les curieuses paroles de Joseph de Maistre (*Soirées*, Onzième entretien) se remettent à vibrer, comme si le temps était venu de leur accomplissement. « Il faut nous tenir prêt, avait dit le livre, pour un événement immense dans l'ordre divin, [événement] vers lequel nous marchons avec une vitesse accélérée... Il n'y a peut-être pas un homme véritablement religieux, en Europe, qui n'attende dans ce moment quelque chose d'extraordinaire... » Comme à l'heure, disait de Maistre, où Virgile écrivait sa mystérieuse, sa prophétique épître à Pollion, « l'univers est dans l'attente ». Croire, ajoutait-il encore, que « Dieu s'est interdit toute manifestation nouvelle » serait « un étrange raisonnement », une courte vue, un aveuglement pareil à celui des Juifs du temps de Jésus. « Une nouvelle effusion de l'Esprit-Saint est désormais au rang des choses les plus raisonnablement attendues.

Ces textes chargés de promesses, les Saint-Simoniens les lisent avec fièvre, les commentent dans l'exaltation. Tout au long, E. Rodrigues les insère dans ses *Lettres*, reprenant à son tour et pour son compte la prophétie : « Nous marchons à une époque religieuse dont ses devancières n'auront été que la figure. »... Le règne de Dieu sur la terre approche. » — « Oui certes, avait écrit La Mennais dans l'*Avenir* (22 décembre 1830), il se prépare quelque chose d'extraordinaire ; une grande époque approche, ou plutôt elle commence déjà : *jam albescit messis*... » — En 1827 (*Prolégomènes*) Ballanche aussi n'avait-il pas dit : « Une ère nouvelle se prépare... tous les esprits sont attentifs »? Quinet dans son *Ahasvérus*, suppliait le Christ de reparaître, de se dresser dans le sépulcre où l'a plongé, de nouveau, le doute des temps modernes, et de resurgir « plus grand de vingt coudées ».

Reviens ! criait-il au Seigneur, reviens « marcher côte à côte avec l'univers, ton disciple égaré, qui s'en va dans son chemin d'Emmaüs sans te connaître ! Romps avec lui, sur sa table, un second pain d'un blé plus doré ».

***

Ce nouveau Messie, d'aucuns ont cru l'avoir trouvé. « Attendez, avait dit J. de Maistre, que l'affinité naturelle de la religion et de la science les réunisse dans la tête d'un seul homme de génie. L'apparition de cet homme ne saurait être éloignée, et peut-être même existe-t-il déjà... » On devine le parti que les disciples de Saint-Simon tiraient de semblables paroles. Cet homme dont Joseph de Maistre pressentait la venue, dont il semble soupçonner même l'existence actuelle, oui, il était né, il était là. Saint-Simon n'avait-il pas, dans son *Nouveau Christianisme* (1825), reconnaissant à Jésus-Christ « un caractère surhumain », écrit en propres termes : « Je suis convaincu que moi-même j'accomplis une mission divine »? Et le Père Enfantin ne craignait pas d'affirmer que Saint-Simon réunissait en lui « les caractères de Socrate et de Jésus ». Dieu, du reste, paraît-il, avait « révélé » aux disciples de Saint-Simon « qu'ils étaient ses fils véritables, ses envoyés, ses apôtres » (Préface aux *Lettres* d'E. Rodrigues).

Si les Saint-Simoniens ne mettent point en doute que le second messie de notre univers est celui qu'ils ont pris pour guide, d'autres s'en vont encore appelant à grands cris ce Prédestiné dont la venue est pour eux certaine. Ainsi Pierre Leroux supplie d'apparaître ce « Révélateur », cet « homme unique, cet homme élu en qui vit déjà l'humanité transformée ». Il croit le découvrir en Jouffroy, avant de s'imaginer le reconnaître en Victor

Hugo. « Je ne sais quel prophète, mais il y aura un prophète, comme Moïse au désert, comme Mahomet dans l'Arabie, comme le Christ dans la Terre Promise, qui se lèvera avant le jour pour surprendre le secret de ce monde endormi » (*De l'Avenir des religions*). — En février 1832, Ballanche dira : « Il faut un symbole à ce temps... Celui à qui aura été accordé le don du symbole, celui à qui la parole secrète de l'énigme mystique sera connue, celui-là s'avancera à son tour. Il sera cru, car il ne fera que formuler la pensée devenue la pensée de tous. » (*Fr. Litt.*) Et voici encore Cazalès, dans cet article de la *Revue Européenne* (janvier 1832) qui fera saisir la Revue : « Nous croyons que l'ère nouvelle portera le nom d'un homme... Dût-on me traiter de rêveur mystique, je crois qu'il (ce grand homme) ne fera pas défaut à la France et qu'il paraîtra au jour pour guider la chrétienté vers cette terre promise de la régénération religieuse que pressentent tous les grands esprits de ce siècle. »

* * *

Il n'est pas surprenant que, dans le temps d'une pareille « confusion de systèmes, de désirs, de sentiments éperdus » (Sainte-Beuve, 1834, Avertissement liminaire de *Volupté*), on ait vu apparaître des cultes nouveaux, des tentatives de religions tirées du néant. Nous avons déjà signalé la religion Saint-Simonienne ; éphémère comme ses concurrentes, elle a été trop souvent étudiée pour qu'il nous soit nécessaire d'insister sur son compte. Mais on a oublié sans doute que, dès le mois d'août 1830, l'abbé Oegger, — type possible du Claude Frollo de *Notre-Dame de Paris*, — ancien vicaire, authentiquement, de Notre-Dame, sollicita du gouvernement l'autorisation d'ouvrir à Paris une église « d'un christianisme tout à fait

universel » ; un brave homme, Gustave Drouineau, prétendit inaugurer l'année suivante une religion nouvelle, composée d'un « mélange de l'Évangile mieux compris avec les idées du siècle », et qu'il intitulait « néo-christianisme ». (En mai 1834, Théophile Gautier, féroce et joyeux, annonçait dans la préface de *Mademoiselle de Maupin* : « Le néo-christianisme jouit d'une certaine faveur ; on dit qu'il compte jusqu'à un adepte, y compris M. Drouineau. ») Faut-il parler du « bernardisme », inventé par M. Bernard, de Dijon, du « prophétisme », d'Amable Bellée, d'une résurrection fantaisiste de l'ordre des Templiers? Plus sérieux fut le schisme de l'abbé Chatel, initiateur de l' « Église Française », sorte de gallicanisme philosophique qui, non content de couper tous les liens avec la papauté, réformait le christianisme au point de rejeter la croyance à la divinité du Christ, et déclarait abolie la règle du célibat ecclésiastique. On vit Casimir Delavigne composer un cantique pour les cérémonies de l'Église Française, et malgré la sécession de l'abbé Auzou qui, délaissant Chatel, prétendit s'établir à son compte, l'Église Française était encore vivante en 1836 au point d'inquiéter l'*Ami de la Religion* ; au mois d'août, l'église dissidente avait procédé à une ordination, et l'on avait vu, en 1835, la veille de l'attentat de Fieschi, les deux complices de l'assassin, Morey et Pépin, assister à un service de l'Église Française en l'honneur des « martyrs de Juillet ». — De faible expansion, mais bien loin d'être négligeable, est le fouriérisme qui se présente encore, à cette date, sous l'aspect d'une secte religieuse qui prétend « censurer les opérations de Dieu » et surveiller ses révélations successives. (Après son *Nouveau Monde Industriel*, 1829, Fourier avait publié, en 1831, son pamphlet *Pièges et charlatanisme des deux sectes de Saint-Simon et d'Owen*).

Des âmes se tournent avec espoir du côté de l'illuminisme, interrogent Saint-Martin et ses étonnants ouvrages. En mai 1832, la *Revue Européenne* analyse, d'après Gœrres, « le système philosophique et théologique d'Emmanuel Swedenborg ». En juin 1835, la *France Littéraire* publie un long article de Jules Bruneau sur « Saint-Martin l'illuminé ». L'Amaury de *Volupté* a tourné un moment ses regards du côté de « ce Salomon moderne, invisible et plus doux », et il a découvert une vue troublante du monde, une haute et mystique interprétation de la matière dans l'*Homme de Désir* et dans le livre des *Erreurs et de la Vérité*. On se penche même sur les mystères de l' « Initiation chez les gnostiques » (*France Littéraire*, février et mars 1834). Souvestre à son tour, en 1836, propose une foi nouvelle, toute morale et sans culte, l'*humanitarisme*, que Vinet, ce protestant si soucieux des intérêts du catholicisme, dénonce aussitôt comme « un de ces mots, une de ces choses qui viennent, les uns après les autres, se faire tuer sur la brèche, contents de remplir, chacun pour un moment, la place qui appartient au christianisme ».

Période, la « plus complexe qui fut jamais », écrit Phil. Charles en mai 1835 dans la *Revue de Paris*, avec le tumulte incroyable formé par « le néo-catholicisme, et les théories de Ballanche, et celles de Herder, et le saint-simonisme et le magnétisme !... »

(*A suivre.*)

HENRI GUILLEMIN.

# NOTES ET RÉFLEXIONS

## Une Histoire de la Pologne [1]

De l'histoire polonaise le Français moyen n'a retenu que de vagues notions : dans une époque lointaine, quelque part entre la Russie et l'Allemagne, un corps mal constitué, habité par une molle âme slave, subit des convulsions de plus en plus graves. Des voisins méchants et terriblement intéressés s'empressent autour du malade et ils accélèrent sa fin. Cela s'appelle « les Partages de la Pologne », et la longue agonie qui avait précédé cette mort lamentable a été décrite par un auteur français spirituel comme « histoire de l'anarchie polonaise ». Quelques faits piquants, saisissants, résistent au flot de l'oubli qui a submergé les événements anté-anarchiques : Henri de Valois à Cracovie, rapidement dégoûté d'une couronne épineuse; une fastueuse légation polonaise à la cour de Louis XIV enfant pour y demander la main de la superbe Marie-Louise de Gonzague; Sobieski sauveur de la Chrétienté, mal récompensé par l'Empereur ingrat; Stanislas, le bon roi philosophe à Nancy; Marie Leszczynska, sa fille, la douce compagne de Louis le trop Bien-aimé (on l'écrit Leczinska, on le prononce mal et on devrait prononcer ce nom aux consonnes accumulées : Lechtchuynska); un second Stanislas, Poniatowski, amant de la grande Catherine; Kosciuszko; Napoléon et Mme de Walewska; le prince Joseph Poniatowski mort sur le champ d'honneur, à Leipsick; la tyrannie russe en Pologne conquise et démembrée.

Puis c'est l'émeute d'un peuple opprimé, la débâcle et l'émigration. Des réfugiés en haillons, pourtant fiers, nobles, romantiques et romanesques, viennent en France; ils se font

(1) Oskar Halecki, *La Pologne de 963 à 1914*. Paris, Félix Alcan, 1933. 348 pages.

l'avant-garde de la révolution, ils se querellent entre eux et ils rêvent de leur patrie perdue. La littérature s'empare d'eux; des Polonais partout, même dans les charmants livres de Mme de Ségur. La Pologne, c'est le foyer des comtes et des contes. Mais de mauvais comptes font de mauvais amis et l'opinion publique se lasse bientôt d'héberger une chevalerie errante, peu appropriée aux lois économiques du monde capitaliste. Les chevaliers se transforment alors, lentement, contre leur gré et seulement dans la troisième génération, en des simples mortels, comme toi et moi. Les noms en « ski » cessent d'appartenir au Parnasse, à Montparnasse et à Cythère, bourgeoisement ils désignent des inspecteurs d'Académie, des receveurs et des comptables. Il fallait une Guerre Mondiale pour rappeler aux Français que « la Pologne vit encore ».

Voici donc un pays de 34 millions d'habitants dont l'existence et le droit à cette existence demeurent pour tant de gens une énigme mal explicable, parce que mal expliquée. Car la seule pièce vraiment justificative de l'arrêt providentiel en faveur de la Pologne, c'est la magnifique aventure riche en épisodes grandioses vécue par un peuple qui a été le rempart et l'un des principaux artisans de la culture européenne, occidentale et chrétienne.

Helas! Cette aventure mille fois narrée aux Polonais eux-mêmes par leurs érudits dont beaucoup sont des écrivains remarquables, le public français l'ignore. Il ne lit plus les volumes d'un mérite littéraire incontestable et d'une valeur scientifique fort contestée qui avaient été le régal de nos arrière-grands-pères. Quelques monographies de MM. Askenazy, Handesman, Konopczynski ont été traduites; elles n'ont atteint qu'un milieu assez restreint des initiés. Un succinct panorama de l'histoire polonaise nous manquait. (Je passe sous silence la tentative bien intentionnée, mais mal réussie d'un universitaire français, par ailleurs très connu et fort appréciable.)

Cette lacune, le livre de M. Oskar de Halecki, ancien

doyen de la Faculté des Lettres et professeur à l'Université de Varsovie, la comble de la façon la plus heureuse. Tout d'abord c'est un précis clair et bien ordonné, écrit dans une langue sobre et correcte. Quatre parties — la formation de l'État et de la Nation, les grands siècles, l'expérience de la République royale, l'épreuve — présentent les Polonais en marche vers l'unité, à l'apogée de leur puissance, déchirés par des troubles politiques et finalement repentis de leurs fautes, luttant pour reconquérir l'indépendance.

L'auteur possède admirablement son sujet. Il connaît les résultats obtenus par ses confrères, mais il ne s'inféode point aux opinions d'autrui. Médiéviste éminent, il n'a pas détrôné le moyen-âge et le temps de la réforme pour insister trop longuement sur le XIX^e^ siècle, comme les Allemands en introduisent la fâcheuse coutume. Des 345 pages de texte, 162 nous conduisent jusqu'à l'Union de Lublin (1569), à cet acte qui, en reliant de façon définitive la Pologne, la Lithuanie et les pays ruthènes, a scellé la grandeur de l'État polonais. Nous apprenons à juger l'œuvre de la dynastie nationale des Piast, éteints dans leur ligne royale en 1370. De grandes figures surgissent à l'aube du passé polonais : Mieszko, le premier prince connu de sources sûres, Boleslas le premier roi (mort en 1025). L'État se défend contre les agressions allemandes, il perd son unité par des combats intestins entre les fils de Boleslas « Bouchetorse ». Cette première période de partages coûte à la Pologne cette Silésie dont elle ne récupérera qu'un petit tronçon, très tard en 1921. Les colonistes allemands, appelés par des principicules désunis entre eux, s'installent en terre slave; les Mongols la traversent, tel un essaim de sauterelles; les voisins lithuaniens, longtemps endormis, se réveillent et font des irruptions sanglantes. C'est le dernier des Piasts, Casimir, dit de plein droit le Grand, qui réunit et qui refait la Pologne (de 1333 à 1370). Il consolide la puissance royale, il prépare le magnifique essor des lettres et de la culture matérielle qui se fera jour sous la prochaine dynastie. Une touchante figure de femme se place entre les deux maisons

royales, Hedwige d'Anjou, rejeton des Piasts, femme du grand-duc de Lithuanie Jagellon. Fondatrice de l'Université de Cracovie, du centre intellectuel de la Pologne pendant plus de cinq siècles, elle a apporté aux simples le message de la charité évangélique, elle a doublement converti les Lithuaniens qui, d'ennemis héréditaires, sont devenus les frères et les alliés des Polonais et, de païens, les fidèles de l'Église Romaine. Jagellon lui-même s'était fait baptiser sous le nom de Ladislas pour pouvoir épouser cette douce fille des Capétiens — les Anjou ne sont qu'une branche de la maison de France — et des Piasts. Elle est morte sans enfants, mais la succession est restée acquise à Ladislaw qui, par son quatrième mariage, a fait souche de la seconde race des monarques polonais.

Les Jagellons conduisent la nation à l'apogée. Ils rejettent l'offensive des Chevaliers Teutoniques dans la célèbre bataille de Grunwald (1410, dite de Tannenberg par les Allemands), ils repoussent d'innombrables incursions russes et tartares, ils se défendent contre la terrible puissance ottomane et ils couronnent leur œuvre par cette Union de Lublin dont nous avons parlé. Maintenant toutes les conditions de la grandeur polonaise sont remplies. Un territoire qui s'étend de la Mer Baltique à la Mer Noire et des environs de Moscou jusqu'aux portes de Berlin; une dynastie vénérée et fortement enracinée; une armée vaillante et par sa cavalerie la première de l'Europe; des hommes d'État supérieurs, parmi lesquels Jean Zamoyski brille d'un éclat particulier; une vie intellectuelle intense et variée; des merveilles d'art parsemées à travers le pays; une richesse solidement fondée sur une agriculture développée; une noblesse et une bourgeoisie nombreuses, aisées, contentes de leur situation; un parfait alliage de liberté et d'autorité.

Le ciel a privé la Pologne de ses chefs naturels juste au moment où l'on avait besoin d'une main forte pour conduire la barque de l'État. Les Jagellons s'éteignent avec Sigismond-Auguste en 1572. Ses successeurs, à l'exception du glorieux Etienne-Báthory (1576-1587) font piètre figure, ils ne sont

pas obéis, car ils ne savent pas commander. Les querelles religieuses, sociales et politiques s'enveniment. Les voisins qui avaient tremblé devant les Jagellon ne craignent plus les Wasa, dont le premier, Sigismond, a été un étranger désireux de revenir par la Pologne au trône de ses ancêtres suédois, le second, Ladislas IV, un illuminé, et le troisième, Jean-Casimir, un fainéant roi d'opérette. Le déluge se déclenche contre la République, sincèrement attachée à ses libertés, mais peu apte à les défendre. Russes, Suédois, Tatares et Turcs, Brandebourgeois et Transylvaniens envahissent et saccagent le pays, des paysans révoltés sont les complices de l'ennemi extérieur. La noblesse sort de cette épreuve, mais au prix d'une perte de sang et de richesse, d'une perte de prestige inestimables. Les Turcs s'emparent de la forteresse de Kamienec qui est la clef pour entrer en Pologne, ils démembrent la Podolie, les Cosaques rebelles obtiennent leur indépendance (qui sera bientôt anéantie par les Russes). La catastrophe politique détruit l'aisance, et la pauvreté étouffe la culture, tant intellectuelle que matérielle, de la petite noblesse et de la bourgeoisie. Toutefois la Pologne connaît encore un jour de suprême gloire. Jean Sobieski sauve Vienne assiégée par les Turcs (1683), il avait déjà conquis des lauriers immortels avant ce grand exploit, son nom était craint des infidèles et béni par toute la Chrétienté, connu jusqu'en Chine et en Amérique.

Mais l'engrenage de la société polonaise était en désordre et l'artisan qui réparerait les dégâts se fit attendre. Sobieski aurait pu l'être; il n'en fut rien. Une sombre tragédie de famille et une maladie qui ne pardonne pas ont abattu ces hommes de fer et de sang bouillant. Avec lui c'était la Pologne que l'on enterrait. Stanislas Leszczynski, faible et rapidement chassé de sa résidence, les deux rois saxons, brute épaisse le premier, bête à bon Dieu non moins épaisse le second, ont sérieusement contribué à ruiner le pays et à corrompre ses habitants. Nous arrivons au dernier acte de la tragédie. Stanislas-Auguste, qui dans d'autres circonstances aurait été un souverain digne de louanges, ne sait pas

résister aux attaques de son ancienne amante Catherine et du Grand Frédéric. Les trois partages s'ensuivent (1772, 1793, 1795). La Pologne est biffée de la carte. Les Polonais, désunis, justement irrités contre leur roi qui paraissait l'outil aveugle de la trinité des voisins rapaces, mais qui était aussi justement irrité contre ses sujets sottement hostiles à leur roi; les Polonais épuisés par leurs querelles d'Allemands tombaient victimes des trois grandes puissances militaires.

Ils ne pliaient cependant guère devant la force et dès le premier moment ils revendiquaient leur droit imprescriptible à une existence nationale. M. de Halecki raconte cette lutte épique dans les derniers chapitres de notre volume, avec une impartialité modèle qui n'exclut pas l'émotion. Il insiste sur le renouveau littéraire, artistique, social et économique accompli au bout de cent cinquante ans d'oppression, préparé par Stanislas-Auguste, continué par la génération napoléonienne, par les contemporains des poètes romantiques Mickiewicz, Slowacki et Krasinski, par les prédicateurs du « travail organique », et achevé par la « Jeune Pologne » à la veille de la Guerre Mondiale. Nous revivons avec l'auteur les derniers lustres pleins d'angoisse et d'attente, nous nous arrêtons aux heures tragiques de 1914, devant la perspective des batailles fratricides que des millions de Polonais étaient forcés de se livrer. Et voilà la chevauchée à travers les siècles terminée : nous nous sommes convaincus que la Pologne ne date ni d'hier, ni d'avant-hier et que par conséquent elle a le droit d'exister libre, florissante et puissante, aujourd'hui, demain et à jamais.

C'est un habile plaidoyer que M. de Halecki nous a offert, d'autant plus qu'il n'a pas songé à être l'avocat d'une cause juste et sacrée. En servant la vérité historique, en exposant avec une maîtrise impressionnante les faits et les idées, il a bien mérité de sa patrie et il a donné aux lecteurs français le manuel d'histoire polonaise que plusieurs générations consulteront avec profit et avec reconnaissance.

Forst de Battaglia.

# ARCHÉOLOGIE

## Vieilles civilisations et villes enfouies

Le temps n'est plus, encore qu'il soit assez proche, où la culture humaniste se bornait à la Grèce et Rome. Nous sommes toujours davantage en quête de « civilisations anciennes », qu'il s'agisse avec l'historien et l'archéologue de les simplement connaître, ou bien qu'avec le philosophe on aille jusqu'à disputer de leur destin et de leur mort (n'était-ce point le sujet d'une des *décades* de Pontigny, cet été, sous la haute direction de MM. Léon Brunschvicg et Paul Fiérens?). Parmi ces civilisations d'autrefois, l'une des dernières venues à notre horizon, et j'allais dire l'une des plus à la mode, est celle des Hittites. Tout le monde a entendu parler des tablettes de Boghaz-Keui, s'il est vrai que moindre est le nombre des gens qui savent ce que c'est. Mais enfin peut-être faut-il le savoir, ou en avoir quelque idée, dans un temps où toutes les jeunes filles « font » l'École du Louvre, sans parler des jeunes femmes, du moins celles qui n'ont rien à faire. Un éditeur prévoyant nous apporte à souhait quelques manuels fort bien établis où chacun peut puiser le suc même d'une science d'abords moins faciles si nous n'avions pas ces petits ouvrages. *La Civilisation égyptienne*, de M. Jéquier, ouvrait la marche si j'ai bonne mémoire. Hier — c'était en 1926 — le Dr Contenau nous offrait une *Civilisation phénicienne*, et l'illustre orientaliste nous donne aujourd'hui *La Civilisation des Hittites et des Mitanniens* (1). Le Dr Contenau

(1) 1 vol. in-8° de la « Bibliothèque Historique » (Payot, Paris), 286 p. avec 26 fig., 2 cartes et 26 grav. hors texte, 1934 (24 fr.). — Rappelons que, dans la même bibliothèque a précédemment paru un ouvrage *Les Sumériens*, de C. T. Woolley, le fameux savant anglais qui fit à Ur les découvertes retentissantes que l'on sait, au printemps de 1928.

est au premier rang de nos orientalistes. Après une thèse de doctorat ès lettres sur *La Glyptique Syro-Hittite* en 1922, après bien des mémoires techniques et des campagnes de fouilles, le savant conservateur-adjoint des Antiquités Asiatiques au Louvre a écrit en trois volumes le *Manuel d'Archéologie Orientale* dans la collection Picard, monument de science indispensable à tous ceux qui veulent aller plus avant et ne point se contenter de résumés.

Je me garde d'ailleurs de diminuer le mérite des résumés, d'autant plus que notre auteur en fait lui-même d'excellents. Pour la civilisation hittite et mitannienne (peuples et arts hittite et de Mitanni sont proches les uns des autres, on le sait) nous avions déjà quelques pages claires et remarquables dans la partie orientale de l'*Histoire Universelle des Arts*, parue en 1930 (1).

Cette fois, M. Contenau nous présente un résumé encore, mais beaucoup plus développé, complet, une mise au point de ce que nous savons d'essentiel sur les Hittites et les Mitanniens, le volume ayant son origine dans les récentes leçons de l'auteur à l'École du Louvre et à l'Université de Bruxelles (1933-1934).

⁂

Les Hittites ne nous sont pas connus depuis fort longtemps : la découverte est de 1870, quelques pierres de Hamah et d'Alep ayant mis en branle nos connaissances à ce sujet. Pourtant, la Bible en parle, on le savait depuis toujours, mais on n'y prêtait guère attention : dans la Bible, ce sont les *Héthéens*, et Ézéchiel maudit très explicitement Jérusalem en proférant : « Ton père était un Amorrite, ta mère une Hittite ».

Il manquait aux informations, d'ailleurs assez massives

(1) *Histoire Universelle des Arts des temps primitifs jusqu'à nos jours*, publiée sous la direction de Louis Réau. *L'Art antique, Orient, Grèce, Rome*, par G. Contenau et V. Chapot, 418 p. in-4°, fig. (Armand Colin, 1930). Il y aura 4 volumes en tout.

qu'on possédait, la source directe, un témoignage des Hittites en personne : les fouilles de Boghaz-Keui l'apportèrent. A Boghaz-Keui, en Asie Mineure, dans la boucle de l'Halys (Cappadoce Nord) — c'est la *Ptéria* d'Hérodote, — l'on trouva les fameuses *tablettes*, qui proviennent des archives royales et sont toutes rédigées en cunéiforme. Quelques-unes, en langue akkadienne (on nomme ainsi l'ensemble linguistique assyro-babylonien), pouvaient être lues par les archéologues; mais pour déchiffrer les autres, *qui n'offraient nul texte bilingue*, il fallut les trésors d'ingéniosité déployés surtout par Hrozny, le savant professeur à Vienne, aujourd'hui à Prague, pour parvenir à établir un vocabulaire et, finalement, donner une lecture.

Désormais, à la lumière des documents recueillis et des savantes interprétations qu'en donnent les orientalistes, on entrevoit ceci, qui découle principalement des propositions de M. Hrozny : on trouve d'abord une population autochtone, ou de très anciens immigrés, qu'il faut nommer *Proto-Hittites*, puisque le nom de Hittites est maintenant appliqué aussi à d'autres. Ces Proto-Hittites, ou *Hatti*, sont des « Asianiques » car on entend sous ce terme générique les peuples de l'Asie occidentale qui ne sont pas des Sémites et qui ne sont probablement pas des Indo-Européens (le facteur sémitique ne peut plus être considéré comme unique, ainsi qu'au début des études orientales, nous dit le Dr Contenau).

Une première vague indo-européenne, les *Luwi*, au cours du IIIe millénaire, déferle aux dépens sans doute des Proto-Hittites : ces Luwi sont des Indo-Européens.

Puis, un nouvel élément indo-européen survient, les *Nésites* qui ont rendu le nom de Hittites célèbre, mais n'ont aucun droit à le porter, *les Hatti seuls, ou Proto-Hittites, étant en somme les véritables Hittites*.

Les divisions du Dr Contenau dans son étude sont donc successivement : la période proto-hittite qui prend fin vers 1900 avant notre ère ; la période du Hurri-Mitanni de 1500 environ à 1350, car les tablettes nous mettent en présence d'un élément « hurri » (peut-être les *Horites* de l'Ancien Tes-

tament), le peuple hurri ou hurrite ayant fondé ces royaumes de Hurri et de Mitanni, qui brillent dans l'histoire à partir du XVI[e] siècle pour s'éclipser à la fin du XIV[e]. — Après la civilisation mitanienne, on rencontre l'Empire hittite de Boghaz-Keui, qui se divise en Ancien Empire (1900-1650) et Nouvel Empire (1450-1180) : ce sont ces Nésites, ces indo-européens, qui non point remplacent mais subjuguent, rassemblent les populations Asianiques trouvées par eux en Anatolie.

Ensuite — éternelle histoire, — nouvelles vagues : les Doriens partis du Péloponèse atteignent les Cyclades et la Crète ; submergent la civilisation mycénienne, tout de même que la mycénienne avait remplacé la minoenne ; les Thraces gagnent l'Asie Mineure par l'Hellespont, entraînant dans leur mouvement — comme ces *nappes* géologiques qui « charrient » peu à peu d'énormes assises de terrains — les Masa, les Dardaniens et autres peuplades. Enfin une nouvelle vague d'Achéens les grossit, et tout cela concourt à former les « Peuples de la mer », dont l'ébranlement met fin au royaume nésite de Boghaz-Keui, jadis né lui-même d'un bouleversement analogue, sinon aussi considérable (Contenau, pp. 158-159).

Alors entrent en scène les derniers « Hittites », les *Syro-Hittites*, au début du XII[e] siècle avant notre ère, faux Hittites encore, bien entendu, les premiers seuls, répétons-le, méritant ce nom. Il n'est plus question de l'Asie Mineure, les Assyriens désignent cette fois sous le nom de « Hatti » les populations du Nord de la Syrie et même du Nord de Canaan. La confédération nouvelle a surtout pour chef le roi de Karkémish. C'est l'empire hittite de Syrie, par opposition au précédent empire hittite d'Asie Mineure.

Finalement, lorsque les Assyriens s'emparent de Karkémish au temps des Sargonides (VIII[e] siècle), les Hittites disparaissent définitivement de l'Histoire : Hérodote, voyageant en Orient, n'entendra parler d'eux nulle part.

*
* *

Je laisse aux philosophes à épiloguer sur les troubles, Zénobie, qui agitèrent ces empires, et la matière est admirable à nourrir les débats, sous les voûtes de Pontigny. Ces peuples ont pu faire trembler l'Egypte : ailleurs (1) le Dr Contenau ne nous parle-t-il pas de « duel formidable entre l'Égypte et les Hittites »? Ici, dans sa conclusion, il nous suggère en outre des vues passionnantes sur le rôle des Hittites dans la civilisation, sur leur influence dans l'évolution de l'Orient et de la Grèce. Une aristocratie dominante, — indo-européenne chez les Hittites, aryenne chez les Mitanniens, — a constamment agi et dominé ces vieilles civilisations de l'Asie occidentale. *Mêlés aux éléments autochtones asianiques*, ces éléments-là confèrent à la civilisation hittite ou hurrique son originalité. Les rapports avec l'Égée apparaissent nombreux; et du côté de l'Europe des analogies sont plus remarquables encore, — en céramique par exemple, où, dit Ed. Pottier, les ressemblances sont « comme si Hellènes et Hittites avaient quelque part séjourné ensemble » (cité par Contenau, p. 259).

Sur l'art grec lui-même, c'est non pas une action éclatante, mais la continuité d'apports minimes. Et c'est beaucoup que tout cela, dont le total assure « une place durable aux Hittites et aux Mitanniens dans la civilisation de l'Ancien Monde ». Mais il est bien significatif, — il faut y revenir puisque le Dr Contenau conclut par là, — que ces populations aient eu pour chefs, pour tête, des dirigeants venus d'ailleurs : « Pour la première fois dans l'histoire, alors qu'il n'était jusqu'ici question que d'Égyptiens, de Babyloniens, d'Assyriens, nous pouvons assigner ce progrès à des conducteurs de peuples Indo-Européens. »

(1) *Manuel d'Archéologie orientale* (Picard), p. 885 (tome II).

*
* *

Il faut signaler un alerte petit livre, de lecture charmante, agréable autant qu'utile, et qui nous montre par le vif l'existence de ces curieux savants que sont les directeurs de fouilles, savants de plein air autant que de cabinet, à la vie mouvementée, pénible, prodigieusement obstinée et patiente, admirable. Un jeune archéologue, M. André Parrot, d'abord adjoint à l'abbé de Genouillac, aujourd'hui envoyé par le Louvre pour diriger les expéditions de Tello et de Larsa, dans l'état d'Iraq, vient d'avoir l'excellente idée de nous raconter ses campagnes, ses tribulations, ses espoirs, ses trouvailles ou ses déceptions, son énergie toujours (1). Quelque chose comme le livre de l'égyptologue Cappart sur les fouilles du tombeau de Toutankhamon, mais beaucoup mieux fait, composé, plus vivant et nourri. On y voit particulièrement le meilleur résumé qui soit des étonnantes fouilles d'Ur, *Ur des Chaldéens*, la patrie d'Abraham. Et constamment, M. Parrot cite la Bible, on fait quelque heureux rapprochement entre le texte sacré et les modernes découvertes. Je voudrais, dans ces quelques mots rapides, exprimer du moins l'intérêt et l'admiration que cette lecture fait naître pour le livre, pour l'auteur, avec sa science, sa bonne humeur, sa jeunesse ardente et simple; pour ses émules ou ses maîtres aussi, pour leurs travaux à tous.

André George.

(1) André Parrot, *Villes Enfouies*, in-12, 254 p., nombreuses illustrations, index, etc. — Éd. « Je sers », Paris, 1934.

## La spiritualité byzantine

L'histoire de l'empire byzantin fut longtemps assez négligée. L'oubli a été réparé; mais nous n'avons encore, sur la spiritualité byzantine, rien de comparable à ce qui a été fait pour l'Europe occidentale, voire pour la Chine et les Indes. M. Eugène Mercier s'est attaché à combler cette lacune et à montrer, non seulement le rôle capital de la Grèce dans la transmission des conceptions religieuses entre l'antiquité et les temps modernes, entre le proche Orient et l'Occident, mais aussi à décrire la vie spirituelle contemporaine de ce pays. Son livre (1), tumultueux, bouillonnant, plein d'idées et d'images, de généralisations aventureuses parfois, mais séduisantes, d'un style presque trop somptueux, n'est pas une étude des doctrines et des écrivains, non plus qu'une hagiographie, mais le reflet de la spiritualité dans la vie, l'art, l'histoire, la politique, le paysage même. C'est une sorte de *Voyage en Orient* théologique, archéologique et mystique, ou encore un *génie du christianisme* byzantin.

L'auteur, qui montre le malentendu sur lequel s'éleva le schisme de Photius, ne cache pas les préventions du monde ecclésiastique byzantin contre l'Église et la pensée latines; mais il compte sur la charité et sur la menace d'adversaires communs pour dissiper un jour « la douloureuse et trop longue équivoque », et son livre se termine par une prière pour l'unité chrétienne.

Émile Dermenghem.

(1) Eugène Mercier, *La spiritualité byzantine*. L'Orient grec et chrétien : Attique, Thessalie, Macédoine, Salonique, le mont Athos. Paris, Les éditions du Cygne, in-8.

## L'œuvre pédagogique de l'Espagne en Amérique

Le nouveau livre du R. P. Constantino Bayle, S. J., *España y la educación popular en América* (Madrid, 1934), apparaît comme le complément de cette *España en Indias* que j'ai analysée il y a quelques mois dans *La Vie Intellectuelle* (10 juillet 1934). Il est donc indispensable de le signaler ici. On m'excusera de le faire brièvement : je ne pourrais que répéter ce que je disais alors, d'autant plus que ce deuxième travail, comme il est naturel, porte la marque des mêmes qualités : de vastes lectures, une grande sérénité de jugement, une souplesse persuasive, l'exposé le plus vivant et le plus agréable, auquel on serait tenté de reprocher, cependant, une abondance excessive de citations. Consignons deux traits intéressants : le rôle joué par l'Université de Mexico — fondée dès le milieu du XVI[e] siècle — dans la formation du haut clergé, et le prestige conquis dans le reste de l'Amérique par la Nouvelle-Espagne, berceau d'éducateurs, modèle et initiatrice. Car l'on oublie trop aisément que cette vaste Amérique espagnole, une, mais diverse, a eu son histoire intérieure particulière, distincte de celle de ses relations avec la métropole. Indiquons aussi l'importance des derniers chapitres, sur l'enseignement du castillan aux Indiens, sur les collèges de *caciques*, sur le problème des métis, sur celui du clergé indigène. Tous ceux qui s'intéressent aux questions missionnaires et coloniales auront profit à lire cette étude, pleine de substance et riche de sagesse.

ROBERT RICARD.

Le Gérant : E. AUBIN. Imp. E. AUBIN ET FILS. — LIGUGÉ (Vienne).